



CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE  
MUTUEL NORD DE FRANCE  
Société coopérative à capital et personnel variables.  
Siège social : 10, avenue Foch, B.P. 369, 59020 Lille Cedex.  
440 676 559 R.C.S. Lille Métropole.

# Rapport de Gestion Semestriel

## Au 30 juin 2019

|  |           |
|--|-----------|
| <b><u>RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE</u></b> .....                                  | <b>4</b>  |
| <b><u>1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE</u></b> .....                                    | <b>4</b>  |
| <b><u>2. ELEMENTS D'ACTIVITE</u></b> .....   | <b>4</b>  |
| 2.1. FAITS MARQUANTS .....   | 4         |
| 2.2. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES .....  | 5         |
| 2.3. EVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION .....                                 | 5         |
| 2.4. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE .....                                     | 5         |
| <b><u>3. RESULTATS SOCIAL ET CONSOLIDE</u></b> .....                               | <b>6</b>  |
| 3.1. LE COMPTE DE RESULTAT SOCIAL .....  | 6         |
| 3.2. LE COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE .....   | 7         |
| <b><u>4. STRUCTURE FINANCIERE</u></b> .....  | <b>8</b>  |
| 4.1. LES FONDS PROPRES CONSOLIDES .....  | 8         |
| 4.2. LE CERTIFICAT COOPERATIF D'INVESTISSEMENT DE LA CAISSE REGIONALE .....        | 8         |
| 4.3. LES PARTIES LIEES .....   | 8         |
| <b><u>5. PERSPECTIVES</u></b> .....  | <b>8</b>  |
| <b><u>6. RISQUES</u></b> .....   | <b>9</b>  |
| 6.1. FACTEURS DE RISQUE .....  | 9         |
| 6.2. TAXONOMIE DES RISQUES MAJEURS .....   | 9         |
| 6.3. GESTION DE RISQUES .....  | 12        |
| <b><u>7. DISPOSITIF DE CONTROLE INTERNE</u></b> .....                              | <b>33</b> |
| 7.1. CONTROLE PERMANENT ET PERIODIQUE .....  | 34        |
| 7.2. CONTROLE DE LA CONFORMITE .....   | 34        |
| 7.3. DISPOSITIF DE CONTROLE INTERNE DE L'INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIERE ..... | 35        |
| <b><u>8. COMPTES INACTIFS ET DESHERENCE</u></b> .....                              | <b>39</b> |
| <b><u>9. INFORMATIONS PRUDENTIELLES</u></b> .....                                  | <b>40</b> |
| 9.1. CADRE REGLEMENTAIRE APPLICABLE .....  | 40        |
| 9.2. SUPERVISION .....   | 41        |
| 9.3. RATIOS DE SOLVABILITE .....   | 41        |
| 9.4. DEFINITION DES FONDS PROPRES .....  | 44        |
| 9.5. AUTRES DISPOSITIONS .....   | 48        |
| 9.6. LIENS EN CAPITAL ENTRE CREDIT AGRICOLE S.A. ET LES CAISSES REGIONALES .....   | 51        |
| 9.7. COMPOSITION DES EMPLOIS PONDERES .....  | 52        |

|  |            |
|--|------------|
| <b>10. <u>INDICATEURS ALTERNATIFS DE PERFORMANCE – ARTICLE 223-1 DU</u></b>    |            |
| <b><u>RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE L'AMF .....</u></b>                                 | <b>53</b>  |
| <b>COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS AU 30 JUIN 2019 .....</b>         | <b>54</b>  |
| <b>ATTESTATION DU RESPONSABLE DE L'INFORMATION.....</b>                        | <b>115</b> |
| <b>RAPPORT DES CONTRÔLEURS LÉGAUX SUR L'INFORMATION SEMESTRIELLE 2019.....</b> | <b>116</b> |

# Rapport semestriel d'activité

---

## 1. Environnement économique

---

Dans un climat instable et propice à l'aversion au risque, le cycle de croissance mondiale semble marquer le pas. Ainsi en 2019 et même si un rebond est attendu au deuxième semestre, la croissance économique mondiale devrait s'établir à 3,3% contre 3,6% en 2018 (source FMI). En zone euro, compte tenu de l'absence d'inflation, la prévision de croissance a également été revue à la baisse pour 2019 et ne dépasserait pas 1,3% (source : Commission Européenne).

Au niveau national, la Banque de France annonce des prévisions de croissance à 1,3% pour l'année 2019, en recul par rapport à 2018, mais dans une moindre mesure que dans le reste de la zone euro. Le pouvoir d'achat, en progression grâce aux baisses de prélèvement et aux mesures mises en place en décembre et avril, soutient la consommation des ménages. L'investissement des entreprises reste dynamique et favorise la baisse du taux de chômage. Cependant, le commerce extérieur dans un contexte international complexe devrait peser négativement sur la croissance.

L'activité régionale des Hauts de France reste bien orientée, grâce à une demande soutenue notamment dans les services. Dans le secteur industriel, malgré une tendance baissière, les industriels restent optimistes et anticipent une reprise de l'activité pour le deuxième semestre.

Sur le plan financier, les incertitudes liées au Brexit, à la croissance mondiale et aux tensions commerciales ont incité la Banque Centrale Européenne (BCE), à l'instar de la FED, à maintenir sa politique accommodante et à conserver des taux d'intérêt directeur très bas au moins jusqu'au premier semestre 2020.

## 2. Eléments d'activité

---

### 2.1. Faits Marquants

---

#### ***Activité commerciale***

Sur le premier semestre 2019, l'activité commerciale du Crédit Agricole Mutuel Nord de France a été soutenue sur tous nos marchés. Plus de 31 000 nouveaux clients ont rejoint la Caisse régionale. La production de nouveaux crédits atteint 2,2 Mrds€, dont 1,3 Mrds€ de crédits habitat, dans un contexte de taux historiquement bas en fin de semestre. Les encours de crédits s'établissent à 23,9 Mrds€, en hausse de 5,4% sur un an.

Dans le même temps, dans un contexte d'incertitude économique, l'épargne des clients, qui reste principalement placée sur des supports liquides et sécurisés, poursuit sa progression à 29,7 Mrds€, soit +3,9% sur un an.

L'activité d'assurance de biens et de personnes est elle aussi bien orientée, avec une croissance sur un an du nombre de contrats de respectivement +5,3% et +2,6%.

#### ***Participations et Filiales***

Au 1<sup>er</sup> semestre 2019, la Caisse régionale Nord de France a perçu 56,9 M€ de dividendes de ses différentes participations, dont un acompte sur dividende de 44,6 M€ de la SAS Rue la Boétie (holding détenue par les Caisses régionales et portant leur participation dans Crédit agricole S.A).

Au 1<sup>er</sup> semestre 2019, la Caisse régionale Nord de France a participé à l'augmentation de capital de la société SACAM FIRECA (détention directe ou sous forme de prise de participation de toute société exerçant une activité dans le domaine de la recherche, de la mise en œuvre, du développement des nouvelles technologies de l'information ou de la communication) pour un montant total de 2,2 M€.

En mai 2019, la Caisse régionale a réalisé une quatrième opération de titrisation. Au 30 juin 2019, le portefeuille de crédits habitat cédé au FCT Crédit Agricole Habitat s'élève au total à 1,4 Mrds€.

## 2.2. Principes et méthodes comptables

---

### Application du référentiel IAS-IFRS

Les comptes consolidés semestriels résumés du groupe Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France ont été établis conformément aux normes IAS-IFRS telles que décrites dans la note 1 des notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires résumés.

### Changements de méthode comptable

Les changements de méthode comptable sont décrits dans la note 1 des notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires résumés.

## 2.3. Evolution du périmètre de consolidation

---

Les évolutions du périmètre de consolidation sont décrites dans la note 12 des notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires résumés.

## 2.4. Evènements postérieurs à la clôture

---

Aucun évènement postérieur à la clôture n'est à signaler.

### 3. Résultats social et consolidé

---

#### 3.1. Le Compte de Résultat Social

---

| en M€                                | Jun 2019     | Jun 2018     | Evolution    |               |
|--------------------------------------|--------------|--------------|--------------|---------------|
| <b>Produit Net Bancaire*</b>         | <b>304,4</b> | <b>299,5</b> | <b>4,9</b>   | <b>1,6%</b>   |
| <b>Résultat Brut d'exploitation*</b> | <b>126,8</b> | <b>123,4</b> | <b>3,4</b>   | <b>2,8%</b>   |
| <i>Coefficient d'exploitation</i>    | <i>58,3%</i> | <i>58,8%</i> | <i>-0,5%</i> | <i>-0,8%</i>  |
| <b>Résultat Net Social*</b>          | <b>85,8</b>  | <b>100,4</b> | <b>-14,7</b> | <b>-14,6%</b> |

\* données CR + véhicules de titrisation

Le Produit Net Bancaire de la Caisse régionale s'établit à 304,4 M€, en hausse de 1,6% sur un an. Hors effet provision Epargne Logement (dotation de 4,2 M€ au premier semestre 2019), le Produit Net Bancaire est en hausse de +3%.

La marge d'intermédiation, à 125,6 M€, est en hausse de 3,2% (+6,7% hors effet de la provision Epargne Logement), en lien avec le dynamisme de l'activité crédit et la baisse du coût des ressources (liée à la baisse des taux et aux restructurations de passif réalisées ces deux dernières années).

Le PNB des services bancaires et d'assurance, à 125,3 M€, affiche une baisse contenue sur un an (-0,9%), dans un contexte de démarche volontaire de stabilité des tarifs (hors assurances) sur le marché des particuliers. L'évolution du PNB inclut également une évolution de la tarification des dysfonctionnements afin de protéger nos clients les plus fragiles.

Les revenus des placements de fonds propres s'établissent à 53,5 M€, en hausse de 3,49% sur un an, sous l'effet principal de la hausse de l'acompte sur dividende de la SAS Rue de la Boétie.

Les charges de fonctionnement, à 177,5 M€, sont en hausse de 0,8% sur un an, en lien avec la poursuite des investissements dans le réseau et dans de nombreux projets informatiques et technologiques.

Le coût du risque à -16,7 M€, soit 14 bps sur encours, reste très mesuré dans un contexte de forte progression des encours ces trois dernières années.

Après prise en compte de provisions complémentaires sur des participations (-3,4 M€) et des impôts sur les sociétés (-20,9 M€), le résultat net social ressort à 85,8 M€ (85,4 M€ pour la Caisse régionale seule, hors intégration des véhicules de titrisation de crédits habitat), en baisse de 14,6% sur un an.

## 3.2. Le Compte de Résultat Consolidé

| en M€                               | juin-19 | juin-18 | Evolution |      |
|-------------------------------------|---------|---------|-----------|------|
| <b>Produit net bancaire</b>         | 319,4   | 311,9   | 7,5       | 2,4% |
| <b>Résultat brut d'exploitation</b> | 120,1   | 112,4   | 7,8       | 6,9% |
| <b>RESULTAT NET PART DU GROUPE</b>  | 82,8    | 82,4    | 0,4       | 0,5% |

Le résultat net consolidé du Groupe Crédit Agricole Nord de France s'établit à 82,8 M€ en hausse de 0,5% sur un an.

En norme IFRS, le Produit Net Bancaire consolidé du Groupe Crédit Agricole Nord de France s'élève à 319,4 M€, en progression de 7,5 M€ sur un an (soit +2,4%), dont +10,2 M€ sur le PNB IFRS de la Caisse régionale (dont +4,2 M€ liés au PNB social de la Caisse régionale et +6 M€ liés aux retraitements IFRS).

La contribution des pôles métiers au résultat net consolidé s'établit comme suit :

| en M€                                       | juin-19 | juin-18 | Evolution |
|---|---------|---------|-----------|
| <b>Pôle Bancassurance France</b>            | 76,2    | 76,7    | - 0,5     |
| <b>Pôle Capital Investissement Régional</b> | 2,1     | 2,0     | 0,1       |
| <b>Pôle Presse</b>                          | 1,4     | 1,9     | - 0,5     |
| <b>Pôle Immobilier*</b>                     | 1,6     | 0,4     | 1,2       |
| <b>Pôle Foncière</b>                        | 1,5     | 1,4     | 0,1       |
| <b>Résultat Net Part du Groupe</b>          | 82,8    | 82,4    | 0,4       |

\* *Activité de transactions, administration de biens et promotion*

## 4. Structure financière

---

### 4.1. Les Fonds propres consolidés

---

| <i>en M€</i>                                      | juin-19       | déc-18        | Evolution  |
|---|---------------|---------------|------------|
| <b>Total Bilan consolidé</b>                      | <b>30 373</b> | <b>29 966</b> | <b>407</b> |
| <b>Capitaux Propres Part du Groupe</b>            | <b>4 314</b>  | <b>4 201</b>  | <b>113</b> |
| Capital et réserves liées                         | 927           | 871           | 56         |
| Réserves  | 2 997         | 2 903         | 94         |
| Gains et Pertes comptabilisés en Capitaux Propres | 308           | 295           | 13         |
| Résultat  | 83            | 133           | - 50       |

A fin juin 2019, les capitaux propres part du Groupe du Crédit Agricole Nord de France atteignent 4 314 M€, en croissance de 113 M€ par rapport à décembre 2018.

### 4.2. Le Certificat Coopératif d'Investissement de la Caisse régionale

---

L'Assemblée Générale du 23 avril 2019 a autorisé la distribution au titre de l'exercice 2018, d'un dividende de 1,05 euro par titre. Le paiement du dividende a été effectué en numéraire en date du 15 mai 2019.

Le capital de la Caisse régionale Nord de France comprend 17 109 818 Certificats Coopératifs d'Investissement, représentant 29,11% des titres constitutifs du capital social au 30 juin 2019.

Durant le premier semestre 2019, le cours du Certificat Coopératif d'Investissement a évolué entre 22 € et 27 €. Au 28 juin 2019, le CCI a clôturé à un cours de 24,45 €, en hausse de 10,1% par rapport au cours du 31 décembre 2018.

Dans le cadre du contrat de rachat, confirmé par l'Assemblée Générale du 23 avril 2019, la Caisse régionale détient en compte propre 859 422 Certificats Coopératifs d'Investissement au 30 juin 2019 et 878 573 CCI au total avec le contrat de liquidité.

### 4.3. Les parties liées

---

Les parties liées sont décrites dans la note 11 des notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires résumés.

## 5. Perspectives

---

Premier partenaire du territoire et fort de son modèle coopératif et mutualiste, le Crédit Agricole Nord de France s'inscrit dans une relation durable, engagée et loyale pour que ses clients bénéficient de la meilleure expertise dans les domaines de la Banque, de l'Assurance et de l'Immobilier. Avec le lancement prochain de son nouveau Projet d'Entreprise, la Caisse régionale confirmera son ambition de satisfaire toujours plus ses clients, en affirmant ses valeurs mutualistes de solidarité et de responsabilité sociétale au service de son territoire. Elle aura également comme objectif une gestion prudente de couverture de ses risques afin de répondre aux exigences d'un environnement économique complexifié et d'un cadre réglementaire renforcé.



## 6. Risques

---

### 6.1. Facteurs de risque

---

Cette partie du rapport de gestion présente les principaux risques auxquels la Caisse régionale Nord de France est exposée. D'autres parties du présent chapitre exposent l'appétence au risque de la Caisse régionale Nord de France et les dispositifs mis en œuvre pour les gérer. L'information relative à la gestion des risques auxquels la Caisse régionale Nord de France est exposée est présentée en conformité avec la norme IFRS 7 relative aux informations à fournir sur les instruments financiers.

Dans le cadre de son activité, la Caisse régionale Nord de France est exposée principalement aux catégories de risques suivantes :

- Risques de crédit : risques de pertes liés à la défaillance d'une contrepartie, entraînant l'incapacité de cette dernière à exécuter ses obligations vis-à-vis de la Caisse régionale;
- Risques financiers : risques de pertes liés à la variation des paramètres de marché (taux d'intérêt, spreads de crédit, etc.) et au risque pour la Caisse régionale de ne pas disposer des ressources nécessaires pour faire face à ses obligations (risque de liquidité);
- Risques opérationnels et risques associés : risques de pertes résultant principalement de l'inadéquation ou de la défaillance des processus, des systèmes ou des personnes en charge du traitement des opérations, ainsi que les risques associés à des événements externes, tels que des inondations, des incendies, des tempêtes, des tremblements de terre ou des attaques terroristes. Les risques associés comprennent les risques juridiques et les risques de non-conformité;
- Risques liés à l'environnement dans lequel la Caisse régionale évolue : risques liés à l'environnement macroéconomique et aux conditions de marché, ainsi qu'au cadre législatif et réglementaire applicable à la Caisse régionale et à son activité (pour les risques liés au dispositif de résolution des établissements de crédit, se reporter au paragraphe 9.5.2 « Dispositif de mise en résolution des établissements bancaires » de la partie « Informations prudentielles » du chapitre 9).

### 6.2. Taxonomie des risques majeurs

---

Afin de garantir une compréhension homogène des catégories de risques, le Groupe Crédit Agricole maintient à jour une taxonomie interne des risques majeurs. Cette taxonomie est revue et validée a minima tous les ans en Comité exécutif ou des risques.

Un risque est considéré comme étant majeur lorsque son occurrence entraîne une déviation significative des objectifs de résultat, de solvabilité ou de liquidité sur une activité ou une entité du Groupe.

La notion de risque majeur est définie soit lorsque l'impact a déjà été observé historiquement, soit lorsqu'il s'agit d'un risque considéré comme mineur jusqu'à présent mais qui pourrait, dans certaines circonstances, se matérialiser à un niveau beaucoup plus élevé que ce qui est observable actuellement. Cette notion peut recouvrir également les risques émergents liés à de nouvelles activités.

Parmi les risques majeurs, la Caisse régionale Nord de France est concernée par les risques suivants :

| Type de risque   | Définition  |
|--|---|
| <b>Risques de crédit</b>                               |   |
| <b>Risque de crédit global</b>                         | Risque encouru en cas de défaillance d'une contrepartie ou de contreparties considérées comme un même groupe de clients liés.<br>N.B. : concernant les titres de dette corporate du portefeuille de placement, le risque de crédit global comprend le risque de défaut de l'émetteur mais pas le risque de <i>spread</i> qui est classé en Risque émetteur. |
| <b>Risque de concentration sectoriel et individuel</b> | Risque découlant de l'exposition à chaque contrepartie, y compris des contreparties centrales, à des contreparties considérées comme un même groupe de clients liés, à des contreparties opérant dans le même secteur économique ou la même zone géographique, ou de l'octroi de crédits portant sur la même  |

| Type de risque   | Définition  |
|--|---|
|  | activité, ou de l'application de techniques de réduction du risque de crédit, notamment de sûretés émises par un même émetteur.   |
| <b>Risque pays et souverains</b>                       | Risque de concentration des expositions dans les portefeuilles de crédit et de placement provenant de la composante pays ou souverain.<br>N.B. : concernant les titres de dette souveraine du portefeuille de placement, le risque pays et souverains comprend le risque de défaut de l'émetteur mais pas le risque de <i>spread</i> qui est classé en Risque émetteur.   |
| <b>Risques Banque de proximité France</b>              | Risque de crédit sur le périmètre spécifique de la Banque de proximité France.  |
| <b>Risque de contrepartie sur opérations de marché</b> | Risque encouru en cas de défaillance ou de dégradation de qualité de crédit d'une contrepartie ou de contreparties considérées comme un même groupe de clients liés, sur les opérations traitées dans le portefeuille de négociation (titres, dérivés..).   |
| <b>Risque sur titrisation</b>                          | Risque de crédit induit par les opérations de titrisation dans lesquelles l'entreprise assujettie intervient en qualité d'investisseur, d'initiateur ou de sponsor, y compris les risques de réputation tels que ceux survenant en liaison avec des structures ou des produits complexes.   |
| <b>Risque de règlement livraison</b>                   | <b>Périmètre :</b> toute opération nécessitant l'échange croisé de titres de créance, d'actions, de devises ou de matières premières, dès lors que cet échange n'est ni soumis à un accord de compensation bilatérale, ni effectué <i>via</i> un tiers garantissant aux deux contreparties une livraison (ou paiement) contre paiement. Le risque se matérialise lorsqu'une contrepartie ne livre pas à l'échéance d'une opération les titres de créances, actions, devises ou matières premières qu'elle doit, alors que la Banque lui a déjà livré par ailleurs les titres de créance, actions, devises ou matières premières que la Banque lui devait sur cette même opération. L'assiette du risque est la contre-valeur brute des titres, actions, devises ou matières premières à recevoir d'une contrepartie donnée, à une même date d'échéance. |
| <b>Risques financiers</b>                              |   |
| <b>Risque <i>equity</i> / Risque de participation</b>  | Risque de diminution de valeur des prises de participation (de tout type, notamment actions cotées, actions non cotées...) réalisées dans le but d'influer sur l'administration de la Société que ce soit des titres "dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres, ou d'en assurer le contrôle" ou des prises de participation dans le cadre d'une activité de capital investissement.  |
| <b>Risque de marché</b>                                | <b>Périmètre :</b> portefeuilles de négociation (hors portefeuilles de participation et de placement).<br>Risque de pertes sur des positions de bilan et de hors bilan résultant de l'évolution des prix de marché (inclut également le risque <i>equity</i> figurant dans ce portefeuille).  |
| <b>Risque émetteur</b>                                 | Risque de diminution de valeur des titres détenus en <i>banking book</i> et comptabilisés à la juste valeur dont l'acquisition est réalisée dans le but de générer un rendement et/ou gérer les réserves de liquidité. Ce risque se matérialise par la baisse de la valeur de l'actif financier liée à l'évolution de la qualité de crédit de l'émetteur pour les titres de dette (CSRBB – <i>Credit Spread Risk in the Banking Book</i> ) ou par la baisse du cours de bourse pour les actions cotées.   |
| <b>Risque de change</b>                                | Risque découlant des positions de change opérationnelles (y.c. portefeuille de négociation et portefeuille titres) et des positions de change structurelles (participations) : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ impact en résultat des positions de change opérationnelles laissées ouvertes ;</li> <li>▪ impact en capitaux propres des positions de change structurelles laissées ouvertes.</li> </ul>  |
| <b>Risque de liquidité</b>                             | Risque de ne pas disposer des fonds nécessaires pour faire face à ses engagements. Ce risque est évalué et suivi dans le cadre du processus ILAAP.  |

| Type de risque  | Définition  |
|---|---|
| Risque de taux d'intérêt global   | Risque de perte sur la marge nette d'intérêt future suite à un stress de taux.  |
| Risque de levier excessif   | Risque de vulnérabilité d'un établissement, résultant d'un levier ou d'un levier éventuel pouvant nécessiter en cas de pertes ou de difficultés de financement de l'établissement la prise de mesures correctives comme une vente en urgence d'actifs pouvant se solder par des pertes complémentaires ou une réévaluation à la baisse des actifs restants.   |
| <b>Risques opérationnels et risques associés</b>                          |   |
| Risques opérationnels   | D'un point de vue général, risque de pertes découlant d'une inadéquation ou d'une défaillance des processus, du personnel et des systèmes internes ou d'événements extérieurs ; le risque opérationnel inclut notamment les risques liés à des événements de faible probabilité d'occurrence mais à fort impact.  |
| Risque de non-conformité / Risque de mauvaise conduite / Risque juridique | <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Risque de sanction judiciaire, administrative ou disciplinaire, de perte financière significative ou d'atteinte à la réputation, qui naît du non-respect de dispositions propres aux activités bancaires et financières ;</li> <li>▪ risque actuel ou potentiel de pertes pour un établissement résultant de la prestation inappropriée de services financiers, y compris les cas de mauvaise conduite volontaire ou négligente ; il englobe les risques de non-conformité clients, produits, pratiques commerciales et le risque de fraude interne ;</li> <li>▪ risque de tout litige avec une contrepartie, résultant de toute imprécision, lacune ou insuffisance susceptible d'être imputable à l'entreprise assujettie au titre de ses opérations.</li> </ul> |
| Risque de modèle  | Le risque de modèle est le risque de perte qui résulte de l'utilisation de modèles inadéquats à des fins de calcul de prix, de réévaluation, de couverture de positions, ou de gestion de risques, dû soit à la qualité des données utilisées, la technique de modélisation, l'implémentation ou l'usage de ceux-ci.  |
| Risque comptable  | Risque lié à la qualité de l'information bancaire et financière, qu'elle soit destinée aux dirigeants effectifs ou à l'organe de surveillance, transmise aux autorités de tutelle et de contrôle ou qu'elle figure dans les documents destinés à être publiés.  |
| Risques sécurité des systèmes d'information                               | Risques inhérents à la sécurité, continuité des systèmes d'informations et à l'intégrité et la confidentialité des informations.<br><b>Risque externe (cyberespace) dont les vecteurs sont les systèmes et moyens de télécommunication – Définition du National Institute of Standards and Technology (NIST)</b>  |
| Risque physique : sécurité, sûreté, prévention                            | Risques inhérents à la sécurité du personnel, des outils de travail.  |
| <b>Autres risques</b>   |   |
| Risque lié à l'activité et risque stratégique                             | Risque lié à des pertes, baisses des recettes ou de résultat en raison de décisions liées aux choix stratégiques et/ou au positionnement concurrentiel.   |
| Risque systémique (environnement macroéconomique) et réglementaire        | Risque global lié à l'environnement macroéconomique, politique et réglementaire (notamment prudentiel et fiscal).   |
| Risque assurance  | Risque de souscription, risque de provisionnement et risque de réassurance.   |
| Risque climatique (physique et transition énergétique)                    | Risques de premier niveau pouvant survenir suite à des événements climatiques (inondations, tempêtes).<br>Risque résultant de la transition à une économie moins consommatrice de carbone. Ce facteur de risque porte principalement sur l'évolution du prix des actifs financiers exposés au carbone.  |

## 6.3. Gestion de risques

---

Cette partie du rapport de gestion présente l'appétence au risque de la Caisse régionale Nord de France, la nature des risques auxquels la Caisse régionale est exposée, les principales expositions et les dispositifs mis en œuvre pour les gérer.

L'information présentée au titre de la norme IFRS 7 relative aux informations à fournir sur les instruments financiers fait partie intégrante des comptes consolidés au 31 décembre 2018 et, à ce titre, elle est couverte par le rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés ; elle couvre les principaux types de risques suivants :

- les risques de crédit ;
- les risques de marché ;
- les risques structurels de gestion de bilan : risque de taux d'intérêt global et risque de liquidité ; la Caisse régionale n'est pas concernée par le risque de change.

Afin de couvrir l'ensemble des risques inhérents à l'activité bancaire, des informations complémentaires sont fournies concernant :

- les risques opérationnels ;
- les risques juridiques ;
- les risques de non-conformité.

Conformément aux dispositions réglementaires et aux bonnes pratiques de la profession, la gestion des risques au sein de la Caisse régionale Nord de France se traduit par une gouvernance dans laquelle le rôle et les responsabilités de chacun sont clairement identifiés, ainsi que par des méthodologies et procédures de gestion des risques efficaces et fiables permettant de mesurer, surveiller et gérer l'ensemble des risques encourus.

Les dispositifs de mesure, de surveillance et de maîtrise de ses risques sont adaptés aux activités, aux moyens et à l'organisation de la Caisse régionale : ainsi, pour chaque facteur de risque, des limites et procédures sont définies. Ces dispositifs sont régulièrement revus et renforcés et font l'objet de contrôles réguliers.

Les critères d'intervention et les limites font l'objet d'une validation par la Direction Générale et d'une présentation biannuelle au Conseil d'Administration.

La surveillance des risques de crédits, financiers et opérationnels au sein du groupe Crédit Agricole Nord de France est assurée par la Direction des risques et contrôles permanents, rattachée au Directeur Général. Cette dernière s'assure notamment de la bonne adaptation et du respect des procédures de gestion de ces risques ainsi que du pilotage des projets dans ce domaine. En outre, au sein de la Direction Financière, l'unité Middle Office, indépendante du Front Office, est en charge de la surveillance des risques de marché, des risques de contrepartie sur les opérations de placement, de refinancement et de couverture.

### 6.3.1. Appétence au Risque

---

Le Conseil d'administration de la Caisse régionale Nord de France exprime annuellement son appétence au risque par une déclaration formelle. Pour l'année 2019, celle-ci a été discutée et validée le 18 décembre 2018, après examen et recommandations du Comité des Risques.

Cette démarche est réalisée en cohérence avec la stratégie du Groupe et s'appuie sur les travaux de définition de l'appétence au risque menés par la Caisse régionale sur son périmètre dans un cadre coordonné au niveau Groupe par l'organe central, Crédit Agricole SA.

Cette déclaration est une partie intégrante et directrice du cadre de référence de la gouvernance englobant la stratégie, les objectifs commerciaux, le pilotage des risques et la gestion financière globale de la Caisse régionale.

L'appétence au risque de la Caisse régionale Nord de France est le type et le niveau agrégé de risque que la Caisse régionale est prête à assumer, dans le cadre de ses objectifs stratégiques.

Sa définition s'appuie sur des indicateurs clés, tels que la solvabilité ou la liquidité, des limites et seuils d'alerte définis en cohérence avec ces indicateurs, et des axes qualitatifs complémentaires inhérents à la stratégie et aux activités de la Caisse régionale, essentiellement pour des risques qui ne sont pas quantifiés à ce stade.

Les indicateurs clés sont déclinés en trois niveaux de risques :

- **L'appétence** correspond à une gestion normale et courante des risques. Elle se décline sous forme d'objectifs budgétaires dans le cadre de limites opérationnelles, dont les éventuels dépassements sont immédiatement signalés à la Direction Générale qui statue sur des actions correctrices,
- **La tolérance** correspond à une gestion exceptionnelle d'un niveau de risque dégradé. Le dépassement des seuils de tolérance déclenche une information immédiate au Président du Comité des Risques, puis au Conseil d'administration suivant;
- **La capacité** reflète le niveau maximal de risques que la Caisse régionale pourrait théoriquement assumer sans enfreindre ses contraintes opérationnelles ou réglementaires.

Le franchissement des seuils de capacité des indicateurs ou des limites du dispositif conduit à l'information et à la proposition d'actions correctrices au Conseil d'administration. Un suivi des indicateurs stratégiques transmis à la Gouvernance est prévu semestriellement.

Au 30 juin 2019, les indicateurs d'appétence au risque de la Caisse régionale se situent dans la zone d'appétence définie par le Groupe, y compris sur le nouvel indicateur mis en place en 2019 sur la conformité des dossiers de connaissance client lors des entrées en relation avec un seuil de tolérance fixé à 95%.

## 6.3.2. Risque de crédit

---

**Le risque de crédit** se matérialise lorsqu'une contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses obligations et que celles-ci présentent une valeur d'inventaire positive dans les livres de la Caisse régionale. L'engagement peut être constitué de prêts, titres de créances ou de propriété ou dérivés, garanties données ou engagements confirmés non utilisés.

**Concernant les crédits**, la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France a défini des limites sectorielles et des plafonds d'engagement par contrepartie associées à une politique de sélection, de division et de partage des risques, à des systèmes de notation et à des normes de mesure de risque. Les autorisations de dépassements de plafonds d'engagement par contrepartie font l'objet d'une présentation semestrielle au Conseil d'administration.

### 6.3.2.1. Définition et organisation en place

---

**L'activité crédit se répartit entre deux grandes filières :**

- la banque de Détail : marchés des Particuliers, des Agriculteurs, des Professionnels, des Associations,
- la banque des Grandes Clientèles : marchés des Entreprises, des Collectivités, des Institutionnels et de la Promotion Immobilière.

**La politique crédit**, validée par le Conseil d'administration après examen et recommandations du Comité des risques, définit les conditions selon lesquelles le financement des besoins de la clientèle peut être réalisé. La Caisse régionale n'exclut par principe aucun secteur d'activité de son champ d'intervention. Pour autant, certains d'entre eux nécessitent une vigilance particulière, notamment en raison de risques significatifs de défaillance ou d'une sensibilité particulière aux risques de blanchiment d'argent.

#### ***Marché des Particuliers***

Le financement des besoins privés et de l'habitat est essentiellement conditionné par le respect d'un ratio d'endettement acceptable et de la capacité de remboursement ainsi que par la justification de la situation bancaire, notamment pour les nouveaux clients.

## **Marché des Professionnels et de l'Agriculture**

La politique de crédit sur le marché des Professionnels vise à favoriser un développement qualitatif et ciblé, abordant les segments de manière différenciée avec un objectif de maîtrise des risques. Sur le marché de l'agriculture, la Caisse régionale poursuit l'accompagnement actif de l'ensemble des productions, tout en veillant à proposer les modalités de financement les plus appropriées à la situation des exploitations.

Pour ces deux marchés, l'approche du risque de contrepartie se fait selon cinq axes : critères personnels, critères financiers, critères économiques, critères patrimoniaux, et critères juridiques. Par ailleurs, les délégations à l'octroi de crédits intègrent la note interne utilisée pour les calculs prudentiels de solvabilité.

## **Marché des Entreprises**

La Direction des Entreprises définit les règles relatives à l'octroi, à la mise en place et au suivi des concours accordés sur les marchés des PME/PMI, des Grandes Entreprises, des Coopératives, des Collectivités locales, des Institutionnels, de la Promotion Immobilière. Concernant la sélection des risques, les principaux critères pris en compte sont les suivants :

- sur le marché des PME/PMI, Grandes Entreprises et Coopératives : la situation financière, la capacité bénéficiaire, les notations interne (Bâle II) et externe (Banque de France) de la contrepartie, ainsi que des éléments sectoriels.
- sur le marché des Collectivités locales, la notation interne intégrant les indicateurs tels que la pression fiscale, l'endettement ou l'équilibre des comptes administratifs.
- sur le marché de la Promotion Immobilière : la qualité du programme, la localisation géographique, l'autofinancement ou le taux de pré-commercialisation.

**L'approche de la rentabilité** des opérations soumises à la décision du délégataire ou du Comité des prêts est analysée au cas par cas, en tenant compte de la marge financière brute, du niveau du risque approché, notamment à partir de la notation interne et des perspectives de la relation bancaire.

**Les garanties** sont adaptées à la qualité de l'emprunteur, à sa notation, aux contreparties offertes, à la durée de l'engagement et à la qualité du projet. La recherche de sûretés réelles est privilégiée (hypothèque, nantissement de titres), de même que le recours aux organismes de caution suivants :

- FONCARIS, société de caution mutuelle filiale de Crédit Agricole S.A., dont l'objet est de couvrir, à hauteur de 50%, les risques les plus importants pris par les Caisses régionales sur les entreprises (engagements supérieurs à 50 M€) ;
- BPI France, SIAGI et FRG pour les crédits aux Professionnels et aux PME ;
- CAMCA ou Crédit logement, toutes deux sociétés de caution mutuelle spécialisées dans la couverture des crédits à l'habitat.

### **6.3.2.2. Méthode d'évaluation du risque de contrepartie : système de notation interne**

---

Depuis fin 2007, l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution a autorisé le Crédit Agricole et en particulier la Caisse régionale à utiliser les systèmes de notation internes au Groupe pour le calcul des exigences en fonds propres réglementaires au titre du risque de crédit des portefeuilles de banque de détail. Pour les engagements Entreprises, l'homologation des notations internes a été obtenue le 19 Juin 2014.

Les systèmes de notation interne couvrent l'ensemble des méthodes, des procédés et des contrôles qui permettent l'évaluation du risque de crédit, la notation des emprunteurs ainsi que l'évaluation des pertes en cas de défaut de l'emprunteur. La gouvernance du système de notation s'appuie sur le Comité des Normes et Méthodologies de Crédit Agricole S.A. présidé par le Directeur des Risques et Contrôles Permanents Groupe, qui a pour mission de valider et de diffuser les procédures de mesure et de contrôle des risques au sein du groupe Crédit Agricole. Le CNM examine notamment :

- les règles d'identification et de mesure des risques, en particulier les méthodes de notation des contreparties, les scores d'octroi et en particulier les estimations des paramètres bâlois (probabilité de défaut, facteur de conversion, perte en cas de défaut) et les procédures organisationnelles associées ;
- la segmentation entre clientèle de détail et grande clientèle avec les procédures associées comme l'alimentation du système d'information de consolidations des risques ;
- la performance des méthodes de notation et d'évaluation des risques, au travers de la revue au minimum annuelle des résultats des travaux de backtesting ;
- l'utilisation des notations (validation des syntaxes, glossaires et référentiels communs).

Les engagements de crédit (bilan et hors bilan) de la Clientèle de Banque de détail sont notés par l'outil LUC, avec des modèles de notation interne IRB [PD, LGD, CCF] calibrés sur le périmètre de l'ensemble des Caisses régionales. Les derniers modèles, en production depuis mai 2017, ont été validés par la BCE.

Les engagements (bilan et hors bilan) de la Grande Clientèle (hors banques) sont gérés dans le dispositif Tiers & Groupes, commun à l'ensemble des entités du Groupe Crédit Agricole. Ces mêmes tiers et groupes sont notés au travers de l'outil ANADEFI qui délivre une note de crédit sur 15 positions, dont deux de défaut. Les paramètres [PD, LGD, CCF] en approche IRB Fondation sont quant à eux calculés par le moteur central IRB sur la base des informations fournies dans le flux CRRv4.

#### CORRESPONDANCES ENTRE LA NOTATION GROUPE ET LES AGENCES DE NOTATION

| Groupe Crédit Agricole                    | A+      | A       | B+     | B      | C+     | C      | C-     | D+     | D      | D-     | E+    | E       | E-       |
|---|---------|---------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|-------|---------|----------|
| Équivalent indicatif<br>Moody's           | Aaa     | Aa1/Aa2 | Aa3/A1 | A2/A3  | Baa1   | Baa2   | Baa3   | Ba1    | Ba2    | Ba3    | B1/B2 | B3      | Caa/Ca/C |
| Équivalent indicatif<br>Standard & Poor's | AAA     | AA+/AA  | AA-/A+ | A/A-   | BBB+   | BBB    | BBB-   | BB+    | BB     | BB-    | B+/B  | B-      | CCC/CC/C |
| Probabilité de défaut<br>à 1 an           | 0,001 % | 0,01 %  | 0,02 % | 0,06 % | 0,16 % | 0,30 % | 0,60 % | 0,75 % | 1,25 % | 1,90 % | 5,0 % | 12,00 % | 20,00 %  |

A noter que les autres actifs font l'objet d'un traitement en approche Standard (les créances interbancaires, les Titres, les OPCVM traités en transparence) à l'exception du portefeuille Actions qui fait l'objet d'une approche IRB forfaitaire.

### 6.3.2.3. Procédures en place pour assurer le suivi et la mesure des différents types de risques

La mesure des expositions au titre du risque de crédit intègre les engagements tirés et les engagements confirmés non utilisés.

Concernant la mesure du risque de contrepartie sur opérations de marché, celle-ci intègre les positions en cash et les dérivés. Pour les dérivés, l'assiette du risque correspond à la somme de la valorisation positive du contrat et d'un coefficient de majoration appliqué au nominal. Ce coefficient *add-on* représente le risque de crédit potentiel lié à la variation de la valeur de marché des instruments dérivés sur leur durée de vie restant à courir.

Au-delà des limites réglementaires de division des risques, la Caisse régionale s'est fixé ses propres **limites de risques**, qui se déclinent en plusieurs catégories :

- **des limites globales sectorielles ou par nature de crédits** qui prévoient un montant d'engagements maximum sur certaines catégories de financement : les crédits syndiqués, les financements à effet de levier (dont LBO et FSA), les professionnels de l'immobilier (dont la Promotion Immobilière), et les collectivités publiques,
- **une limite globale de concentration sur les plus importantes contreparties et des plafonds individuels de risque par contrepartie** déterminés en fonction du segment de clientèle (banque de détail, entreprises, collectivités professionnels de l'immobilier, interbancaire, OPCVM), du chiffre d'affaires réalisé et de la notation interne. Des règles de partage des risques avec les autres établissements financiers sont également appliquées,

- **des limites d'exposition par classe de notation** pour les titres et dérivés.

En outre, l'évolution des principaux indicateurs de risques fait l'objet d'un suivi particulier (comptes débiteurs, retards de plus de 30 jours, défauts, entrées au contentieux, notations dégradées, créances restructurées, dégradations de notations).

L'ensemble du système des limites de risques de contrepartie crédit (limites réglementaires, limite globale d'encours de crédits, limites sectorielles, limites individuelles sur des contreparties identifiées) est présenté semestriellement au Conseil d'Administration, la dernière fois dans sa séance du 24 Juin 2019.

## ***Processus de gestion des risques***

### Sur la banque de détail

Au-delà des éléments de risques individuels de chaque client (dont la note interne) disponibles sur le poste de travail, le réseau de proximité dispose mensuellement d'états de détection des risques potentiels.

Le Service chargé du suivi des risques, rattaché à la Direction des Risques et Contrôles Permanents, intervient auprès du réseau sur les débits hors délégation, dès le 8<sup>ème</sup> jour d'irrégularité (débit non autorisé ou dépassement d'ouverture de crédit) en priorisant ses interventions sur les notes dégradées. De plus, au-delà des applicatifs de traitement des paiements et de suivi des comptes débiteurs, des fichiers mensuels sont mis à disposition du Réseau pour le traitement des risques. Enfin, ce même Service réalise des revues des dossiers sensibles dans l'ensemble des régions commerciales. Ce faisant, le suivi est positionné en amont de la situation de défaut, permettant ainsi d'orienter les dossiers vers les structures ad hoc de traitement du risque : Réseau Commercial, Recouvrement Amiable, Contentieux Juridique.

De plus, chaque mois, les principaux dossiers entrés en défaut ou en débit hors-délégation sont présentés à un Comité Technique des Risques Banque de détail qui statue sur l'orientation à donner pour le traitement des dossiers, et le niveau de provisionnement à appliquer.

### Sur la banque de Grande Clientèle

Au-delà des applicatifs quotidiens de traitement des paiements et de suivi des comptes débiteurs, différents états sont mis à disposition des Centres d'Affaires Entreprises, Promotion Immobilière, Collectivités et Institutionnels, pour permettre aux chargés d'affaires de traiter les situations les plus sensibles.

Les dossiers sont analysés au moins une fois par an lors de la réception des nouveaux documents comptables et à chaque nouvelle demande financement ou de renouvellement de lignes accordées.

Un Comité Technique des Risques Grandes clientèles examine mensuellement :

- les dossiers en irrégularité de plus de 30 jours (débit irrégulier ou retard de prêt), soit en amont de la situation de défaut ;
- les dossiers en irrégularité de plus de 300K€, sans critère de durée, soit également en amont de la situation de défaut ;
- les dossiers notés E+, E et E- avec une perte attendue significative ;
- les dossiers dont la note interne s'est fortement dégradée ;
- les dossiers suivis en Affaires Spéciales ;
- le suivi des échéances de renouvellement des lignes Court Terme ;
- les dépassements de plafond d'escompte.

Par ailleurs, des revues de portefeuille ont été réalisées sur les principaux risques (encours bruts, sensibles, douteux), les Financements à Effet de Levier (LBO, Financements Structurés d'Acquisitions, Corporate à Effet de Levier), les organismes stockeurs de céréales.

**Un Comité de Gestion des Risques** se réunit mensuellement. Il est composé de la Direction Générale, des Directions Commerciales, de la Direction des Risques et Contrôles Permanents, de la Direction Finance et Engagements, ainsi que des responsables des services chargés du suivi des risques, du contentieux et du juridique. Il a vocation à suivre l'évolution globale du risque sur l'ensemble des marchés, statuer sur les dossiers les plus sensibles et s'assurer de l'adéquation du niveau de couverture par les provisions.



En fonction des informations qui lui sont apportées :

- il peut décider d'une éventuelle correction de la politique crédit (limites, règles de division et de partage des risques, sélection de la clientèle, critères d'exclusion, garanties...),
- il peut adapter les procédures de la Caisse régionale relatives à la gestion des dossiers en difficulté, ainsi que les règles générales de provisionnement,
- il prend position sur le traitement des principaux dossiers risqués (désengagement, restructuration, renforcement des garanties, partage des risques....) et fixe le niveau des provisions à constituer,
- il prend toutes les décisions qui lui paraissent nécessaires pour améliorer le fonctionnement de la filière risques.

### **Les stress scenarios**

Le dispositif stress test pour le risque de crédit s'appuie principalement sur des modèles statistiques qui relient l'évolution des paramètres de risques de crédit aux variables macroéconomiques et financières. Ces modèles font l'objet d'une revue indépendante et sont validés par le Comité Normes et Méthodologies au même titre que les modèles Bâlois. En complément, chaque année, le dispositif quantitatif de stress test est back-testé.

En cohérence avec la méthodologie EBA, les stress tests pour le risque de crédit s'appuient sur les paramètres Bâlois (PD, LGD, EAD) et visent à estimer l'évolution du coût du risque incluant le provisionnement sur les actifs non en défaut et également l'impact en emploi pondéré.

Dans l'optique du suivi et du pilotage du risque de crédit, la Direction des risques Groupe conduit, en collaboration avec les métiers et les entités concernés, un ensemble de stress.

**Stress « macro-économique » 2018** : il s'agit d'un exercice couvrant l'ensemble du portefeuille crédit de la Caisse régionale (banque de détail et grandes clientèles) et mesurant l'impact d'une dégradation de la situation économique sur le portefeuille crédit de l'établissement suivant un scénario macro-économique dégradé établi par la Direction des Etudes Economiques de Crédit Agricole SA.

Les impacts, calculés statistiquement sur 2 ans, de ce stress macro-économique sont les suivants :

- Défaits : +204 M€
- Perte attendue : +104 M€
- Emplois Pondérés : +422 M€
- Exigences en Fonds Propres : +81 M€.

**Stress de « sensibilité » sur les Grandes Clientèles 2018** : il s'agit de mesurer l'impact d'une dégradation globale des portefeuilles Grandes Clientèles avec des hypothèses tirées de la crise des PME de 1993 en France.

Les impacts de ce stress de sensibilité sont :

- Encours stressé : 2 970 M€
- Perte attendue : +65 M€
- Emplois pondérés : +208 M€
- Exigence en Fonds Propres : +20 M€

### 6.3.2.4. Mécanismes de réduction du risque de crédit

#### Garanties reçues et suretés

Les garanties ou collatéraux permettent de se prémunir partiellement ou en totalité contre le risque de crédit. Les principes d'éligibilité, de prise en compte et de gestion des garanties et sûretés reçues sont établis par le Comité des normes et méthodologies (CNM) du groupe Crédit Agricole (en application du dispositif CRD 4 de calcul du ratio de solvabilité). Ce cadre commun permet de garantir une approche cohérente entre les différentes entités du Groupe. Sont documentées notamment les conditions de prise en compte prudentielle, les méthodes de valorisation et revalorisation de l'ensemble des techniques de réduction du risque de crédit utilisées : sûretés réelles (notamment sur les financements d'actifs : biens immobiliers, etc.), sûretés personnelles, assureurs de crédit publics pour le financement export, assureurs de crédit privés, organismes de caution, dérivés de crédit, nantissements d'espèces.

Les engagements de garanties reçus sont présentés en note 7 de l'annexe aux comptes consolidés intermédiaires résumés.

Concernant les actifs financiers obtenus par exécution de garanties ou mobilisation de rehaussement de crédit, la politique du Groupe consiste à les céder dès que possible.

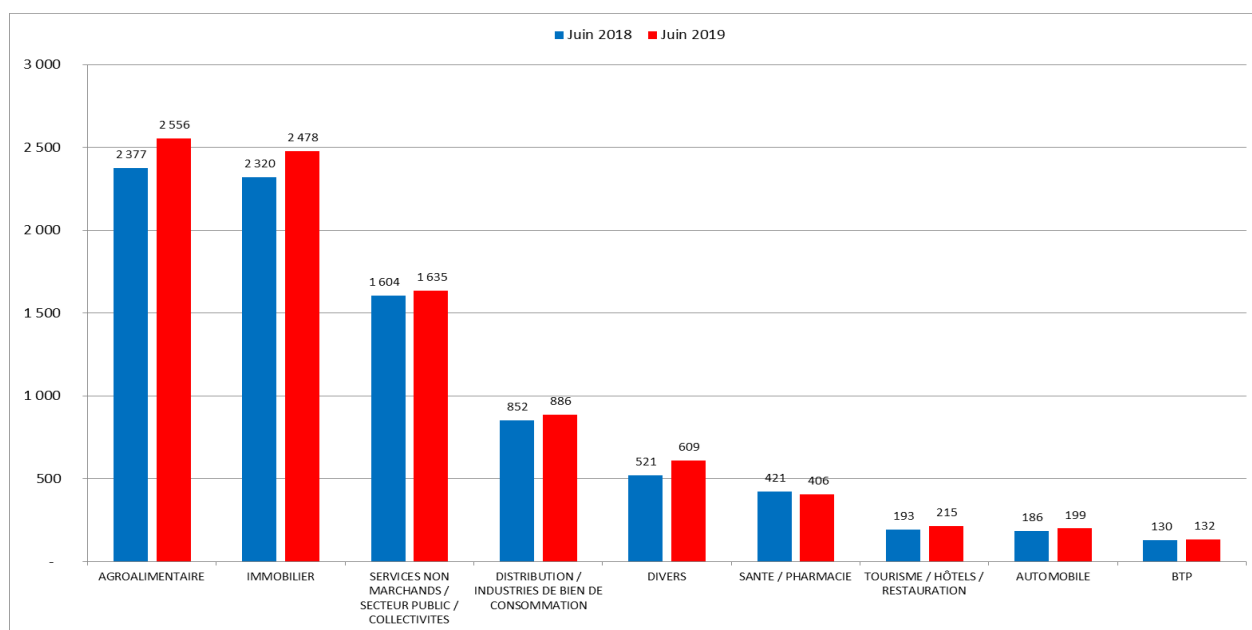
### 6.3.2.5. Exposition au risque de crédit

#### 6.3.2.5.1. Engagements

Sur les dix plus grandes contreparties, les engagements sont les suivants :

| En Millions d'Euros                         | 30 Juin 2019     |                                |                  | 31 Décembre 2018 |
|---|------------------|--------------------------------|------------------|------------------|
|   | Exposition Brute | Garanties à déduire - Foncaris | Exposition nette | Exposition Brute |
| 10 premiers Groupes                         |                  |                                |                  |                  |
| TOTAL                                       | 2 144,1          | 357,9                          | 1 786,3          | 2 227,6          |
| Poids (en % du total des encours de crédit) | 6,79%            |                                |                  | 7,30%            |

Au 30 Juin 2019, la diversification par filière économique se répartit de la manière suivante :



EAD : Exposition au moment du défaut (engagements de bilan et équivalent crédit des engagements hors bilan)  
Périmètre: Banque de Détail (hors Particuliers) et Grandes Clientèles (approche activité dominante du groupe de risque).

## **Forbearance**

Les restructurations au sens de l'ABE (forbearance) correspondent à l'ensemble des modifications apportées à un ou plusieurs contrats de crédit, ainsi qu'aux refinancements, accordés en raison de difficultés financières rencontrées par le client.

Dès lors que l'opération de restructuration au sens de l'ABE a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de « restructuré » pendant une période a minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements prévus par les normes du Groupe (nouveaux incidents par exemple).

Dans ce contexte, la Caisse régionale a mis en œuvre des solutions d'identification et de gestion de ces expositions, adaptées à leurs spécificités et à leurs métiers, selon les cas : à dire d'expert, algorithmique ou une combinaison de ces deux approches. Ces dispositifs permettent également de répondre à l'exigence de production trimestrielle des états réglementaires sur cette thématique.

Au 30 Juin 2019, les expositions avec mesures de forbearance s'élèvent à 150 990 K€ dont :

- 98 383 K€ d'expositions non performantes dont 84 775 K€ en défaut.
- 52 607 K€ d'expositions performantes dont 39 140 K€ d'expositions forborne en probation.

### **6.3.2.5.2. Evaluation des dépréciations et couverture du risque**

La Caisse régionale Nord de France applique, depuis le 1er janvier 2003, le règlement 2002-03 du 12 décembre 2002 du Comité de la Réglementation Comptable sur le risque de crédit. Ainsi, **sont considérées comme douteuses** les créances de toutes natures, même assorties de garanties, présentant un risque avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- **lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins,**
- **lorsqu'il existe un retard sur les créances restructurées dans un contexte de Défaut,**
- **lorsque la situation d'une contrepartie présente un risque avéré**, indépendamment de l'existence de tout impayé. C'est notamment le cas lorsque la situation financière apparaît dégradée au travers de la cotation ou en cas d'éléments extérieurs (existence de procédures d'alerte, par exemple),
- **en cas de procédures contentieuses**, notamment les procédures de surendettement, redressement judiciaire, règlement judiciaire, liquidation judiciaire, faillite personnelle, liquidation de biens ou d'assignations devant un tribunal international.

Au 30 Juin 2019, l'encours de Créances Douteuses et Litigieuses en capital et intérêts s'élève à 441 M€ contre 449 M€ au 31 Décembre 2018.

Le taux de CDL s'affiche ainsi à 1,85% contre 1,90% au 31 décembre 2018, sous l'effet de la baisse des CDL de 8 M€ et de la progression des encours globaux de 1,3%.

Les créances douteuses font systématiquement l'objet d'une provision correspondant à la partie non couverte par l'espoir de recouvrement. Le ratio de couverture des créances douteuses par les provisions s'élève à 59,8% contre 58,2% au 31 décembre 2018.

### **6.3.2.5.3. Coût du risque**

Le coût du risque (Caisse régionale et fond commun de titrisation habitat) s'élève à -16,7 M€ au 30 juin 2019, soit 14 bps sur encours.

#### 6.3.2.5.4. Application de la norme IFRS 9

---

Les principes, utilisés pour le calcul des pertes de crédit attendues (Expected Credit Loss-ECL) sont décrits dans les principes et méthodes comptables (§ risque de crédit) qui précisent en particulier les données d'entrée, les hypothèses et techniques d'estimation utilisées.

Afin d'évaluer les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir et pour leur durée de vie et de déterminer l'évolution du risque de crédit des instruments financiers, depuis la comptabilisation initiale, le Groupe s'appuie essentiellement sur les données utilisés dans le cadre du dispositif mis en œuvre pour les calculs réglementaires (dispositif de notation interne, évaluation des garanties et des pertes en cas de défaut).

Les informations macro-économiques prospectives (Forward Looking) sont prises en compte lors de l'estimation de la perte attendue avec deux niveaux distincts : forward looking central permettant d'assurer une homogénéité de la vision macro-économique pour l'ensemble des entités du Groupe et forward looking local qui permet d'ajuster les paramètres du scénario central pour tenir compte des spécificités locales.

Pour la construction du FLC, le Groupe s'appuie sur les quatre scénarios macroéconomiques prospectifs établis par le département des études économiques (ECO) de Crédit Agricole S.A., qui sont pondérés en fonction de leur probabilité d'occurrence anticipée. Le scénario de base qui est fondé sur les hypothèses budgétaires est complété par trois autres scénarios (adverse, adverse modéré et favorable). Les modèles quantitatifs permettant d'évaluer l'impact des données macro-économiques sur l'évolution des ECL sont également utilisés dans les stress tests internes et réglementaires.

Les variables économiques actualisées trimestriellement portent sur les facteurs ayant un effet sur les principaux portefeuilles du Groupe (exemple : évolution du PIB France et pays de la zone euro, taux de chômage France et Italie, investissement des ménages, prix du pétrole, etc...).

Les perspectives économiques et les scénarios utilisés pour le calcul des ECL sont examinés trimestriellement par le Comité de coordination IFRS 9 qui regroupe les principales entités du Groupe ainsi que les Directions de Crédit Agricole S.A. impliquées dans le process IFRS 9.

Les scénarios utilisés dans les modèles de prévision du FLC du Groupe et de ses entités ont été actualisés au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2019. Le scénario de base peut être résumé globalement par une hypothèse de ralentissement de la croissance sans tensions obligataires. Le contexte économique mondial serait marqué par un ralentissement de la croissance aux Etats-Unis en 2019, ainsi qu'une consolidation de l'activité en zone euro. La croissance américaine s'infléchirait plus nettement à partir de 2020, avec des risques de récession, du fait de la fin des effets du stimulus fiscal et des impacts de la guerre commerciale. Ce freinage se diffuserait à l'Europe dont la croissance devrait passer sous son rythme potentiel. En l'absence de tensions inflationniste, la politique monétaire de la BCE devrait rester accommodante et les taux à long terme « core » resteront bas du fait de la faiblesse de la croissance nominale et d'une aversion au risque élevée.

L'évolution de la structure des encours et des ECL au 1<sup>er</sup> semestre 2019 est détaillée dans la partie 3 des notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2019.

Les commentaires ci-dessous portent sur le périmètre des actifs financiers au coût amorti (prêts et créances sur la clientèle) qui représente 94% des corrections de valeurs pour pertes.

L'exposition en bucket 1 augmente de +5,3% au 1<sup>er</sup> semestre 2019, traduisant ainsi, à la fois, la dynamique de production et la bonne tenue du niveau de risque. Corrélativement, l'exposition en bucket 2 est en baisse de -5,4% (soit -74 M€ en valeur absolue), et en poids relatif (-50bp à 4,66%).

En synthèse, les provisions IFRS 9 (crédits et titres) s'élèvent à :

- 76 M€ au niveau du FLC contre 80 M€ au 31 Décembre 2018
- 44 M€ au niveau du FLL contre 35,6 M€ au 31 Décembre 2018

Soit un total de 120 M€ contre 115,6 M€ au 31 Décembre 2018.

#### **6.3.2.6. Perspectives d'évolution et incertitudes sur le risque de crédit**

---

L'évolution des risques a été favorable au 1<sup>er</sup> semestre 2019, sous l'effet d'une baisse effective du montant des créances douteuses (-8 M€) qui explique 60% de la baisse du taux de CDL (-6 bp à 1,85%).

Pour le 2<sup>ème</sup> semestre 2019, la Caisse régionale maintient sa politique d'anticipation des difficultés de ses clients le plus en amont possible, afin de pouvoir les accompagner, dans le respect des règles prudentielles.

### 6.3.3. Risques financiers

---

**Le contrôle des risques financiers du Groupe Crédit Agricole** est structuré à deux niveaux distincts et complémentaires :

- au niveau central, la Direction des Risques Groupe assure la coordination sur tous les sujets de pilotage et contrôle des risques financiers à caractère transverse. Elle norme les données et les traitements afin d'assurer l'homogénéité de la mesure consolidée des risques et des contrôles,
- au niveau de la Caisse régionale, la Direction des Risques et Contrôles Permanents pilote et contrôle les risques financiers issus des activités. Son Responsable est nommé par le Directeur Général de la Caisse régionale et lui est directement rattaché.

**Au sein du Crédit Agricole Nord de France**, le processus d'attribution des limites et l'ensemble du dispositif de contrôle permanent des risques financiers impliquent un certain nombre d'acteurs, de Directions de la Caisse régionale ainsi que de comités spécifiques dont les rôles sont précisés ci-après.

#### ***Comité Financier***

Le Comité Financier se réunit mensuellement sous la présidence du Directeur Général de la Caisse régionale ou d'un Directeur Général Adjoint.

Son rôle est d'examiner les questions essentielles relatives aux risques de marché et aux risques structurels du bilan (taux, liquidité), de s'assurer que les contrôles adéquats existent et d'approuver les principales règles qui font partie du dispositif de surveillance.

Outre la Direction Générale, le Comité Financier est composé du Directeur Financier et Engagement, du Directeur des Risques et Contrôles permanents, d'un Directeur Commercial, du Responsable du Pôle Comptable, du Responsable du Pilotage et de la Gestion financière, des Responsables de la Trésorerie et du Middle Office.

#### ***Middle Office***

La Caisse régionale dispose d'une fonction de Middle Office chargée du suivi rapproché des risques financiers, de l'instruction des limites à destination du Comité Financier, de l'application des limites, de la notification auprès du Comité Financier et de la Direction des Risques des éventuels dépassements de limites identifiés. L'unité Middle Office est rattachée hiérarchiquement au Directeur Financier.

#### ***Contrôle permanent***

Le contrôle permanent des risques financiers est du ressort du Front Office au 1<sup>er</sup> degré, du Middle Office au 2<sup>nd</sup> degré 1<sup>er</sup> niveau, et de la Direction des Risques et Contrôles permanents au 2<sup>nd</sup> degré 2<sup>ème</sup> niveau.

#### ***Contrôle périodique***

Le contrôle périodique des risques financiers est du ressort du service Audit et Contrôle Périodique rattaché à la Direction Générale.

#### ***Conseil d'Administration***

Le Conseil d'Administration joue pleinement le rôle que lui assigne l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires. Il valide chaque année la politique de gestion financière de la Caisse régionale, qui définit les objectifs de gestion, le niveau de tolérance aux risques et les indicateurs de mesure. Les limites globales de risque (marché, contrepartie, taux, liquidité) sont également soumises pour validation au Conseil d'Administration et les principales informations relatives à ces risques et à leur contrôle lui sont présentées, a minima une fois par an.

### 6.3.3.1. Risque de marché

---

**Le risque de marché** représente le risque d'incidences négatives sur le compte de résultat ou sur le bilan, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite de la variation des paramètres de marché notamment : les taux d'intérêts, les taux de change, le cours des actions, le spread de crédit, le prix des matières premières, ainsi que de leur volatilité.

La gestion des risques de marché a pour objectif de mesurer et encadrer les expositions au risque de marché afin de respecter le dispositif de suivi des risques préconisé par Crédit Agricole S.A. et les limites internes validées par le Conseil d'Administration.

La Caisse régionale est exposée au risque de marché sur les éléments de son portefeuille de titres et de dérivés lorsque ces instruments sont comptabilisés en juste valeur (au prix de marché). On distingue d'un point de vue comptable le Trading book et le Banking book. La variation de juste valeur du Trading book se traduit par un impact sur le résultat. La variation de juste valeur du Banking book se traduit par un impact sur les fonds propres en normes IFRS. La Caisse régionale ne détient pas de trading book.

Les expositions aux risques de marché sont examinées de façon mensuelle par le Comité Financier, qui s'assure que les contrôles adéquats sont en place et qui fixe les orientations en matière de risques de marché.

Cette organisation a pour objectif de s'assurer que tous les risques de marché sont regroupés au sein d'unités qui disposent des compétences, des outils et des dispositifs de supervision et de contrôle nécessaire pour les gérer.

Le dispositif de limites relatif au risque de marché respecte les normes déterminées par Crédit Agricole S.A. Au niveau de la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France, des limites globales par type d'opération, par classe comptable, et par risque ont été adoptées par le Conseil d'administration, et un seuil d'alerte de niveau Direction Générale et Comité Financier est enclenché dès l'atteinte de 90% d'une limite globale; un deuxième seuil d'alerte de niveau Conseil d'Administration est enclenché dès l'atteinte de 95% d'une limite globale. Par ailleurs, des délégations opérationnelles par type d'opération et classe comptable sont attribuées par la Direction Générale à la Direction Finance, Pilotage et Engagements, pour mettre en œuvre les décisions de politique de gestion financière qui sont validées en Comité Financier.

#### 6.3.3.1.1. Exposition aux risques de marché

---

Le suivi des risques de marché de la Caisse régionale repose sur des indicateurs de risque donnant lieu à encadrement par des limites ou des seuils d'alerte.

La Caisse régionale ne détient pas de portefeuille de négociation (trading book).

#### ***Les stress scenarii***

**La Caisse régionale utilise des scenarii de stress**, qui simulent des conditions extrêmes de marché. Ces scenarii sont adaptés aux risques propres des différents portefeuilles sur lesquels ils sont calculés.

Une limite globale de perte sur le portefeuille de titres de placement/Juste Valeur par Résultat et Juste Valeur par Capitaux Propres Recyclables est définie, et un seuil d'alerte correspondant à 90% de cette limite permet d'alerter la Direction Générale avant l'atteinte de la limite et de proposer les actions correctrices nécessaires.

L'impact en stress scenario Groupe au 30 juin 2019 s'élève à -46,5 M€.

#### ***Juste valeur et contrôles de vérification des cours***

Les instruments financiers comptabilisés à leur juste valeur comprennent notamment les instruments financiers sous option juste valeur, les titres de placement et les instruments financiers dérivés.

Le calcul des justes valeurs constitue par conséquent un élément important des remontées d'informations relatives aux activités de marché de la Caisse régionale. Les Commissaires aux Comptes sont amenés à se prononcer sur les méthodes significatives d'évaluation et les changements de méthode associées.

La Caisse régionale assure une stricte séparation des fonctions entre le passage des ordres, le contrôle de ces opérations et leur comptabilisation. Les services comptables et le back office sont chargés d'enregistrer les justes valeurs communiquées par les contreparties dans les états financiers et de s'assurer au 1<sup>er</sup> niveau du respect des règles de Groupe et de l'observation des normes comptables afférentes.

Par ailleurs, la Caisse régionale procède à une valorisation des produits complexes de manière indépendante du vendeur afin de répondre aux exigences réglementaires et comptables.

### ***Déclaration d'exigence de fonds propres au titre du risque de marché***

Au 30 juin 2019, la Caisse régionale ne détient pas de portefeuille de négociation, elle n'est donc pas soumise à la déclaration réglementaire relative à la surveillance prudentielle des risques de marché.

#### **6.3.3.1.2. Risque Action**

---

Le risque Action est le risque que les variations des cours des titres et/ou des valeurs liquidatives des parts d'OPCVM actions puissent impacter le compte de résultat ou le bilan de la Caisse régionale. La Caisse régionale n'a pas d'opération de couverture du portefeuille actions.

### ***Risque action provenant du portefeuille de placement***

La Caisse régionale place une partie de ses fonds propres sous forme de titres de créances, dont la performance est indexée sur des indices actions et des paniers d'action, ainsi que des parts d'OPCVM actions. Au 30 juin 2019, ces titres sont valorisés en juste valeur par résultat pour 1 M€.

### ***Actions d'autocontrôle***

La Caisse régionale a activé à compter du 22 juillet 2008, son programme de rachat de certificats coopératifs d'investissement autorisé par l'Assemblée Générale mixte du 28 avril 2008 et renouvelé chaque année depuis cette date.

Cette autorisation est destinée à permettre à la Caisse régionale d'opérer en bourse ou hors marché sur ses certificats coopératifs d'investissement en vue de toute affectation permise ou qui viendrait à être permise par la loi ou la réglementation en vigueur.

En particulier, la Caisse régionale pourra utiliser la présente autorisation en vue :

- d'assurer l'animation du marché secondaire ou la liquidité des certificats coopératifs d'investissement par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité dans le respect de la pratique de marché admise par l'Autorité des marchés financiers,
- de procéder à l'annulation totale ou partielle des certificats coopératifs d'investissement acquis.

Ce programme est également destiné à permettre la mise en œuvre de toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'Autorité des marchés financiers, et plus généralement, la réalisation de toute autre opération conforme à la réglementation en vigueur. Dans une telle hypothèse, la Caisse régionale informera les porteurs de CCI par voie de communiqué.

- d'annuler, en une ou plusieurs fois et sur ses seules décisions, aux époques et selon les modalités qu'il déterminera, tout ou partie des certificats coopératifs d'investissement acquis par la Caisse régionale, dans la limite de 10% du capital par période de vingt-quatre (24) mois à compter de la présente assemblée,
- de réduire corrélativement le capital social.

La Caisse régionale est autorisée à acquérir un nombre de certificats coopératifs d'investissement ne pouvant excéder 10 % du nombre total de certificats coopératifs d'investissement composant son capital social à la date de réalisation des achats, ce qui représente, au 30 juin 2019, 1 710 982 certificats coopératifs d'investissement. Toutefois, le nombre de certificats coopératifs d'investissement acquis en vue de leur conservation ou de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport ne peut excéder 5% du capital de la Caisse régionale.

Au 30 juin 2019, dans le cadre du programme de rachat y compris contrat de liquidité, 878 573 titres sont détenus pour un montant net de 15,2 millions d'euros.

#### 6.3.3.1.3. Perspectives d'évolution et incertitudes sur les risques de marché

---

La Caisse régionale est faiblement exposée au risque de marché et poursuit sa politique de gestion extinctive de certains produits complexes (portefeuille de valeur comptable de 10,1 M€ au 30 juin 2019).

La Caisse conserve à son passif 85 M€ de nominal de BMTN soumis aux variations de juste valeur en norme IFRS au titre du spread de crédit de Crédit Agricole S.A.

#### 6.3.3.2. Gestion du bilan

---

En tant qu'organe Central, Crédit Agricole S.A. définit les principes de la gestion financière et en assure la cohérence d'application auprès des Caisses régionales dans le cadre de la convention relative à l'Organisation Financière Interne et de la convention relative à la gestion et à l'encadrement du risque de liquidité.

##### 6.3.3.2.1. Risque de taux d'intérêt global

---

**Le risque de taux** est le risque encouru en cas de variation des taux d'intérêt du fait de l'ensemble des opérations de bilan et de hors bilan, à l'exception, le cas échéant, des opérations soumises aux risques de marché (trading book).

Il correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt.

##### Gestion du risque de taux

Une mesure et une analyse de l'exposition au risque de taux d'intérêt global sont effectuées chaque mois et présentées en Comité Financier. Semestriellement, une présentation de l'exposition de la Caisse régionale au risque de taux est faite en Conseil d'Administration.

Pour se protéger d'une exposition défavorable à la variation des taux, la Caisse régionale utilise des instruments de couverture. Cette couverture est composée de 5 297 M€ de swaps en notionnel au 30 juin 2019.

##### Mesure du risque de taux

Le suivi du risque de taux se fait chaque mois par la méthode de la VAN et des gaps de taux.

La méthodologie des gaps consiste à projeter dans le futur les encours à taux connu et les encours indexés sur l'inflation en fonction de leurs caractéristiques contractuelles (date de maturité, profil d'amortissement) ou d'une modélisation de l'écoulement des encours lorsque :

- le profil d'échéancement n'est pas connu (produits sans échéance contractuelle tels que les dépôts à vue, les livrets ou les fonds propres) ;
- des options implicites vendues à la clientèle sont incorporées (remboursements anticipés sur crédits, épargne-logement...).



Ces modèles sont définis par Crédit Agricole SA et reposent sur l'analyse statistique du comportement passé de la clientèle complétée d'une analyse qualitative (contexte économique et réglementaire, stratégie commerciale...).

La Caisse régionale applique les modèles préconisés par Crédit Agricole SA, excepté dans certains cas spécifiques identifiés et dûment justifiés pour lesquels elle applique des modèles « locaux ».

### Encadrement du risque de taux

Les limites retenues par la Caisse régionale Nord de France ont été validées par le Conseil d'Administration sur la base des préconisations de Crédit Agricole S.A. :

- Limite en VAN : l'impact en VAN sur l'ensemble des maturités d'un choc de taux de +/- 200 bps et d'un choc inflation de +100 bps ne doit pas dépasser 10% des Fonds Propres prudentiels (soit 248 M€).
- Limite en GAP : la limite de concentration en gap sur 10 ans ne doit pas dépasser 5% du PNB d'activité budgété les années 1 et 2 (soit 1 236 M€); et ne doit pas dépasser 4% du PNB d'activité budgété les années 3 à 10 (soit 989 M€).

Depuis juin 2019, une nouvelle limite et un nouveau seuil d'alerte ont été introduits dans le dispositif d'encadrement de la mesure du risque de taux selon le test OUTLIER en respect des Instructions de l'European Banking Authority publiées le 19 juillet 2018 :

- nouvelle limite globale de 20% des fonds propres prudentiels en vision phasée. Au 30/06/2019, cette limite est de 507 M€.
- nouveau seuil d'alerte de 15% des fonds propres prudentiels de base de catégorie 1. Au 30/06/2019, ce seuil d'alerte est de 371 M€.

Deux types de tests Outlier sont à calculer à compter du 30 juin 2019 :

- Impact sur la VAN d'un choc de taux de +/-200 bps < 20% des fonds propres globaux
- 6 scénarios standards comparés à 15% des Fonds Propres Tiers One. C'est celui qui est le plus « mordant » qui est retenu.

Les risques optionnel (ex. caps, floors) et comportemental (ex. RA crédits et DAT) devront être intégrés dans les deux tests, en plus des contraintes suivantes : non prise en compte des FP, cap à 5 ans sur la collecte non échéancée.

Les dépassements des seuils devront être communiqués systématiquement à la BCE pour les deux tests.

Au 30 juin 2019, la Caisse régionale respecte l'ensemble des limites et seuil d'alerte fixés dans le dispositif d'encadrement du risque de taux.

### Exposition

Au 30 juin 2019, l'impact en VAN défavorable pour un choc de taux de -200 bps et un choc inflation de +100 bps s'établit à -31 M€.

Le résultat de la mesure en gap au 30 juin 2019 est le suivant :

|                        | A1 glissante | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
|------------------------|--------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Gap synthétique en EUR | 477          | 628  | 378  | -230 | -191 | -134 | 135  | -67  | -211 | -67  |

Le résultat de la mesure du test Outlier au 30 juin 2019 est de -286 M€.

| Scénario               | Choc directionnel           |                              |                               | Total Risque Directionnel | Risque Optionnel | Risque Comportemental | Total EUR | Total CHF | Total | Impact final |
|------------------------|-----------------------------|------------------------------|-------------------------------|---------------------------|------------------|-----------------------|-----------|-----------|-------|--------------|
|                        | Choc sur le gap synthétique | Choc sur l'ajustement des FP | Choc sur l'ajustement des NMD |                           |                  |                       |           |           |       |              |
| Choc + 200bp           | -24                         | -202                         | -13                           | -239                      | -12              | -36                   | -286      | 0         | -286  |              |
| Choc - 200bp           | -3                          | 70                           | 8                             | 74                        | -1               | -15                   | 58        | 0         | 29    | -286         |
| Hausse                 | -24                         | -202                         | -13                           | -239                      | -12              | -36                   | -286      | 0         | -286  |              |
| Baisse                 | -3                          | 70                           | 8                             | 74                        | -1               | -15                   | 58        | 0         | 29    |              |
| Pentification          | -1                          | -61                          | -9                            | -71                       | -1               | -4                    | -77       | 0         | -77   |              |
| Aplatissement          | -3                          | 28                           | 7                             | 32                        | -3               | -11                   | 18        | 0         | 9     | -286         |
| Hausse des taux courts | -16                         | -39                          | 2                             | -53                       | -3               | -1                    | -58       | 0         | -58   |              |
| Baisse des taux courts | 3                           | 22                           | -2                            | 23                        | -4               | -1                    | 18        | 0         | 9     |              |

| Impact Final             | Impact Final | Montant des FP/FPT1 | En % de FP | Limite |
|--------------------------|--------------|---------------------|------------|--------|
| Min des scénarios 1 et 2 | -286         | 2537                | -11,28%    | 507    |
| Min des 6 scénarios      | -286         | 2471                | -11,57%    | 371    |

#### 6.3.3.2.2. La gestion du risque structurel de change

**Le risque de change** correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution du cours d'une devise. La Caisse régionale n'a pas de position de change de cette nature.

#### 6.3.3.2.3. Risque de liquidité et de financement

**Le risque de liquidité et de financement** désigne la possibilité de subir une perte si l'entreprise n'est pas en mesure de respecter ses engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance. Ces engagements comprennent notamment les obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi que les engagements au titre d'emprunts et de placement.

##### Gestion du risque de liquidité

**La gestion du risque de liquidité** s'appuie sur un système interne de mesure et d'encadrement du risque de liquidité, formalisée par une convention de liquidité avec Crédit Agricole S.A. qui établit l'ensemble des principes et règles du dispositif applicable à la Caisse régionale.

Ce système a pour objectifs :

- le maintien de réserves de liquidité ;
- l'adéquation de ces réserves avec les tombées de passifs à venir ;
- l'organisation du refinancement (répartition dans le temps de l'échéancier des refinancements à court et long terme, diversification des sources de refinancement) ;
- un développement équilibré des crédits et des dépôts de la clientèle.

##### Méthodologie

Le système de gestion et d'encadrement de la liquidité comprend des indicateurs, des limites et seuils d'alerte.

Ce système intègre également le respect des contraintes réglementaires relatives à la liquidité. Le ratio de liquidité à court terme (LCR, Liquidity Coverage Ratio), ainsi que les éléments du suivi de la liquidité supplémentaires (ALMM, Additional Liquidity Monitoring Metrics), font ainsi l'objet d'un reporting mensuel transmis à la BCE.

Le système de gestion et d'encadrement de la liquidité distingue la gestion du risque de liquidité à court-terme (jusqu'à 1 an) et celui de la liquidité à moyen long-terme (supérieur à 1 an).

**Le risque d'illiquidité** est encadré par une limite de refinancement à court terme (LCT < 12 mois). L'approche consiste à mesurer les *cash flows* susceptibles d'entrer et de sortir à horizon d'un an et de s'assurer que le solde est constamment positif. Les entrées de liquidité sont calibrées dans un contexte *stressé*, les sorties de liquidité sont appréciées dans un scénario de continuité d'activité commerciale. Les limites d'endettement, déterminées en volume et en durée, sont révisées deux fois par an et contrôlées mensuellement. Elles sont présentées pour approbation au Conseil d'Administration de la Caisse régionale.

**Le pilotage du risque de liquidité à moyen long terme** s'appuie sur la mesure du risque de concentration des échéances. Une limite du risque de concentration des échéances, qui détermine un volume maximal des tombées de dette à moyen et long terme, semestre par semestre, a été fixée à 1,8% des encours de crédits de la Caisse régionale et est revue semestriellement sur la base de la consommation constatée de la liquidité au niveau du Groupe.

Les besoins de liquidité à moyen long terme se mesurent par le calcul de gaps de liquidité, sur la base de l'écoulement (selon échéanciers ou conventions) des postes de bilan et hors bilan.

Dans le cadre de sa Limite de refinancement Court Terme, la Caisse régionale diversifie ses ressources par des émissions de NEU CP et des emprunts en blanc auprès de Crédit Agricole S.A. Avec une stratégie d'optimisation du coût de son refinancement moyen et long terme, la Caisse régionale s'appuie également sur des sources de refinancement sous forme d'avances dites spécifiques auprès de Crédit Agricole S.A (CRH, Covered bonds...).

**Des limites complémentaires** sont en place pour encadrer la gestion du risque de liquidité et de refinancement. Au 30 juin 2019, les limites sont les suivantes :

- **Limites de refinancement par avance globale** : l'encours des avances globales doit être inférieur à 50% des réalisations de crédits à moyen et long terme éligibles auprès de Crédit Agricole S.A.
- **Limites de refinancement de marché** :

| Emission de Titres de Créances Négociables | Plafond                                     |
|--|---|
| NEU CP                                     | 1 700 M€                                    |
| NEU MTN                                    | 2 620 M€<br>Dont 820 M€ de BMTN subordonnés |

- **Limite plancher de Position en Ressources Stables**

| Périmètre                            | Limite   |
|--------------------------------------|----------|
| Ressources Stables – Emplois stables | 180,9 M€ |

### Ratios réglementaires

Depuis le mois de mars 2014, les établissements de crédit de la zone euro ont l'obligation de transmettre à leurs superviseurs les reportings du Liquidity Coverage Ratio (LCR) définis par l'EBA (European Banking Authority). Le LCR a pour objectif de favoriser la résilience à court terme du profil de risque de liquidité des banques en veillant à ce qu'elles disposent d'un encours suffisant d'actifs liquides de haute qualité (HQLA, High Quality Liquid Assets) non grevés pouvant être convertis en liquidités, facilement et immédiatement, sur des marchés privés, dans l'hypothèse d'une crise de liquidité qui durerait 30 jours calendaires. Les établissements de crédit sont assujettis à une limite sur ce ratio depuis le 1er octobre 2015 avec un seuil

minimal à respecter de 100% au 1er janvier 2018. Ce minimum réglementaire est à respecter en permanence. Un calcul quotidien du LCR est réalisé pour s'en assurer.

Le Ratio Liquidity Coverage Ratio (LCR) calculé sur la base des moyennes sur 12 mois glissants des composantes du ratio LCR s'élève à 128,44% au 30 juin 2019.

Le résultat du calcul de la moyenne, sur les douze derniers mois glissants, des douze LCR mensuels réglementaires est de 128,91%.

| Portée de la consolidation : CR NORD DE FRANCE + FCT Habitat     |  | Total de la valeur non pondérée |            |            |            | Total de la valeur pondérée |            |            |            |
|--|--|---------------------------------|------------|------------|------------|-----------------------------|------------|------------|------------|
| Monnaie et unités : Toutes devises - en M€                       |  | (moyenne)                       |            |            |            | (moyenne)                   |            |            |            |
| Trimestre se terminant le :                                      |  | 30/06/2019                      | 31/03/2019 | 31/12/2018 | 30/09/2018 | 30/06/2019                  | 31/03/2019 | 31/12/2018 | 30/09/2018 |
| Nombre de points de données utilisés pour le calcul des moyennes |  | 12                              | 12         | 12         | 12         | 12                          | 12         | 12         | 12         |
| <b>ACTIFS LIQUIDES DE HAUTE QUALITE</b>                          |  |                                 |            |            |            |                             |            |            |            |
| 1  | 1 Total des actifs liquides de haute qualité (HQLA)  |                                 |            |            |            | 1 827                       | 1 804      | 1 836      | 1 852      |
| <b>SORTIES DE TRÉSORERIE</b>                                     |  |                                 |            |            |            |                             |            |            |            |
| 2  | Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises clientes, dont:  | 4 970                           | 4 843      | 4 722      | 4 625      | 305                         | 296        | 288        | 282        |
| 3  | Dépôts stables   | 3 847                           | 3 765      | 3 687      | 3 630      | 192                         | 188        | 184        | 182        |
| 4  | Dépôts moins stables   | 1 123                           | 1 077      | 1 035      | 995        | 113                         | 108        | 104        | 100        |
| 5  | Financement de gros non garanti  | 2 262                           | 2 172      | 2 066      | 2 015      | 1 464                       | 1 399      | 1 323      | 1 289      |
| 6  | Dépôts opérationnels (toutes contreparties) et dépôts dans des réseaux de banques coopératives   | 540                             | 549        | 526        | 513        | 131                         | 133        | 127        | 124        |
| 7  | Dépôts non opérationnels (toutes contreparties)  | 1 693                           | 1 605      | 1 521      | 1 494      | 1 304                       | 1 248      | 1 178      | 1 156      |
| 8  | Créances non garanties   | 29                              | 18         | 18         | 8          | 29                          | 18         | 18         | 8          |
| 9  | Financement de gros garanti  |                                 |            |            |            | 15                          | 15         | 15         | 14         |
| 10   | Exigences supplémentaires  | 1 646                           | 1 690      | 1 751      | 1 826      | 339                         | 349        | 364        | 392        |
| 11   | Sorties associées à des expositions sur instruments dérivés et autres exigences de sûreté  | 174                             | 172        | 177        | 194        | 174                         | 172        | 177        | 194        |
| 12   | Sorties associées à des pertes de financement sur des produits de créance  |                                 |            |            |            |                             |            |            |            |
| 13   | Facilités de crédit et de trésorerie   | 1 472                           | 1 518      | 1 573      | 1 632      | 165                         | 177        | 186        | 199        |
| 14   | Autres obligations de financement contractuel  | 11                              | 12         | 14         | 14         | 11                          | 12         | 14         | 14         |
| 15   | Autres obligations de financement éventuel   | 62                              | 72         | 105        | 128        | 62                          | 72         | 105        | 128        |
| 16   | <b>TOTAL DES SORTIES DE TRÉSORERIE</b>   |                                 |            |            |            | 2 195                       | 2 143      | 2 109      | 2 119      |
| <b>ENTRÉES DE TRÉSORERIE</b>                                     |  |                                 |            |            |            |                             |            |            |            |
| 17   | Opérations de prêt garanties (par exemple, prises en pension)  | 19                              | 15         | 15         | 14         | 0                           | 0          | 0          | 0          |
| 18   | Entrées provenant des expositions pleinement performantes  | 963                             | 927        | 839        | 823        | 494                         | 469        | 421        | 402        |
| 19   | Autres entrées de trésorerie   | 278                             | 297        | 294        | 279        | 278                         | 297        | 294        | 279        |
| EU-19a   | (Différence entre le total des entrées de trésorerie pondérées et le total des sorties de trésorerie pondérées résultant d'opérations effectuées dans des pays tiers où s'appliquent des restrictions aux transferts, ou libellées en monnaie non convertible) |                                 |            |            |            |                             |            |            |            |
| EU-19b   | (Excédent d'entrées de trésorerie provenant d'un établissement de crédit spécialisé lié)   |                                 |            |            |            |                             |            |            |            |
| 20   | <b>TOTAL DES ENTRÉES DE TRÉSORERIE</b>   | 1 260                           | 1 239      | 1 148      | 1 116      | 773                         | 767        | 716        | 681        |
| EU-20a   | Entrées de trésorerie entièrement exemptées  |                                 |            |            |            |                             |            |            |            |
| EU-20b   | Entrées de trésorerie soumises au plafond de 90%   |                                 |            |            |            |                             |            |            |            |
| EU-20c   | Entrées de trésorerie soumises au plafond de 75%   | 1 260                           | 1 239      | 1 148      | 1 116      | 773                         | 767        | 716        | 681        |
| 21   | <b>COUSSIN DE LIQUIDITÉ</b>  |                                 |            |            |            | 1 827                       | 1 804      | 1 836      | 1 852      |
| 22   | <b>TOTAL DES SORTIES NETTES DE TRÉSORERIE</b>  |                                 |            |            |            | 1 423                       | 1 376      | 1 393      | 1 438      |
| 23   | <b>RATIO DE COUVERTURE DES BESOINS DE LIQUIDITÉ (%)</b>  |                                 |            |            |            | 128,44%                     | 131,04%    | 131,81%    | 128,80%    |

Le ratio NSFR (Net Stable Funding Ratio) est un ratio de stock (le LCR étant un ratio de flux) qui compare les actifs de maturité effective ou potentielle supérieure à un an, aux passifs de maturité effective ou potentielle supérieure à un an. La définition du NSFR attribue à chaque élément du bilan une pondération traduisant sa potentialité d'avoir une maturité supérieure à un an. Certaines pondérations font encore l'objet de discussions. L'encadrement réglementaire initialement prévu en 2018, a suivi le processus législatif européen lancé à la suite de la proposition de la Commission Européenne du 23 novembre 2016. Une mise à jour a été effectuée sur le NSFR dans le règlement CRR2. Le texte final de NSFR, a été adopté par le Parlement européen et le Conseil de l'UE le 14 mai 2019.

La publication au Journal officiel de l'UE a eu lieu le 7 juin 2019 et son entrée en vigueur a eu lieu le 28 juin 2019. Le NSFR deviendra contraignant au cours du second trimestre 2021.

#### 6.3.3.2.4. Politique de couverture

Les instruments financiers dérivés utilisés dans le cadre d'une relation de couverture sont désignés en fonction de l'objectif poursuivi de :

- couverture de juste valeur (Fair Value Hedge),
- couverture de résultats futurs (Cash Flow Hedge),
- couverture d'un investissement net en devise (Net Investment Hedge)

Chaque relation de couverture fait l'objet d'une documentation formelle décrivant la stratégie, l'instrument couvert et l'instrument de couverture ainsi que la méthodologie d'appréciation de l'efficacité.

### ***Couverture de juste valeur***

Les couvertures de juste valeur modifient le risque de variations de juste valeur d'un instrument à taux fixe causées par des changements de taux d'intérêts. Ces couvertures transforment des actifs ou des passifs à taux fixe en éléments à taux variables. Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

Pour se protéger contre des variations de taux, la Caisse régionale utilise des swaps de macro-couverture qui sont justifiés et documentés selon les normes IAS - IFRS.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France a mis en place une méthodologie de justification de l'efficacité de la macro-couverture, conformément à ce qui est appliqué dans le Groupe Crédit Agricole et telle que préconisée par la norme IAS 39. Cette méthodologie permet de documenter les relations de couverture sur la base d'échéanciers en encours moyens, de qualifier l'efficacité de la couverture de façon prospective et rétrospective. A compter de l'exercice 2017, le Groupe Crédit Agricole a mis en place une documentation générationnelle de la macro-couverture. Le principe général est que pour chacune des générations de swaps, il doit exister un excédent d'actifs à couvrir.

### ***Couverture de résultats futurs et d'investissement net en devise***

Les couvertures de résultats futurs modifient notamment le risque inhérent à la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable. Elles comprennent notamment les couvertures de prêts et de dépôts à taux variable.

La catégorie des couvertures de l'investissement net en devise (Net Investment Hedge) concerne la protection de la valeur aux fluctuations de taux de change, qui résulte de la détention d'actifs ou de passifs dans des devises autres que l'euro.

Au 30 juin 2019, la Caisse régionale Nord de France n'a pas documenté de couverture de résultats futurs, ni de couverture d'investissement net en devise.

### **6.3.3.3. Perspectives d'évolution des risques et incertitudes sur les risques de gestion du bilan**

Au 30 juin 2019, le ratio de collecte de bilan par rapport aux crédits alloués s'affiche à 133,3%, contre 136,4% au 31 décembre 2018. La Caisse régionale entend rester un acteur central du financement de son territoire. Sa politique commerciale vise au développement de ses crédits mais aussi de sa collecte malgré le contexte peu favorable des taux.

Le contexte bas des taux d'intérêt incite également la clientèle à renégocier ses crédits. Cette situation de taux faibles et de renégociation active de la clientèle va continuer de peser sur la marge d'intermédiation.

### **6.3.4. Indications sur les risques financiers liés aux effets du changement climatique et présentation des mesures que prend l'entreprise pour les réduire**

Compte-tenu du profil d'activités de la Caisse Régionale, qui conduit essentiellement une activité de banque de proximité en France, les risques financiers liés aux effets du changement climatique ne sont pas significatifs par rapport notamment aux risques de crédit, de marché et de gestion du bilan qui sont exposés

ci-dessus. Le reporting de la politique RSE, réalisé au travers de la déclaration de performance extra-financière, intègre les enjeux climatiques.

### 6.3.5. Risques opérationnels

---

**Le risque opérationnel** correspond au risque de perte résultant de l'inadéquation ou de la défaillance des processus internes, des personnes, des systèmes ou d'évènements extérieurs.

Il inclut le risque juridique, le risque de non-conformité, le risque de fraude interne et externe, le risque de modèle et les risques induits par le recours à des prestations de service essentielles externalisées (PSEE).

#### 6.3.5.1. Organisation et dispositif de surveillance

---

Le dispositif de gestion des risques opérationnels, décliné dans les entités du Groupe, comprend les composantes suivantes, communes à l'ensemble du Groupe :

- **gouvernance de la fonction gestion des risques opérationnels** supervisée par la Direction Générale via le volet risques opérationnels du Comité de gestion des Risques,
- **identification et évaluation qualitative des risques à travers des cartographies**, complétées par la mise en place d'indicateurs permettant la surveillance des processus les plus sensibles,
- **collecte des pertes opérationnelles et remontée des alertes** pour les incidents significatifs, avec une consolidation dans une base de données permettant la mesure et le suivi du coût du risque,
- **calcul et allocation des fonds propres réglementaires** au titre des risques opérationnels au niveau consolidé et au niveau entité,
- **réalisation périodique d'un tableau de bord** des risques opérationnels au niveau entité, complété par une synthèse Groupe.

L'organisation de la gestion des risques opérationnels s'intègre dans l'organisation globale de la ligne métier Risques et Contrôles Permanents du Groupe : le Manager des risques opérationnels de la Caisse régionale est rattaché au RCPR (Responsable des Risques et Contrôles Permanents) de la Caisse régionale.

Le Manager du Risque Opérationnel rend compte régulièrement sur son activité et sur le niveau d'exposition au risque dans le cadre du Comité de Contrôle Interne réuni trimestriellement et dont la Présidence est assurée par Directeur Général de la Caisse régionale.

La Direction Générale est par ailleurs informée mensuellement par un tableau de bord après intégration des dernières collectes des incidents et pertes avérés du risque opérationnel dans le cadre du dispositif de recensement de la Caisse régionale. Le contrôle périodique et les contrôleurs du deuxième degré de second niveau sont destinataires de ces informations. Le Conseil d'Administration est informé trimestriellement des plus gros incidents collectés (>150 K€) et semestriellement sur l'évolution du coût du risque et les événements marquants du dispositif.

#### 6.3.5.2. Méthodologie

---

La Caisse régionale Nord de France utilise l'approche des mesures avancées (AMA - Advanced Measurement Approach). L'utilisation de l'AMA pour ces entités a été validée par l'Autorité de contrôle prudentiel en 2007.

La méthode AMA de calcul des fonds propres au titre du risque opérationnel a pour objectifs principaux :

- d'inciter à une meilleure maîtrise du coût du risque opérationnel ainsi qu'à la prévention des risques exceptionnels,

- de déterminer le niveau de fonds propres correspondant aux risques mesurés, pouvant se situer en deçà de la méthode standard,
- de favoriser l'amélioration de la qualité des contrôles permanents dans le cadre du suivi de plans d'actions.

Les dispositifs Groupe mis en place dans la Caisse régionale visent à respecter l'ensemble des critères qualitatifs (intégration de la mesure des risques dans la gestion quotidienne, indépendance de la fonction risques, déclaration périodique des expositions au risque opérationnel...) et des critères quantitatifs Bâle 3 (intervalle de confiance de 99,9% sur une période de un an; prise en compte des données internes, des données externes, d'analyses de scénarii et de facteurs reflétant l'environnement; prise en compte des facteurs de risque influençant la distribution statistique).

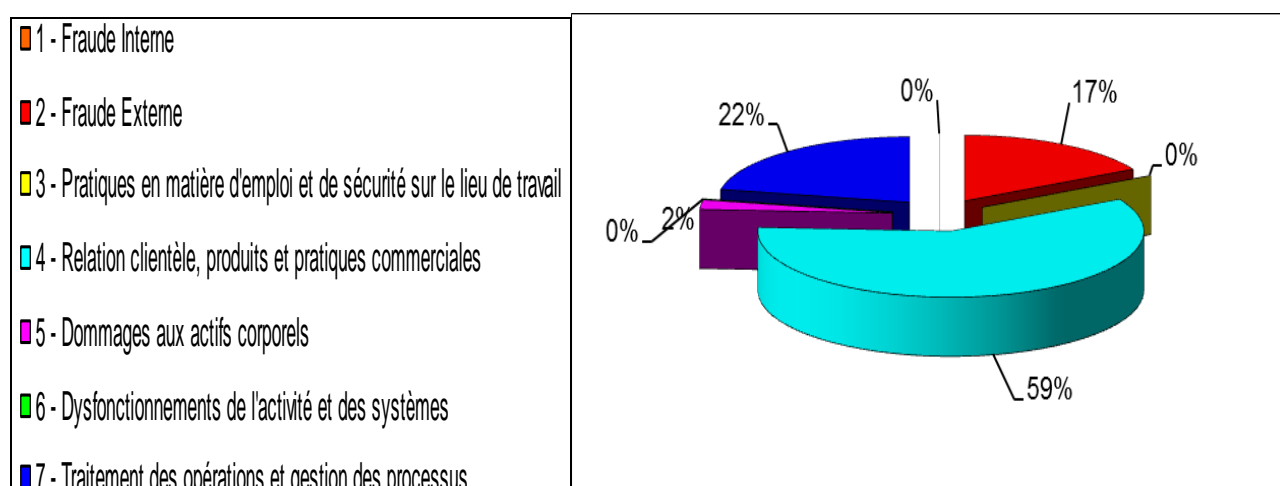
Le modèle AMA de calcul des fonds propres repose sur un modèle actuariel de type *lost distribution approach* qui est unique au sein du Groupe. L'allocation du capital de la Caisse régionale est prise en charge par celle-ci à partir de principes définis au niveau national. Les principes qui ont gouverné la conception et la mise au point du modèle sont les suivants :

- intégration dans la politique de risques ;
- pragmatisme, la méthodologie devant s'adapter aux réalités opérationnelles ;
- pédagogie, de manière à favoriser l'appropriation par la direction générale et les métiers ;
- robustesse : capacité du modèle à donner des estimations réalistes et stables d'un exercice à l'autre.

### 6.3.5.3. Expositions

Le coût brut du risque opérationnel s'établit à 1 609 K€, en baisse sensible (-36%) par rapport à l'année dernière lié principalement à deux incidents de fraude externe sur la période précédente et des provisions constituées suite à un contrôle (qualification en risque opérationnel remise en cause post arrêté 31/12/2018 avec reprise au premier trimestre 2019). Ce coût représente 0,53% du PNB global sachant que la Caisse régionale a revu et défini fin 2018 le seuil d'appétence au risque opérationnel qui reste égal au rapport coût du risque/PNB de 1,5% mais calculé sur chaque trimestre.

A noter une modification du profil de collecte avec une prépondérance sur ce premier semestre de la catégorie de risque « Relations clientèle, produits et pratiques commerciales » en lien avec des provisions sur des dossiers clients.



Le coût brut du risque opérationnel frontière crédit est en baisse à 415 K€ vs 490 K€ au 30/06/2018 et représente 0,14% du PNB global.

Des plans d'action correctifs et préventifs sont mis en place en vue de réduire l'exposition de la Caisse régionale au Risque Opérationnel.

#### **6.3.5.4. Plans de continuité d'activité**

---

Conformément à la réglementation CRBF 2004-02, la Caisse régionale Nord de France a nommé dès 2004 un Responsable des Plans de Continuité d'Activité (RPCA).

Les travaux menés depuis lors ont eu pour objectif de couvrir les quatre zones de risque suivantes :

- Le risque d'interruption consécutif à la survenance d'un sinistre sur le système informatique (attaque virale massive, indisponibilité physique ou logique du système),
- Le risque d'interruption consécutif à la survenance d'un sinistre immobilier sur le Siège Social de la Caisse régionale,
- Le risque d'interruption consécutif à la survenance d'un sinistre chez un prestataire réalisant une prestation de service essentielle externalisée au sens de l'arrêté du 3 novembre 2014,
- Le risque d'interruption consécutif à l'indisponibilité du personnel (épidémie, grève etc.).

L'ensemble de ces travaux s'intègre dans le cadre de la politique de continuité d'activité du Groupe. A titre d'exemple, un Plan de Secours Informatique (PSI) s'appuyant sur l'environnement d'exploitation et de production informatique mutualisé du Groupe Crédit Agricole SA est testé chaque année. A noter que ce PSI a été déclenché aussi en situation réelle suite inondations dans un centre de production en 2018.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France utilise l'outil Groupe SIMCA (Système Informatisé du Management de la Continuité d'Activités) pour la gestion de ces plans de continuité d'activités.

La Caisse régionale a réalisé le 21/11/2016 un test de repli partiel des personnes situées sur le site administratif de Lille vers celui d'Arras et validé sa stratégie de repli en cas d'indisponibilité des locaux. Au cours du second semestre 2019, un nouveau test de repli concernant les personnes situées sur le site d'Arras sera effectué et cette fois-ci sur un site dédié à Avelin.

Dans le cadre du programme CARS (Crédit Agricole Renforcement Sécurité), des barrières de sécurité ont été mises en place ou renforcées pour se prémunir contre le risque Cyber et la Caisse régionale réalisera au cours du second semestre un exercice de cybercrise.

#### **6.3.5.5. Assurances et couverture des risques**

---

Dans la perspective d'une protection de son patrimoine et de son résultat, le groupe Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France a souscrit de multiples polices d'assurances telles que des assurances couvrant le risque global de banque (détournements-escroqueries, cambriolages, moyens de paiement...), des assurances contre les préjudices financiers ou encore des assurances multirisques (bureaux, automobiles, machines).

A ces assurances, s'ajoutent une couverture des responsabilités civiles (exploitation, courtage, mandataires sociaux) garantissant la protection des partenaires du groupe Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France.

#### **6.3.6. Risques juridiques**

---

À la connaissance de la Caisse régionale Nord de France, il n'existe, au 30 juin 2019, aucune procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage susceptible d'avoir, ou ayant eu récemment, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Caisse Régionale et du groupe Crédit Agricole.

Par ailleurs, comme indiqué dans son communiqué du 10 mai 2017, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Nord de France a été assignée par quelques porteurs de CCI en vue d'obtenir le rachat de leurs titres. Cette action est initiée par l'Association de défense des actionnaires minoritaires (ADAM). Les arguments qu'elle développe sont sans fondement et la Caisse régionale de Nord de France est donc très



confiante sur l'issue de cette procédure. Suite à un regroupement du dossier avec des assignations similaires de l'ADAM visant d'autres Caisses régionales de Crédit Agricole, l'action est actuellement instruite par le Tribunal de Grande Instance d'Amiens.

### 6.3.7. Risques de non-conformité

---

Le risque de non-conformité constitue le risque de sanction judiciaire, administrative ou disciplinaires, de perte financière ou d'atteinte à la réputation lié au non-respect de dispositions législatives, réglementaires, professionnelles ou déontologiques propres aux activités bancaires et financières.

L'information concernant ce risque est traitée dans la partie relative au dispositif de contrôle interne.

## 7. Dispositif de Contrôle Interne

---

La Caisse régionale Nord de France exerce un contrôle continu sur ses activités.

L'organisation et le fonctionnement du dispositif de contrôle interne s'inscrivent dans les normes définies par le Groupe Crédit Agricole conformément à l'arrêté du 3 novembre 2014.

Le Contrôle Interne mis en œuvre par la Caisse régionale a pour objectif de vérifier :

- la conformité de l'organisation, des procédures internes et des opérations réalisées par rapport aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, normes et usages professionnels et déontologiques, orientations stratégiques décidées par les dirigeants effectifs,
- la qualité de l'information comptable et financière et, en particulier, des conditions d'enregistrement, de conservation et de disponibilité de cette information,
- l'efficacité du dispositif de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques et des résultats, avec la fixation de limites de risques validées par le Conseil d'Administration,
- la prévention et la détection des fraudes et des risques opérationnels,
- la qualité des systèmes d'information et des systèmes de communication.

La responsabilité de veiller à la cohérence, l'exhaustivité et l'efficacité du Contrôle Interne est partagée entre quatre fonctions, nominativement désignées auprès de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) via Crédit Agricole S.A. :

- le Responsable de la fonction Gestion des risques :  
Rattaché directement au Directeur Général de la Caisse régionale, il s'assure de la mise en œuvre des systèmes de mesure et de surveillance des risques sur le périmètre des entreprises surveillées sur base consolidée.
- le Responsable du Contrôle Permanent :  
Rattaché directement au Directeur des Risques et Contrôles permanents, il vérifie le bon déploiement, l'exhaustivité, la réalité et la pertinence du dispositif global de contrôles dans le respect des dispositions de l'arrêté du 3 novembre 2014.
- le Responsable du Contrôle de la Conformité :  
Rattaché au Directeur des Risques et Contrôles Permanents, il est Responsable du Contrôle des Services d'Investissement (RCSI), de la sécurité financière, des sanctions internationales et des réglementations en matière de commercialisation de produits. Il veille, en liaison notamment avec le service Juridique, au respect des lois et règlements, des normes professionnelles et déontologiques applicables aux activités bancaires et financières ainsi qu'au respect des procédures internes.

- le Responsable du Contrôle Périodique :  
Rattaché directement au Directeur Général de la Caisse régionale, il assure le niveau ultime de contrôle de l'ensemble du dispositif de Contrôle Interne, Contrôle Permanent, Contrôle de la Conformité et Contrôle des Prestations Essentielles Externalisées compris.

La coordination des fonctions de contrôle et le suivi du dispositif de Contrôle Interne sont assurés par un Comité de Contrôle Interne se réunissant trimestriellement et dont la Présidence est assurée par le Directeur Général de la Caisse régionale.

Les Responsables du Contrôle Interne rendent compte semestriellement au Conseil d'administration et au Comité d'audit de l'activité de contrôle interne au sein de la Caisse régionale et des principales évolutions sur chaque domaine de risque.

Les dispositifs de mesure et de surveillance des risques (contrepartie, marché, taux, opérationnels...) sont assurés par des instances telles que le Comité de Gestion des Risques et le Comité Financier et régulièrement présentés au Comité des risques et au Conseil d'administration.

Enfin, le Rapport sur le Gouvernement d'Entreprise pour l'exercice 2018, rendant compte des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'administration, a été établi et diffusé à l'issue de l'Assemblée Générale ayant approuvé les comptes.

## 7.1. Contrôle Permanent et Périodique

---

Le dispositif mis en place qui s'étend aux entreprises surveillées sur base consolidée par la Caisse régionale, repose sur l'indépendance et la spécialisation des contrôles qui se répartissent en trois catégories.

- Les contrôles permanents de premier degré réalisés par l'encadrement des services ou des agences éventuellement complétés par des contrôles automatiques.
- Les contrôles permanents de deuxième degré permettant aux services ayant délégué des activités, notamment en agence, de s'assurer du respect des procédures. Un contrôle permanent de second niveau est aussi exercé par des fonctions spécialisées : Contrôle des Risques Crédit, Contrôle Comptable et Financier, Contrôle de la Conformité,
- Les contrôles périodiques par le Service Audit, garant de la qualité des contrôles opérés au sein de la Caisse régionale, qui constituent le troisième degré. Ce service est directement rattaché au Directeur Général et agit en toute indépendance dans le cadre d'un cycle pluriannuel.

Le contrôle de la sécurité informatique des systèmes d'information (communautaire et privatif) est, conformément aux exigences du Groupe face à la montée des risques cyber, désormais confié au Chief Information Security Officer (CISO), fonction que la Caisse régionale a choisi d'externaliser via un centre de coopération dénommé CASIHA depuis avril 2017.

Ce centre travaille de concert avec le CISO du GIE CA-TECHNOLOGIES et SERVICES pour le SIU NICE et avec le référent de la Caisse régionale pour le périmètre de l'informatique privative.

Le contrôle annuel de la conformité du système d'information NICE est sous la responsabilité du GIE CA-TECHNOLOGIES et SERVICES, conformément à ses obligations contractuelles avec les Caisses régionales. Les contrôles permanents de second degré sont eux réalisés par le Pilote des Risques du Système d'Information (PRSI) de la Caisse régionale.

## 7.2. Contrôle de la Conformité

---

Sur la base du plan de contrôle annuel de la Conformité mis en place au sein de la Caisse régionale, des contrôles sont réalisés afin d'évaluer le correct respect des procédures internes qui doivent permettre de prévenir les principaux risques de non-conformité.

De même, les nouvelles activités et nouveaux produits sont validés et les dysfonctionnements de conformité traités.

Les principales actions entreprises au cours du premier semestre 2019 ont porté sur :

- la création d'un comité mensuel spécifiquement dédié à la Sécurité Financière (lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme), à la lutte contre la fraude et aux sanctions internationales,
- la création d'un comité mensuel « Déploiement du dispositif de lutte contre la corruption », relatif à la loi du 9 décembre 2016, dite « Sapin II », pour ses volets « Lutte contre la Corruption » et « Lanceurs d'Alerte », au cours duquel ont été présentés les résultats de la première cartographie des risques de corruption,
- la réalisation d'un audit ISO 37001 sur le déploiement du dispositif anti-corruption par un cabinet externe, dans le cadre du renouvellement de la certification du Groupe Crédit Agricole,
- la poursuite du plan de remédiation Groupe Sanctions Internationales, avec un premier jalon au 23 juin portant sur la mise en conformité de la clientèle risquée,
- la mise en œuvre de formations notamment dédiées à la lutte contre le financement du terrorisme et à la lutte contre la corruption,
- le renforcement du process d'entrée en relation (création de groupes de travail spécifiques),
- la création d'un comité de pilotage dédié à la mise en œuvre des engagements de la Caisse régionale envers la clientèle fragile.

Le Responsable de la Conformité rend compte à la Direction Générale de la cohérence, de l'exhaustivité et de l'efficacité du dispositif de contrôle des risques de non-conformité dans le cadre des Comités de Contrôle Interne.

## 7.3. Dispositif de contrôle interne de l'information comptable et financière

---

Le développement et la structuration d'un dispositif de contrôle permanent de l'information comptable et financière sont une réponse aux exigences réglementaires découlant de l'arrêté du 3 novembre 2014, des directives européennes et du cadre de référence de l'AMF.

L'ensemble de ces textes converge vers le renforcement de la responsabilité des dirigeants en matière de contrôle interne et une nécessaire implication de l'ensemble des collaborateurs dans la mise en œuvre des dispositifs de contrôle et notamment dans la mise en œuvre d'un dispositif de contrôle permanent de l'information comptable et financière.

### 7.3.1. Rôles et responsabilités dans l'élaboration et le traitement de l'information comptable et financière

---

La Direction Finances, Pilotage et Engagements de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord de France assure l'élaboration de ses états financiers (comptes individuels et comptes consolidés) et la transmission à Crédit Agricole S.A. des données collectées, nécessaires à l'élaboration des comptes consolidés du Groupe Crédit Agricole.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord de France se dote, conformément aux recommandations du Groupe, en matière de Contrôle permanent de l'information comptable et financière, des moyens de s'assurer de la qualité des données comptables et de gestion transmises au Groupe pour les besoins de la consolidation, notamment sur les aspects suivants : conformité aux normes applicables,

concordance avec les comptes individuels arrêtés par son organe délibérant, réconciliation des résultats comptables et de gestion.

Le Contrôle permanent de l'information comptable et financière (contrôle 2<sup>ème</sup> degré 2<sup>nd</sup> niveau) est assuré par une équipe dédiée, rattachée fonctionnellement et hiérarchiquement au Directeur des Risques et Contrôles Permanents de la Caisse régionale.

La charte du contrôle permanent de l'information comptable et financière, validée le 8 décembre 2014 et actualisée tous les ans, la dernière mise à jour datant de septembre 2018, définit notamment l'objectif de la charte, le contexte normatif et réglementaire, le rôle et les responsabilités des différents niveaux de contrôle comptable au sein de la Caisse régionale (Direction Finances, Comptabilité générale, unités comptables décentralisées), la cartographie des processus comptables et la gestion des risques comptables, le périmètre de couverture des contrôles, les outils de contrôle (Scope et SELF I l'organisation des travaux de contrôle (niveaux de contrôle, contenu et périodicité des reportings, relations avec les autres fonctions de contrôle), la communication (l'animation, les comités et la procédure d'alerte relative aux risques comptables).

Cette charte du contrôle permanent comptable s'applique à l'ensemble des Directions et services de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord de France, qui participe au processus de production de l'information comptable et financière, sur l'ensemble du périmètre de surveillance consolidée et sur les entités hors périmètre pour lesquelles un dispositif de contrôle comptable est maintenu.

L'article 6 de l'arrêté du 3 novembre 2014 prévoit que la surveillance des établissements de crédit s'effectue sur une base consolidée. Aussi, les entités entrant dans le périmètre de consolidation de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord de France devront respecter les principes de cette Charte en l'adaptant si nécessaire en fonction de la nature et du volume de leurs activités, de leur taille, de leurs implantations et des risques de différentes natures auxquels ils sont exposés.

Le dispositif de contrôle permanent de l'information financière et comptable est complété par l'approbation des comptes des Caisses régionales réalisée par Crédit Agricole S.A. en application de l'article R 512-11 du Code Monétaire et Financier préalablement à leur Assemblée Générale ainsi que par les contrôles de cohérence réalisés dans le cadre du processus de consolidation.

### **7.3.2. Procédures d'élaboration et de traitement de l'information comptable et financière**

---

La documentation de l'organisation des procédures et des systèmes d'information requise pour l'élaboration et le traitement de l'information comptable et financière est décrite dans le livre des procédures comptables prévu par la réglementation, selon une méthodologie définie par la Direction de la Comptabilité et de la Consolidation de Crédit Agricole S.A. et par la cartographie des processus concourant à la production et au contrôle de l'information comptable et financière de la Caisse régionale. Les procédures de contrôles comptables participent à la maîtrise des risques en général et des risques de corruption en particulier ; elles constituent à ce titre un instrument de prévention et de détection des faits de corruption à prendre en compte dans le cadre de la stratégie de gestion des risques. Les procédures relatives à la piste d'audit sont formalisées.

L'information financière publiée par la Caisse régionale s'appuie, pour l'essentiel, sur les données comptables mais également sur des données de gestion.

#### **7.3.2.1. Données comptables**

---

La Caisse régionale établit des comptes individuels et consolidés selon les normes comptables du Groupe Crédit Agricole, diffusées par la Direction de la Comptabilité et de la Consolidation de Crédit Agricole S.A. La Caisse régionale met en œuvre les systèmes d'information comptable, dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par Crédit Agricole S.A et C.A.T.S, lui permettant d'élaborer les données dans les conditions de sécurité satisfaisantes.

### **7.3.2.2. Données de gestion**

---

Lorsque les données publiées ne sont pas directement extraites des informations comptables, il est fait généralement mention des sources et de la définition des modes de calcul afin d'en faciliter la compréhension.

Les données de gestion publiées par la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord de France font l'objet de la mise en œuvre de contrôles comptables (notamment pour celles relevant de l'application des normes comptables IFRS 7 et IFRS 9) permettant de s'assurer de la qualité de la réconciliation avec les données comptables, de la conformité aux normes de gestion fixées par l'organe exécutif et de la fiabilité du calcul de l'information de gestion.

Les données de gestion sont établies selon des méthodes et des modes de calcul permettant d'assurer la comparabilité dans le temps des données chiffrées

### **7.3.3. Description du dispositif de Contrôle permanent de l'information comptable et financière**

---

Les objectifs du Contrôle permanent de l'information comptable et financière visent à s'assurer de la couverture adéquate des risques comptables majeurs, susceptibles d'altérer la qualité de l'information comptable et financière en termes de :

- conformité des données au regard des dispositions légales et réglementaires et des normes du Groupe Crédit Agricole,
- fiabilité et sincérité des données, permettant de donner une image fidèle des résultats et de la situation financière de la Caisse régionale et des entités intégrées dans son périmètre de consolidation,
- sécurité des processus d'élaboration et de traitement des données, limitant les risques opérationnels, au regard de l'engagement de la Caisse sur l'information publiée,
- prévention des risques de fraudes et d'irrégularités comptables.

Pour répondre à ces objectifs, la Caisse régionale a décliné les recommandations générales de déploiement du Contrôle permanent dans le domaine du contrôle de l'information comptable et financière :

- séparation du contrôle comptable en deux niveaux,
- élaboration d'une cartographie des risques comptables,
- révision de la cartographie des processus comptables et la gestion des risques comptables,
- révision des plans de contrôles comptables dans les services opérationnels,
- mise en place de la procédure relative aux risques comptables,
- déploiement des contrôles sur les processus d'élaboration de l'information comptable et financière,
- mise en place d'une réunion trimestrielle sur le rapprochement comptabilité-risques,
- déploiement de guides de contrôles comptables dans les filiales du périmètre de surveillance consolidée selon la méthodologie du Groupe (guide spécifique sur les filiales immobilières et guide sous forme de questionnaires de certifications comptables sur les autres entités).

Le Contrôle permanent de l'information comptable et financière s'appuie sur l'évaluation des risques et des contrôles des processus comptables gérés par les services opérationnels et la Direction Finances, Pilotage et Engagements :

- contrôles de la comptabilité de 1er degré assurés par les unités comptables décentralisés, rattachés aux Directions, qui assurent, par leurs activités, l'alimentation de la comptabilité générale,
- contrôles de 2ème degré 1er niveau exercés par la Direction Finances, Pilotage et Engagements.

Cette évaluation permet ainsi au Directeur des Risques et Contrôles Permanents de la Caisse régionale de définir un plan de contrôles et la mise en place d'actions correctives, afin de renforcer, si besoin, le dispositif d'élaboration et de traitement de l'information comptable et financière.

Suite aux contrôles de niveau 2.2 réalisés, l'ensemble des contrôles est formalisé dans une synthèse à périodicité semestrielle transmise au Directeur des Risques et Contrôles Permanents et aux responsables de la Direction Finances, Pilotage et Engagements.

Le Responsable du Contrôle permanent rend compte périodiquement au Directeur Général de la Caisse régionale des travaux du Contrôle permanent de l'information comptable et financière (résultats des

contrôles 2.2C, ICAAP comptables, thématiques comptables et financières, cartographie 97.02 comptable, résultats des contrôles sous SCOPE, contrôles des filiales, etc..) et de l'évaluation de ce dispositif de Contrôle permanent mis en place dans la Caisse régionale.

#### 7.3.4. Relations avec les Commissaires aux comptes

---

Conformément aux normes professionnelles en vigueur, les Commissaires aux Comptes mettent en œuvre les diligences qu'ils jugent appropriées sur l'information comptable et financière publiée :

- audit des comptes individuels et des comptes consolidés ;
- examen limité des comptes consolidés semestriels ;
- lecture d'ensemble des supports de présentation de l'information financière publiée.

Dans le cadre de leur mission légale, les Commissaires aux comptes présentent au Comité d'Audit et au Conseil d'administration de la Caisse Régionale les conclusions de leurs travaux.

## 8. Comptes inactifs et déshérence

---

La loi n°2014-617 du 13 juin 2014 relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie en déshérence est entrée en vigueur le 1er janvier 2016.

Elle a pour but d'inviter les banques à détecter l'inactivité des comptes (ou coffre-fort) bancaires ouverts en leurs livres, à rechercher la cause de cette inactivité qui peut résulter d'un oubli ou du décès du titulaire, et à informer les personnes intéressées des conséquences potentielles de cette inactivité.

Un compte est considéré comme inactif dès lors :

- qu'il n'a enregistré aucun mouvement pendant une période de 12 mois consécutifs (5 ans pour un compte-titres ou compte épargne) ;
- et que son titulaire (son représentant légal ou une personne habilitée) ne s'est pas manifesté auprès de l'établissement teneur du compte, ni n'a effectué aucune opération sur un autre compte ouvert à son nom dans le même établissement, pendant cette même période.

Lorsque le titulaire du compte est décédé, cette période a pour point de départ la date du décès.

A chaque étape du traitement (détection des comptes en inactivité, transfert des fonds à la CDC), une information est faite auprès des titulaires, représentants, ayants-droit et mandataires de ces comptes.

### ***Produits concernés***

Cette loi s'applique aux comptes ouverts à des particuliers, à des sociétés, associations, comité d'entreprises et autres personnes morales.

D'autre part, elle vise :

- les comptes bancaires inactifs : comptes de dépôt et comptes courants, comptes d'épargne réglementée ou non, comptes de titres financiers (incluant donc les certificats coopératifs d'investissement) et comptes parts sociales ;
- Les coffres-forts inactifs.

### ***Transfert des fonds à la Caisse des Dépôts et Consignation***

En l'absence de manifestation du client ou d'opération sur le compte, la banque dépose le solde des comptes restés inactifs à la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) :

- à l'issue d'un délai de 3 ans suivant le décès du titulaire du compte ;
- à l'issue d'un délai de 10 ans suivant le début de la période d'inactivité du compte si le titulaire est en vie ;
- pour les PEL (Plans d'épargne logement) à l'issue d'un délai de 20 ans suivant le début de la période d'inactivité du PEL, si le titulaire ne détient aucun autre compte dans le même établissement.

Les sommes non réclamées par leurs titulaires ou leurs ayants droit seront acquises à l'Etat :

- à l'issue d'un délai de 27 ans à compter de leur dépôt à la CDC dans le cas des personnes défuntées ;
- à l'issue d'un délai de 20 ans à compter de la date de ce dépôt si le titulaire est en vie ;
- à l'issue d'un délai de 10 ans à compter de la date de ce dépôt si le compte concerné était un PEL et que le titulaire vivant ne détenait aucun autre compte dans le même établissement.

Pour l'année 2018, le nombre de comptes inactifs est de 30 995 pour un montant de 12,3 M€, et 2 756 comptes inactifs, pour un montant de 4 M€, ont été remontés à la CDC.

## 9. Informations prudentielles

---

Le règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 (*Capital Requirements Regulation* dit "CRR") impose aux établissements assujettis (incluant notamment les établissements de crédit et les entreprises d'investissement) de publier des informations quantitatives et qualitatives relatives à leur activité de gestion des risques.

Le dispositif prudentiel résultant des accords de Bâle 3 s'articule en effet autour de trois piliers :

- le **Pilier 1** détermine les exigences minimales d'adéquation des fonds propres et le niveau des ratios conformément au cadre réglementaire en vigueur ;
- le **Pilier 2** complète l'approche réglementaire avec la quantification d'une exigence de capital couvrant les risques majeurs auxquels est exposée la Banque, sur la base de méthodologies qui lui sont propres ;
- le **Pilier 3** instaure de nouvelles normes en matière de communication financière à destination du marché.

Le pilotage de la solvabilité de la Caisse régionale vise principalement à évaluer les fonds propres et à vérifier en permanence qu'elle dispose de fonds propres suffisants pour couvrir les risques auxquels elle est ou pourrait être exposée compte tenu de ses activités.

Outre la solvabilité, la Caisse régionale pilote également le ratio de levier.

Enfin, les ratios de solvabilité majeurs font partie intégrante du dispositif d'appétence au risque.

### 9.1. Cadre réglementaire applicable

---

Renforçant le dispositif prudentiel, les accords de Bâle 3 ont conduit à un rehaussement de la qualité et du niveau des fonds propres réglementaires requis et ont introduit de nouveaux risques dans le dispositif prudentiel. Les textes concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement ont été publiés au Journal officiel de l'Union européenne le 26 juin 2013 (directive 2013/36/EU, dite "CRD 4", transposée notamment par l'ordonnance n° 2014-158 du 20 février 2014, et règlement "CRR") et sont entrés en application le 1<sup>er</sup> janvier 2014, conformément aux dispositions transitoires prévues par les textes. Dans le régime CRR/CRD 4, trois niveaux de ratio de solvabilité sont calculés :

- Le ratio de fonds propres de base de catégorie 1 ou ratio *Common Equity Tier 1* (CET1) ;
- Le ratio de fonds propres de catégorie 1 ou ratio *Tier 1* ;
- Le ratio de fonds propres globaux.

Ces ratios font l'objet d'un calcul phasé ayant pour objet de gérer progressivement la transition entre les règles de calcul Bâle 2 et celles de Bâle 3 jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2018 (et jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2022 pour les instruments de dette hybride).

Chacun de ces ratios rapporte un montant de fonds propres prudentiels à une exposition en risque. Les définitions et calculs sont développés dans les parties suivantes. Les exigences minimales applicables à la Caisse régionale sont respectées.



## 9.2. Supervision

---

Les établissements de crédit et certaines activités d'investissement agréés visés à l'annexe 1 de la directive 2004/39/CE sont assujettis aux ratios de solvabilité et aux ratios des grands risques sur base individuelle ou, le cas échéant, sous-consolidée.

L'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) a accepté que plusieurs entités du Groupe Crédit Agricole puissent bénéficier de l'exemption à titre individuel ou, le cas échéant, sur base sous-consolidée dans les conditions prévues par l'article 7 du règlement CRR. Dans ce cadre, la Caisse régionale a été exemptée par l'ACPR de l'assujettissement sur base individuelle.

Le passage sous supervision unique le 4 novembre 2014 par la Banque centrale européenne n'a pas remis en cause l'exemption individuelle accordée précédemment par l'ACPR.

## 9.3. Ratios de solvabilité

---

### AU NUMÉRATEUR DES RATIOS DE SOLVABILITÉ

Bâle 3 définit trois niveaux de fonds propres :

- Les fonds propres de base de catégorie 1 ou *Common Equity Tier 1* (CET1),
- Les fonds propres de catégorie 1 ou *Tier 1*, constitués du *Common Equity Tier 1* et des fonds propres additionnels de catégorie 1 ou *Additional Tier 1* (AT1),
- Les fonds propres globaux, qui sont constitués des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2 (*Tier 2*).

### AU DÉNOMINATEUR DES RATIOS DE SOLVABILITÉ

Bâle 3 définit plusieurs types de risque : les risques de crédit, les risques de marché et les risques opérationnels qui donnent lieu à des calculs d'emplois pondérés. Conformément au règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013, les expositions au risque de crédit restent mesurées selon deux approches :

- L'approche "Standard" qui s'appuie sur des évaluations externes de crédit et des pondérations forfaitaires selon les catégories d'exposition bâloises ;
- L'approche "Notations internes" (IRB – *Internal Ratings Based*) qui s'appuie sur le système de notations internes de l'établissement. On distingue :
  - l'approche "Notations internes fondation" selon laquelle les établissements peuvent utiliser uniquement leurs estimations des probabilités de défaut ;
  - l'approche "Notations internes avancées" selon laquelle les établissements utilisent l'ensemble de leurs estimations internes des composantes du risque : expositions en cas de défaut, maturité, probabilités de défaut, pertes en cas de défaut.

### 9.3.1. Exigences réglementaires minimales

---

Les exigences au titre du Pilier 1 sont régies par le règlement CRR.

- Ratios de fonds propres avant coussins : l'exigence minimale de CET1 phasé est fixée à 4,5 % des emplois pondérés depuis 2015. De même, l'exigence minimale de *Tier 1* phasé a été relevée à 6 % en 2015 et pour les années suivantes. Enfin, l'exigence minimale de fonds propres globaux phasés est de 8 % en 2015 et pour les années suivantes ;
- À ces exigences s'ajoutent des coussins de fonds propres dont la mise en application est progressive :
  - le coussin de conservation (2,5 % des risques pondérés en 2019),
  - le coussin contra-cyclique (taux en principe compris dans une fourchette de 0 à 2,5 %), le coussin au niveau de la Caisse régionale étant une moyenne pondérée par les valeurs

- exposées au risque (EAD <sup>1</sup>) pertinentes des coussins définis au niveau de chaque pays d'implantation de l'entité ; lorsque le taux d'un coussin contra-cyclique est calculé au niveau d'un des pays d'implantation, la date d'application est 12 mois au plus après la date de publication sauf circonstances exceptionnelles,
- les coussins pour risque systémique. Seul le Groupe Crédit Agricole fait partie des établissements systémiques et est à ce titre soumis à cette exigence.

Ces coussins sont entrés en application en 2016 et doivent être couverts par des fonds propres de base de catégorie 1. Le coussin de conservation et les coussins pour risque systémique s'appliquent par incrément progressif annuel jusqu'en 2019 (50 % du coussin demandé en 2017, 75 % en 2018).

Le régulateur fixe en complément, de façon discrétionnaire, des exigences minimales dans le cadre du Pilier 2. La Caisse régionale n'a pas à ce jour été notifiée d'exigences complémentaires entrant dans ce cadre.

En sa qualité d'entité affiliée au Groupe Crédit Agricole, la Caisse régionale bénéficie pleinement du mécanisme interne de solidarité légale ainsi que de la flexibilité de circulation du capital interne au Groupe Crédit Agricole, qui est très fortement capitalisé.

---

<sup>1</sup> L'EAD (*Exposure at default*) est le montant de l'exposition en cas de défaillance. Elle englobe les encours bilanciaux ainsi qu'une quote-part des engagements hors bilan.

### 9.3.2. Tableau synthétique des ratios de solvabilité

L'ensemble des tableaux ci-après n'inclut pas le résultat de la période au 30/06/2019 mais inclut le résultat conservé de la période au 31/12/2018.

| <i>(en milliers d'euros)</i>                                   | 30/06/2019   |              | 31/12/2018   |              |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|
|  | Phasé        | Non phasé    | Phasé        | Non phasé    |
| <b>Tableau de synthèse des ratios</b>                          |              |              |              |              |
| Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)                    | 2 471 041    | 2 471 041    | 2 430 715    | 2 421 507    |
| Fonds propres de catégorie 1 (Tier 1)                          | 2 471 041    | 2 471 041    | 2 430 715    | 2 421 507    |
| Fonds propres globaux  | 2 536 501    | 2 496 960    | 2 490 941    | 2 421 507    |
| Total des emplois pondérés                                     | 11 013 719   | 11 013 719   | 11 053 322   | 11 053 322   |
| <b>Ratio CET1</b>  | <b>22,4%</b> | <b>22,4%</b> | <b>22,0%</b> | <b>21,9%</b> |
| <b>Ratio Tier 1</b>  | <b>22,4%</b> | <b>22,4%</b> | <b>22,0%</b> | <b>21,9%</b> |
| <b>Ratio global</b>  | <b>23,0%</b> | <b>22,7%</b> | <b>22,5%</b> | <b>21,9%</b> |
| <b>Exigences minimales</b>                                     |              |              |              |              |
| Common Equity Tier 1   | 4,5%         |              | 4,5%         |              |
| Tier 1 (CET1+AT1)  | 6,0%         |              | 6,0%         |              |
| Tier 1 + Tier 2  | 8,0%         |              | 8,0%         |              |
| Coussin de conservation  | 2,500%       |              | 1,875%       |              |
| Coussin contracyclique   | 0,000%       |              | 0,001%       |              |
| Coussin pour risque systémique                                 | 0,0%         |              | 0,0%         |              |
| <b>Exigence globale de coussins de fonds propres</b>           | <b>2,5%</b>  |              | <b>1,9%</b>  |              |
| <b>Exigences minimales y compris coussins de fonds propres</b> |              |              |              |              |
| <b>Ratio CET1</b>  | <b>7,0%</b>  |              | <b>6,4%</b>  |              |
| <b>Ratio Tier 1</b>  | <b>8,5%</b>  |              | <b>7,9%</b>  |              |
| <b>Ratio global</b>  | <b>10,5%</b> |              | <b>9,9%</b>  |              |
| <b>Excédent de capital</b>                                     |              |              |              |              |
| CET1   | 1 700 037    |              | 1 726 008    |              |
| Tier 1   | 1 534 831    |              | 1 560 208    |              |
| Fonds propres globaux  | 1 380 016    |              | 1 399 367    |              |

Au 1er juillet 2019, après l'entrée en vigueur du taux de coussin contracyclique français de 0,25%, l'exigence minimale en ratio CET1 sera portée à 7,0%. L'excédent de capital CET1 par rapport à cette exigence minimale sera alors de 1 700 037 milliers d'euros.

En tenant compte des ajustements effectués dans le cadre du Pilier 2 conformément à la demande de la Banque centrale européenne, portant à ce jour exclusivement sur la déduction prudentielle des engagements de paiement irrévocables relatifs au Fonds de résolution unique (FRU) et au Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution (FGDR), les ratios CET1 et globaux phasés de la Caisse régionale ressortent respectivement à 22,4% et 23,0% au 30 juin 2019.

## 9.4. Définition des fonds propres

---

### 9.4.1. Fonds propres de catégorie 1 (Tier 1)

---

Ils comprennent les fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) et les fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) :

#### FONDS PROPRES DE BASE DE CATÉGORIE 1 OU *COMMON EQUITY TIER 1* (CET1).

Ils comprennent :

- le capital ;
- les réserves, y compris les primes d'émission, le report à nouveau, le résultat net d'impôt après distribution ainsi que les autres éléments du résultat global accumulés incluant notamment les plus ou moins-values latentes sur les actifs financiers détenus à des fins de collecte et vente et les écarts de conversion ;
- les intérêts minoritaires, qui font l'objet d'un écrêtement, voire d'une exclusion, selon que la filiale est un établissement de crédit éligible ou non ; cet écrêtement correspond à l'excédent de fonds propres nécessaire à la couverture des exigences de fonds propres de la filiale ; il s'applique à chaque compartiment de fonds propres ;
- les déductions, qui incluent principalement les éléments suivants :
  - les détentions d'instruments CET1, portés dans le cadre des contrats de liquidité et des programmes de rachat,
  - les parts sociales en cours de remboursement
  - les actifs incorporels, y compris les frais d'établissement et les écarts d'acquisition,
  - la *prudent valuation* (évaluation prudente définie par la réglementation prudentielle : ajustement du montant des actifs et passifs mesurés à la juste valeur selon une méthode prudentielle en déduisant éventuellement des corrections de valeur),
  - la déduction du CET1 des impôts différés actifs (IDA) dépendant des bénéfices futurs liés à des déficits reportables,
  - la déduction du CET1 des montants négatifs résultant d'un déficit de provisions par rapport aux pertes attendues (*expected loss* – "EL"),
  - la déduction du CET1 des instruments de CET1 détenus dans les participations financières inférieures ou égales à 10 % au-delà d'une limite de franchise de 10 % des fonds propres CET1 ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération variable selon les natures d'instruments et la méthode bâloise),
  - la déduction du CET1 des impôts différés actifs (IDA) dépendant des bénéfices futurs liés à des différences temporelles au-delà d'une limite de franchise de 17,65 % des fonds propres CET1 ; cette franchise, appliquée après application d'une première franchise de 10 % du CET1, est commune avec la part non déduite des instruments de CET1 détenus dans les participations financières supérieures à 10 % ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération à 250 %),
  - la déduction du CET1 des instruments de CET1 détenus dans les participations financières supérieures à 10 % (investissements importants) au-delà d'une limite de franchise de 17,65 % des fonds propres CET1 ; cette franchise, appliquée après application d'une première franchise de 10 % du CET1, est commune avec la part non déduite des impôts différés actifs dépendant des bénéfices futurs liés à des différences temporelles ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération à 250 %).

#### FONDS PROPRES ADDITIONNELS DE CATEGORIE 1 (AT1)

Ils comprennent notamment les instruments de dette perpétuelle dégageés de toute incitation ou obligation de remboursement. La Caisse régionale n'a pas émis de fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1).

## 9.4.2. Fonds propres de catégorie 2 (Tier 2)

---

Ils comprennent :

- les instruments de dette subordonnée qui doivent être d'une durée minimale de 5 ans ; les incitations au remboursement anticipé sont interdites ; ces instruments subissent une décote pendant la période des cinq années précédant leur échéance ;
- les instruments de dette subordonnée non éligibles bénéficiant de la clause de maintien des acquis dans la limite de 40% (seuil pour l'exercice 2018) du stock d'instruments Tier 2 existant au 31 décembre 2012 ;
- l'excès de provisions par rapport aux pertes attendues éligibles déterminées selon l'approche notations internes, limité à 0,6 % des emplois pondérés en IRB ; par ailleurs, les ajustements pour risque de crédit général bruts des effets fiscaux pouvaient être intégrés à hauteur de 1,25 % des emplois pondérés en standard avant application de la norme IFRS 9 ;
- les déductions des participations dans les entités du secteur financier afférentes à ce compartiment.
- d'autres éléments comme les intérêts minoritaires éligibles en Tier 2.

Le montant de *Tier 2* retenu dans les ratios correspond :

- en non phasé : au *Tier 2* éligible CRD 4 ;
- en phasé : au *Tier 2* éligible CRD 4, complété de 40 % (seuil pour 2018) du stock de *Tier 2* non éligible CRD 4 existant au 31 décembre 2012.

### 9.4.3. Fonds propres prudentiels au 30 juin 2019

Le tableau ci-après présente les fonds propres prudentiels au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018.

| (en milliers d'euros)  | 30/06/2019        |                   | 31/12/2018        |                   |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
|  | Phasé             | Non Phasé         | Phasé             | Non Phasé         |
| Capitaux propres part du groupe  | 4 314 490         | 4 314 490         | 4 201 354         | 4 201 354         |
| (-) Distributions anticipées   |                   |                   | (39 715)          | (39 715)          |
| (+) Intérêts minoritaires  | 0                 | 0                 | 0                 | 0                 |
| (-) Prudent valuation  | (17 569)          | (17 569)          | (13 010)          | (13 010)          |
| (-) Déductions des écarts d'acquisition et des autres immobilisations incorporelles  | (32 878)          | (32 878)          | (33 252)          | (33 252)          |
| (-) Insuffisance des ajustements pour risque de crédit par rapport aux pertes anticipées selon l'approche notations internes et pertes anticipées des expositions sous forme d'actions   | (20 591)          | (20 591)          | (36 008)          | (36 008)          |
| (-) Dépassement de franchise des instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquels l'établissement ne détient pas d'investissement important   | (1 607 748)       | (1 607 748)       | (1 599 388)       | (1 599 388)       |
| (-) Dépassement de franchise des instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquels l'établissement détient un investissement important et des impôts différés actifs déductibles dépendant de bénéfices futurs et résultant de différences temporelles | 0                 | 0                 | 0                 | 0                 |
| Excédent de déduction d'éléments AT1 sur les fonds propres AT1   | (3 648)           | (3 648)           | (3 596)           | (12 804)          |
| Autres éléments du CET1  | (161 015)         | (161 015)         | (45 670)          | (45 670)          |
| <b>FONDS PROPRES DE BASE DE CATEGORIE 1 (CET1)</b>   | <b>2 471 041</b>  | <b>2 471 041</b>  | <b>2 430 715</b>  | <b>2 421 507</b>  |
| (-) Instruments AT1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement ne détient pas d'investissement important   | (3 648)           | (3 648)           | (3 596)           | (3 596)           |
| (-) Excédent de déduction d'éléments T2 sur les fonds propres T2   | 0                 | 0                 | 0                 | (9 209)           |
| Excédent de déduction d'éléments AT1 sur les fonds propres AT1 (déduit des CET1)   | 3 648             | 3 648             | 3 596             | 12 804            |
| Autres ajustements transitoires applicables aux fonds propres AT1  | 0                 | 0                 | 0                 | 0                 |
| <b>FONDS PROPRES ADDITIONNELS DE CATEGORIE 1</b>   | <b>0</b>          | <b>0</b>          | <b>0</b>          | <b>0</b>          |
| <b>FONDS PROPRES DE CATEGORIE 1</b>  | <b>2 471 041</b>  | <b>2 471 041</b>  | <b>2 430 715</b>  | <b>2 421 507</b>  |
| Instruments de capital et emprunts subordonnés Tier 2  | 39 541            | 0                 | 69 434            | 0                 |
| Excès de provisions par rapport aux pertes attendues éligible selon l'approche notations internes  | 32 680            | 32 680            | 0                 | 0                 |
| Instruments Tier 2 d'entités relevant majoritairement du secteur des assurances dans lesquelles l'établissement ne détient pas d'investissement important déduits du Tier 2  | (1 349)           | (1 349)           | (1 351)           | (1 351)           |
| Instruments Tier 2 d'entités relevant majoritairement du secteur des assurances dans lesquelles l'établissement détient un investissement important déduits du Tier 2  | (5 412)           | (5 412)           | (7 857)           | (7 857)           |
| Excédent de déduction d'éléments T2 sur les fonds propres T2 (déduit des AT1)  | 0                 | 0                 | 0                 | 9 209             |
| Autres ajustements transitoires  | 0                 | 0                 | 0                 | 0                 |
| <b>FONDS PROPRES DE CATEGORIE 2</b>  | <b>65 459</b>     | <b>25 918</b>     | <b>60 226</b>     | <b>0</b>          |
| <b>FONDS PROPRES GLOBAUX</b>   | <b>2 536 501</b>  | <b>2 496 960</b>  | <b>2 490 941</b>  | <b>2 421 507</b>  |
| <b>TOTAL DES EMPLOIS PONDERES</b>  | <b>11 013 719</b> | <b>11 013 719</b> | <b>11 053 322</b> | <b>11 053 322</b> |
| <b>RATIO CET1</b>  | <b>22,4%</b>      | <b>22,4%</b>      | <b>22,0%</b>      | <b>21,9%</b>      |
| <b>RATIO TIER 1</b>  | <b>22,4%</b>      | <b>22,4%</b>      | <b>22,0%</b>      | <b>21,9%</b>      |
| <b>RATIO GLOBAL</b>  | <b>23,0%</b>      | <b>22,7%</b>      | <b>22,5%</b>      | <b>21,9%</b>      |

#### 9.4.4. Evolution des fonds propres prudents

| <i>(en milliers d'euros)</i>   | <b>Phasé<br/>30/06/2019<br/>vs 31/12/2018</b> |
|--|---|
| <b>Fonds propres de base de catégorie 1 au 31/12/2018</b>  | <b>2 430 715</b>                              |
| Augmentation de capital  | 56 428  |
| Résultat comptable attribuable de l'exercice avant distribution  | 0   |
| Prévision de distribution  | 0   |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres  | 12 626  |
| Intérêts minoritaires  | 0   |
| Variations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations incorporelles  | 374   |
| Insuffisance des ajustements pour risque de crédit par rapport aux pertes anticipées selon l'approche notations internes et pertes anticipées des expositions sous forme d'actions | 15 417  |
| Dépassement de franchises  | (8 360)                                       |
| Excédent de déduction d'éléments AT1 sur les fonds propres AT1   | (52)  |
| Autres éléments du CET1  | (36 107)                                      |
| <b>FONDS PROPRES DE BASE DE CATEGORIE 1 au 30/06/2019</b>  | <b>2 471 041</b>                              |
| <b>Fonds propres additionnels de catégorie 1 au 31/12/2018</b>   | <b>0</b>                                      |
| Variation des ajustements réglementaires aux fonds propres additionnels de catégorie 1   | 0   |
| <b>FONDS PROPRES ADDITIONNELS DE CATEGORIE 1 au 30/06/2019</b>   | <b>0</b>                                      |
| <b>FONDS PROPRES DE CATEGORIE 1 au 30/06/2019</b>  | <b>2 471 041</b>                              |
| <b>Fonds propres de catégorie 2 au 31/12/2018</b>  | <b>60 226</b>                                 |
| Emissions  | <b>0</b>                                      |
| Remboursements <sup>(1)</sup>  | (29 893)                                      |
| Variation des ajustements réglementaires aux fonds propres de catégorie 2  | 35 126  |
| <b>FONDS PROPRES DE CATEGORIE 2 au 30/06/2019</b>  | <b>65 459</b>                                 |
| <b>FONDS PROPRES GLOBAUX AU 30/06/2019</b>   | <b>2 536 500</b>                              |

(1) un amortissement est pris en compte pour les instruments de Tier 2 pendant la période des 5 années précédant leur échéance

## 9.5. Autres dispositions

### 9.5.1. Ratio de levier

L'article 429 du CRR, précisant les modalités relatives au ratio de levier, a été modifié et remplacé par le règlement délégué 62/2015 en date du 10 octobre 2014. Le règlement délégué a été publié au Journal officiel de l'Union européenne le 18 janvier 2015.

À ce stade, la mise en œuvre en Pilier 1 (exigence réglementaire minimale), initialement prévue au 1<sup>er</sup> janvier 2018, est décalée, et devrait se faire dans le cadre de sa transposition dans CRR2.

Pour les établissements non systémiques comme la Caisse régionales, l'exigence de ratio de levier préconisée par le Comité de Bâle est de 3 %.

Le ratio de levier est le rapport entre les fonds propres de catégorie 1 et l'exposition au levier, soit les éléments d'actifs et de hors-bilan après certains retraitements sur les dérivés, les opérations entre entités affiliées du Groupe, les opérations de financements sur titres, les éléments déduits du numérateur et le hors-bilan.

Le ratio de levier de la Caisse régionale s'élève au 30 juin 2019 à 9% sur une base de *Tier 1* phasé.

| (en milliers d'euros)                                      | 30/06/2019        | 31/12/2018        |
|--|-------------------|-------------------|
|  | Phasé             | Phasé             |
| Expositions au bilan (excepté dérivés et SFT)              | 30 130 145        | 29 685 063        |
| Expositions sur dérivés                                    | 119 109           | 144 268           |
| Expositions sur opérations de financement sur titres (SFT) | 202 098           | 254 683           |
| Autres expositions de hors-bilan                           | 1 958 611         | 1 848 556         |
| Expositions intragroupe exemptées                          | -3 364 432        | -3 151 747        |
| Montant des actifs déduits                                 | -1 699 909        | -1 703 141        |
| <b>Exposition totale aux fins du ratio de levier</b>       | <b>27 345 621</b> | <b>27 077 683</b> |
| Fonds propres de catégorie 1 (Tier 1)                      | 2 471 041         | 2 430 715         |
| <b>Ratio de levier</b>                                     | <b>9,0%</b>       | <b>9,0%</b>       |



## 9.5.2. Dispositif de mise en résolution des établissements bancaires

---

Le dispositif européen de résolution des crises bancaires adopté au cours de l'année 2014 (directive BRRD, transposée en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015, qui a également adapté le droit français au règlement sur le mécanisme de résolution unique) introduit plusieurs modifications importantes dans la réglementation applicable aux établissements de crédit.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, les autorités de résolutions européennes, dont le Conseil de résolution unique, ont été dotées de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

L'ACPR, autorité de résolution nationale, considère la stratégie de résolution « single point of entry » (point d'entrée unique ou SPE) comme la plus appropriée s'agissant du système bancaire français. Le Groupe Crédit Agricole a retenu le modèle du SPE. A ce titre, Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, serait ce point d'entrée unique dans l'hypothèse d'une mise en résolution du Groupe Crédit Agricole. Compte tenu des mécanismes de solidarité existant au sein du Groupe, la Caisse régionale ne peut pas être mise en résolution de manière individuelle.

Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier (CMF), Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque établissement de crédit affilié comme de l'ensemble du réseau. Ainsi, chaque membre du réseau et chaque établissement affilié bénéficie de cette solidarité financière interne.

Les dispositions générales du Code monétaire et financier ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au groupe Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R. 01-453.

L'Autorité de résolution peut ouvrir une procédure de résolution à l'encontre d'un établissement de crédit lorsqu'elle considère que : la défaillance de l'établissement est avérée ou prévisible, il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure de nature privée empêche la défaillance dans des délais raisonnables, une mesure de résolution est nécessaire et une procédure de liquidation serait insuffisante pour atteindre les objectifs recherchés de la résolution ci-dessus rappelés.

L'Autorité de résolution peut utiliser un ou plusieurs instruments de résolution, tels que décrits ci-dessous avec pour objectif de recapitaliser ou restaurer la viabilité de l'établissement. Les instruments de résolution doivent être mis en œuvre de telle manière à ce que les porteurs de titres de capital (parts sociales, CCI, CCA) supportent en premier les pertes, puis les autres créanciers sous réserve de certaines exceptions. La loi française prévoit également une mesure de protection lorsque certains instruments ou mesure de résolution sont mis en œuvre tel le principe selon lequel les porteurs de titres de capital et les créanciers d'un établissement en résolution ne peuvent pas supporter des pertes plus lourdes que celles qu'ils auraient subies si l'établissement avait été liquidé dans le cadre d'une procédure normale d'insolvabilité (principe NCWOL visé à l'article L 613-57.I du CMF). Ainsi les investisseurs ont le droit de réclamer des indemnités si le traitement qu'ils subissent en résolution est moins favorable que le traitement qu'ils auraient subi si l'établissement avait fait l'objet d'une procédure normale d'insolvabilité.

L'Autorité de résolution peut mettre en œuvre les outils de renflouement interne (bail-in). En cas de résolution opérée sur le groupe Crédit Agricole, l'Autorité de résolution pourrait ainsi décider d'appliquer une mesure de « bail-in » aux parts sociales, CCI et CCA, c'est-à-dire déprécier leur valeur minimale afin d'absorber les pertes et aux instruments de dette, c'est-à-dire décider de leur dépréciation totale ou partielle

ou de leur conversion en capital afin également d'absorber les pertes. Dans ce cas l'investisseur doit être conscient qu'il existe donc un risque significatif pour les porteurs de parts sociales, CCI et CCA et les titulaires d'instruments de dette de perdre tout ou partie de leur investissement en cas de mise en œuvre d'une procédure de résolution bancaire sur le Groupe.

Les autres mesures de résolution que l'Autorité de résolution peut mettre en œuvre sont pour l'essentiel ; la cession totale ou partielle des activités de l'établissement à un tiers ou à un établissement relais et la séparation des actifs de cet établissement.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du CMF, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R. 512-18 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

L'application au groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités affiliées du Groupe, et donc du réseau dans son ensemble. Elle est par ailleurs de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole S.A. consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

## 9.6. Liens en capital entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales

---

### 9.6.1. Garanties spécifiques apportées par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. (Switch)

---

Les exigences prudentielles sur la participation de Crédit Agricole S.A. dans Crédit Agricole Assurances ont fait l'objet d'un transfert de risque aux Caisses régionales à travers la mise en place de garanties spécifiques (*Switch*), depuis le 2 janvier 2014. Le montant garanti s'élève à 9,2 milliards d'euros, dont 351,7 millions consentis par la Caisse régionale (*cf. annexes aux comptes consolidés au 30/06/2019, note annexe n°7*).

### 9.6.2. Autre lien de capital entre les Caisses régionales et Crédit Agricole SA

---

Les relations en capital entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales sont régies selon les termes d'un protocole conclu entre ces dernières et Crédit Agricole S.A., préalablement à l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A. En application de ce protocole, le contrôle des Caisses régionales sur Crédit Agricole S.A. s'exerce à travers la société SAS Rue La Boétie, détenue en totalité par les Caisses régionales. SAS Rue La Boétie a pour objet la détention d'un nombre d'actions suffisant pour lui conférer à tout moment plus de 50 % du capital et des droits de vote de Crédit Agricole S.A.

## 9.7. Composition des emplois pondérés

| <i>(en milliers d'euros)</i>   | 30/06/2019        | 31/12/2018        |
|--|-------------------|-------------------|
| <b>Risque de crédit</b>  | <b>10 513 696</b> | <b>10 533 129</b> |
| dont approche standard   | 1 494 790         | 1 670 763         |
| dont approche fondation IRB  | 2 765 364         | 2 650 615         |
| dont approche avancée IRB  | 2 681 360         | 3 085 702         |
| dont actions en approche NI selon la méthode de pondération simple ou sur les modèles internes | 3 565 705         | 3 124 602         |
| dont risque d'ajustement de l'évaluation de crédit   | 6 477             | 1 447             |
| <b>Risque de marché</b>  | <b>0</b>          | <b>0</b>          |
| dont risque de change  | 0                 | 0                 |
| <b>Risque opérationnel</b>   | <b>500 022</b>    | <b>520 193</b>    |
| dont approche standard   | 79 905            | 96 726            |
| dont approche par mesure avancée   | 420 117           | 423 467           |
| <b>TOTAL</b>   | <b>11 013 719</b> | <b>11 053 322</b> |

Le compartiment « actions en approche NI » du risque de crédit contient notamment les exigences au titre des participations financières détenues par la Caisse régionale dans notamment SAS Rue La Boétie et SACAM Mutualisation, mais également les exigences liées à l'engagement de garantie donné relatif au contrat Switch.

## 10. Indicateurs alternatifs de performance – Article 223-1 du Règlement Général de l'AMF

---

Les indicateurs alternatifs de performance (ou « IAP », traduction de « Alternative Performance Measures » ou « APM ») sont des indicateurs financiers, historiques ou futurs, de la performance, de la situation financière ou des flux de trésorerie autre qu'un indicateur financier défini ou précisé dans le référentiel comptable applicable.

Les IAP suivants ont été utilisés dans ce rapport :

| <b>Indicateurs Alternatifs de Performance</b> | <b>Définition</b>   |
|---|---|
| Coefficient d'exploitation                    | Le coefficient d'exploitation est un ratio calculé en divisant les charges d'exploitation par le Produit net bancaire (PNB) ; il indique la part de Produit net bancaire nécessaire pour couvrir les charges. |
| Coût du risque sur encours                    | Le coût du risque sur encours est calculé en rapportant la charge du coût du risque de crédit annualisé aux encours de crédit fin de période.   |

# Comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2019

---

**Examinés par le Conseil d'administration de la Caisse régionale de Crédit  
Agricole Nord de France en date du 26 juillet 2019**

## SOMMAIRE

|  |           |
|--|-----------|
| <b>CADRE GÉNÉRAL .....</b>   | <b>57</b> |
| <b>PRESENTATION JURIDIQUE DE L'ENTITE.....</b>   | <b>57</b> |
| <b>ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS.....</b>  | <b>58</b> |
| <b>COMPTE DE RÉSULTAT .....</b>  | <b>58</b> |
| <b>RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES .....</b>                       | <b>59</b> |
| <b>BILAN ACTIF .....</b>   | <b>60</b> |
| <b>TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES .....</b>   | <b>62</b> |
| <b>TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE .....</b>  | <b>64</b> |
| <b>NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS.....</b>  | <b>67</b> |
| <b>1. PRINCIPES ET MÉTHODES APPLICABLES DANS LE GROUPE, JUGEMENTS ET ESTIMATIONS UTILISÉS.....</b>               | <b>67</b> |
| 1.1 Normes applicables et comparabilité .....  | 67        |
| 1.2 Principes et méthodes comptables .....   | 70        |
| <b>2. PRINCIPALES OPÉRATIONS DE STRUCTURE ET ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS DE LA PÉRIODE</b>                          | <b>71</b> |
| <b>3. RISQUE DE CRÉDIT .....</b>   | <b>72</b> |
| <b>4. NOTES RELATIVES AU RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES .....</b> | <b>79</b> |
| 4.1 Produits et Charges d'intérêts .....   | 79        |
| 4.2 Produits et charges de commissions .....   | 79        |
| 4.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat .....                         | 80        |
| 4.4 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres .....                 | 81        |
| 4.5 Produits (charges) nets des autres activités.....  | 81        |
| 4.6 Charges générales d'exploitation.....  | 81        |
| 4.7 Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles .....     | 82        |
| 4.8 Coût du risque .....   | 82        |
| 4.9 Gains ou pertes nets sur autres actifs .....   | 83        |
| 4.10 Impôts.....   | 83        |
| 4.11 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ...                             | 85        |
| <b>5. INFORMATIONS SECTORIELLES.....</b>   | <b>87</b> |
| 5.1 Information sectorielle par secteur opérationnel.....  | 87        |
| <b>6. NOTES RELATIVES AU BILAN .....</b>   | <b>88</b> |
| 6.1 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat .....  | 88        |
| 6.2 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres .....   | 91        |
| 6.3 Actifs financiers au coût amorti .....   | 92        |
| 6.4 Exposition au risque souverain .....   | 94        |
| 6.5 Passifs financiers au coût amorti.....   | 94        |
| 6.6 Immeubles de placement.....  | 95        |
| 6.7 Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition) .....                               | 96        |
| 6.8 Écarts d'acquisition.....  | 96        |
| 6.9 Provisions.....  | 97        |

|            |   |            |
|------------|---|------------|
| 6.10       | Dettes subordonnées.....  | 97         |
| 6.11       | Capitaux propres .....  | 98         |
| <b>7.</b>  | <b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE ET AUTRES GARANTIES.....</b>       | <b>99</b>  |
| <b>8.</b>  | <b>RECLASSEMENTS D'INSTRUMENTS FINANCIERS .....</b>                             | <b>100</b> |
| <b>9.</b>  | <b>JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS .....</b>                            | <b>101</b> |
| 9.1        | Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti..... | 101        |
| 9.2        | Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur .....     | 104        |
| <b>10.</b> | <b>IMPACTS DES EVOLUTIONS COMPTABLES OU AUTRES EVENEMENTS.....</b>              | <b>110</b> |
| <b>11.</b> | <b>PARTIES LIEES.....</b>   | <b>112</b> |
| <b>12.</b> | <b>PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2019.....</b>                          | <b>113</b> |
| <b>13.</b> | <b>ÉVENEMENTS POSTERIEURS AU 30 JUIN 2019 .....</b>                             | <b>114</b> |



## CADRE GÉNÉRAL

### PRÉSENTATION JURIDIQUE DE L'ENTITÉ

La société tête de groupe est le Crédit Agricole Nord de France, société coopérative à capital et personnel variables, dont le siège social est à Lille – 10 avenue Foch, immatriculée au RCS de Lille sous le numéro 440 676 559.

Le groupe Crédit Agricole Nord de France est une composante du groupe Crédit Agricole.

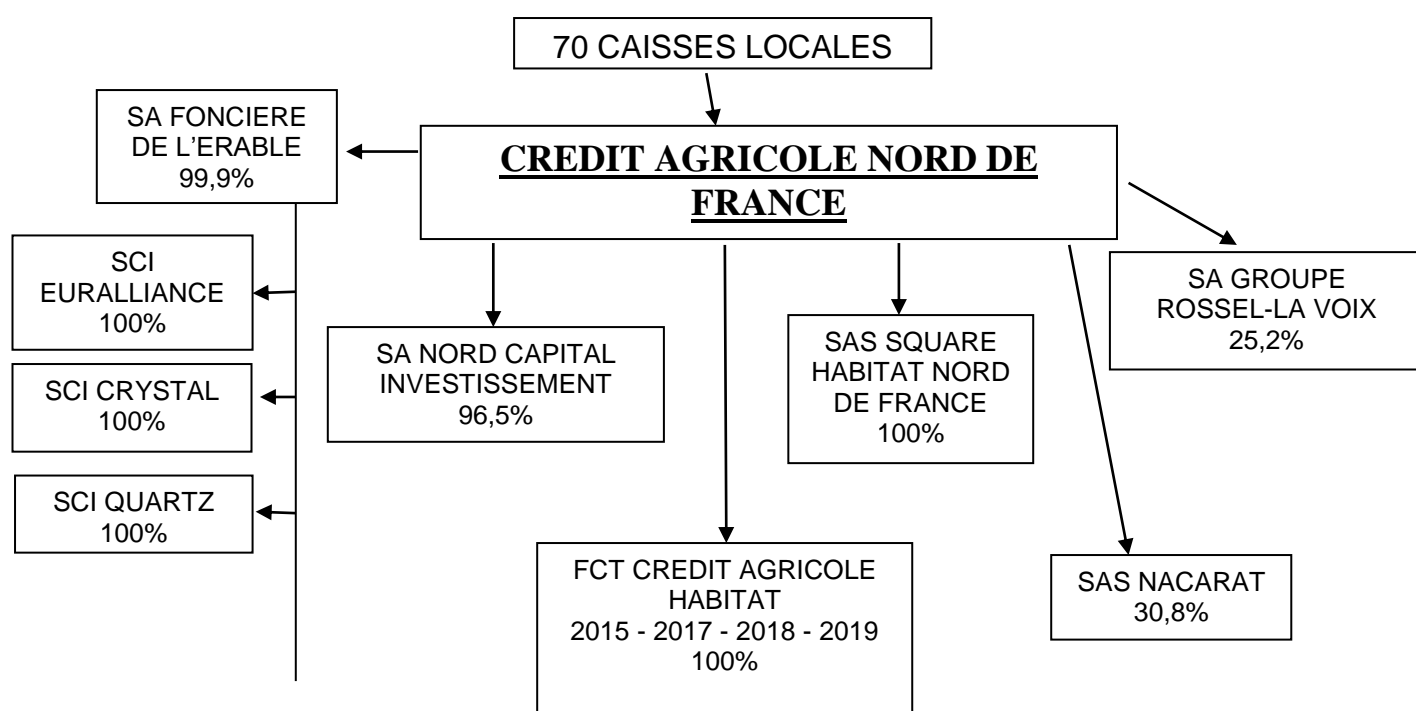
Le Crédit Agricole Nord de France émet des certificats coopératifs d'investissement qui sont cotés sur l'Euronext Paris.

De par la loi bancaire, le Crédit Agricole Nord de France est un établissement de crédit avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Il est soumis à la réglementation bancaire et est régi par le Code Monétaire et Financier et la loi bancaire du 24 janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit.

Sont rattachées au Crédit Agricole Nord de France, 70 Caisses locales qui constituent des unités distinctes avec une vie juridique propre. Les états financiers consolidés, selon la méthode de l'entité consolidante, incluent les comptes de la Caisse régionale, les comptes des 70 Caisses locales et ceux de ses principales filiales (FCT Crédit Agricole Habitat 2015 - 2017 – 2018 - 2019, SA Nord Capital Investissement, SCI Euralliance, SCI Crystal, SCI Quartz, SAS Square Habitat Nord de France, SA Foncière de l'Erable, SAS Nacarat et SA Groupe Rossel-La Voix).

Ces sociétés sont consolidées dans les comptes de la Caisse régionale selon la méthode globale pour les entités sous contrôle exclusif et les entités sous contrôle conjoint et selon la méthode de la mise en équivalence pour les entités sous influence notable.

#### Groupe Crédit Agricole Nord de France



# ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

## COMPTE DE RÉSULTAT

| En milliers d'euros   | Notes | 30/06/2019     | 31/12/2018     | 30/06/2018     |
|---|-------|----------------|----------------|----------------|
| Intérêts et produits assimilés  | 4.1   | 279 987        | 607 341        | 284 854        |
| Intérêts et charges assimilées  | 4.1   | -155 478       | -382 385       | -163 537       |
| Commissions (produits)  | 4.2   | 149 620        | 296 765        | 148 659        |
| Commissions (charges)   | 4.2   | -25 957        | -51 623        | -25 717        |
| Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat  | 4.3   | 3 585          | 10 621         | 6 252          |
| <i>Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction</i>   |       | -1 008         | 1 558          | 795            |
| <i>Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat</i>  |       | 4 593          | 9 063          | 5 457          |
| Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres  | 4.4   | 48 016         | 55 341         | 42 308         |
| <i>Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables</i>   |       |                |                |                |
| <i>Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)</i>  |       | 48 016         | 55 341         | 42 308         |
| Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti  |       |                |                |                |
| Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat                         |       |                |                |                |
| Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat |       |                |                |                |
| Produits des autres activités   | 4.5   | 24 618         | 53 762         | 24 030         |
| Charges des autres activités  | 4.5   | -4 969         | -13 443        | -4 932         |
| <b>Produit net bancaire</b>   |       | <b>319 422</b> | <b>576 379</b> | <b>311 917</b> |
| Charges générales d'exploitation  | 4.6   | -189 577       | -370 881       | -193 728       |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles  | 4.7   | -9 717         | -12 774        | -5 825         |
| <b>Résultat brut d'exploitation</b>   |       | <b>120 128</b> | <b>192 724</b> | <b>112 364</b> |
| Coût du risque  | 4.8   | -18 306        | -23 265        | -6 738         |
| <b>Résultat d'exploitation</b>  |       | <b>101 822</b> | <b>169 459</b> | <b>105 626</b> |
| Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence   |       | 2 050          | 6 328          | 2 145          |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs  | 4.9   | -578           | -983           | -668           |
| Variations de valeur des écarts d'acquisition   |       |                |                |                |
| <b>Résultat avant impôt</b>   |       | <b>103 294</b> | <b>174 804</b> | <b>107 103</b> |
| Impôts sur les bénéfices  | 4.10  | -20 437        | -41 695        | -24 623        |
| Résultat net d'impôts des activités abandonnées   |       |                |                |                |
| <b>Résultat net</b>   |       | <b>82 857</b>  | <b>133 109</b> | <b>82 480</b>  |
| Participations ne donnant pas le contrôle   |       | 71             | 194            | 92             |
| <b>Résultat net part du Groupe</b>  |       | <b>82 786</b>  | <b>132 915</b> | <b>82 388</b>  |

## RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

| En milliers d'euros   | Notes       | 30/06/2019    | 31/12/2018      | 30/06/2018     |
|---|-------------|---------------|-----------------|----------------|
| <b>Résultat net</b>   |             | <b>82 857</b> | <b>133 109</b>  | <b>82 480</b>  |
| Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi  | 4.11        | -2 177        | -304            |                |
| Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre (1)                                       | 4.11        | -65           | 149             | 83             |
| Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (1)                               | 4.11        | 11 037        | -138 565        | -74 767        |
| <b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entreprises mises en équivalence</b> | <b>4.11</b> | <b>8 795</b>  | <b>-138 720</b> | <b>-74 684</b> |
| <b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, des entreprises mises en équivalence</b>  |             |               |                 |                |
| Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence      | 4.11        | -41           | 4 586           | 2 528          |
| Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence       |             |               |                 |                |
| <b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées</b>                     |             |               |                 |                |
| <b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>   | <b>4.11</b> | <b>8 754</b>  | <b>-134 134</b> | <b>-72 156</b> |
| Gains et pertes sur écarts de conversion  |             |               |                 |                |
| Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables   | 4.11        | 5 219         | -506            | 948            |
| Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture   |             |               |                 |                |
| <b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entreprises mises en équivalence</b>     | <b>4.11</b> | <b>5 219</b>  | <b>-506</b>     | <b>948</b>     |
| <b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence</b>       |             |               |                 |                |
| Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence          | 4.11        | -1 347        | 130             | -245           |
| Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence           |             |               |                 |                |
| <b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées</b>                         |             |               |                 |                |
| <b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>   | <b>4.11</b> | <b>3 872</b>  | <b>-376</b>     | <b>703</b>     |
| <b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres</b>   | <b>4.11</b> | <b>12 626</b> | <b>-134 510</b> | <b>-71 453</b> |
|   |             |               |                 |                |
| <b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>  |             | <b>95 483</b> | <b>-1 401</b>   | <b>11 027</b>  |
| Dont part du Groupe   |             | 95 412        | -1 595          | 10 935         |
| Dont participations ne donnant pas le contrôle  |             | 71            | 194             | 92             |
|   |             |               |                 |                |
| (1) Montant du transfert en réserves d'éléments non recyclables   | 4.11        |               | 109             | -41            |

## BILAN ACTIF

| En milliers d'euros   | Notes   | 30/06/2019        | 31/12/2018        |
|---|---------|-------------------|-------------------|
| Caisse, banques centrales   |         | 135 458           | 124 263           |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat  | 6.1     | 764 603           | 877 687           |
| <i>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</i>  |         | 50 739            | 37 728            |
| <i>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</i>  |         | 713 864           | 839 959           |
| Instruments dérivés de couverture   |         | 204               | 6 755             |
| Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres  | 3 - 6.2 | 2 584 920         | 2 569 908         |
| <i>Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables</i>               |         | 485 710           | 484 677           |
| <i>Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables</i> |         | 2 099 210         | 2 085 231         |
| Actifs financiers au coût amorti  | 3 - 6.3 | 25 788 449        | 25 509 511        |
| <i>Prêts et créances sur les établissements de crédit</i>   |         | 1 814 398         | 1 837 228         |
| <i>Prêts et créances sur la clientèle</i>   |         | 23 649 919        | 23 331 717        |
| <i>Titres de dettes</i>   |         | 324 132           | 340 566           |
| Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux  |         | 154 108           | 41 903            |
| Actifs d'impôts courants et différés  |         | 19 374            | 21 096            |
| Comptes de régularisation et actifs divers  |         | 546 382           | 471 377           |
| Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées  |         |                   |                   |
| Participations dans les entreprises mises en équivalence  |         | 79 677            | 77 592            |
| Immeubles de placement  | 6.6     | 135 271           | 126 756           |
| Immobilisations corporelles   | 6.7     | 157 117           | 131 622           |
| Immobilisations incorporelles   | 6.7     | 7 398             | 7 772             |
| Ecarts d'acquisition  | 6.8     |                   |                   |
| <b>Total de l'actif</b>   |         | <b>30 372 961</b> | <b>29 966 242</b> |

## BILAN PASSIF

| <i>En milliers d'euros</i>  | <b>Notes</b> | <b>30/06/2019</b> | <b>31/12/2018</b> |
|---|--------------|-------------------|-------------------|
| Banques centrales   |              |                   |                   |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat                                       | 6.1          | 145 694           | 131 054           |
| <i>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</i>                             |              | 59 657            | 46 696            |
| <i>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</i>                     |              | 86 037            | 84 358            |
| Instruments dérivés de couverture   |              | 264 915           | 116 807           |
| Passifs financiers au coût amorti   | 6.5          | 24 876 545        | 24 714 976        |
| <i>Dettes envers les établissements de crédit</i>                                       | 6.5          | 16 082 275        | 16 416 548        |
| <i>Dettes envers la clientèle</i>   | 6.5          | 8 057 063         | 7 505 496         |
| <i>Dettes représentées par un titre</i>   | 6.5          | 737 207           | 792 932           |
| Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux                                |              | 3 229             | 4 024             |
| Passifs d'impôts courants et différés   |              | 41 640            | 22 862            |
| Comptes de régularisation et passifs divers   |              | 424 501           | 344 753           |
| Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées     |              |                   |                   |
| Provisions  | 6.9          | 113 160           | 111 909           |
| Dettes subordonnées   | 6.10         | 184 605           | 314 141           |
| <b>Total dettes</b>   |              | <b>26 054 289</b> | <b>25 760 526</b> |
| <b>Capitaux propres</b>   | <b>6.11</b>  | <b>4 318 672</b>  | <b>4 205 716</b>  |
| <b>Capitaux propres part du Groupe</b>  |              | <b>4 314 490</b>  | <b>4 201 354</b>  |
| Capital et réserves liées   |              | 927 210           | 870 782           |
| Réserves consolidées  |              | 2 996 878         | 2 902 667         |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres                           |              | 307 616           | 294 990           |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur activités abandonnées |              |                   |                   |
| Résultat de l'exercice  |              | 82 786            | 132 915           |
| <b>Participations ne donnant pas le contrôle</b>  |              | <b>4 182</b>      | <b>4 362</b>      |
| <b>Total du passif</b>  |              | <b>30 372 961</b> | <b>29 966 242</b> |

# TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

|  | Part du Groupe            |  |                                     |  |   |   |   |   | Participations ne donnant pas le contrôle |                  |   |   |   | Capitaux propres consolidés |                  |   |
|--|---------------------------|--|-------------------------------------|--|---|---|---|---|---|------------------|---|---|---|-----------------------------|------------------|---|
|  | Capital et réserves liées |  |                                     |  | Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres |   |   |   | Résultat net                              | Capitaux propres | Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres |   |   |                             | Capitaux propres |   |
|  | Capital                   | Prime et Réserves consolidées liées au capital | Elimination des titres auto-détenus | Autres instruments de capitaux propres | Total Capital et Réserves consolidées                         | Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables | Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables | Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres |   |                  | Capital, réserves liées et résultat                           | Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables | Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables |                             |                  | Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres |
| <i>En milliers d'euros</i>   |                           |  |                                     |  |   |   |   |   |   |                  |   |   |   |                             |                  |   |
| <b>Capitaux propres au 1er janvier 2018</b>  | 398 306                   | 3 365 215                                      | -14 956                             |  | 3 748 565   | 3 329   | 426 171   | 429 500   |   | 4 178 065        | 3 272   | 1 149   |   | 1 149                       | 4 421            | 4 182 486   |
| Augmentation de capital  | 36 131                    |  |                                     |  | 36 131  |   |   |   |   | 36 131           |   |   |   |                             |                  | 36 131  |
| Variation des titres autodétenus   |                           |  | -384                                |  | -384  |   |   |   |   | -384             |   |   |   |                             |                  | -384  |
| Emissions d'instruments de capitaux propres  |                           |  |                                     |  |   |   |   |   |   |                  |   |   |   |                             |                  |   |
| Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres au 1er semestre 2018  |                           |  |                                     |  |   |   |   |   |   |                  |   |   |   |                             |                  |   |
| Dividendes versés au 1er semestre 2018   |                           | -37 600  |                                     |  | -37 600   |   |   |   |   | -37 600          | -251  |   |   |                             | -251             | -37 851   |
| Dividendes reçus des Caisses régionales et filiales  |                           |  |                                     |  |   |   |   |   |   |                  |   |   |   |                             |                  |   |
| Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle  |                           | 1  |                                     |  | 1   |   |   |   |   | 1                | -2  |   |   |                             | -2               | -1  |
| Mouvements liés aux paiements en actions   |                           |  |                                     |  |   |   |   |   |   |                  |   |   |   |                             |                  |   |
| Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires   | 36 131                    | -37 599  | -384                                |  | -1 852  |   |   |   |   | -1 852           | -253  |   |   |                             | -253             | -2 105  |
| Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres  |                           | 41   |                                     |  | 41  | 703   | -72 156   | -71 453   |   | -71 412          |   |   |   |                             |                  | -71 412   |
| Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves |                           | 41   |                                     |  | 41  |   |   | -41   |   | -41              |   |   |   |                             |                  |   |
| Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves   |                           |  |                                     |  |   |   | 62  | 62  |   | 62               |   |   |   |                             |                  | 62  |
| Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence                                  |                           | -184   |                                     |  | -184  |   |   |   |   | -184             |   |   |   |                             |                  | -184  |
| Résultat du 1er semestre 2018  |                           |  |                                     |  |   |   |   |   | 82 388                                    | 82 388           | 92  |   |   |                             | 92               | 82 480  |
| Autres variations  |                           | 25   |                                     |  | 25  |   |   |   |   | 25               |   |   |   |                             |                  | 25  |
| <b>Capitaux propres au 30 juin 2018</b>  | 434 437                   | 3 327 498                                      | -15 340                             |  | 3 746 595   | 4 032   | 354 015   | 358 047   | 82 388                                    | 4 187 030        | 3 111   | 1 149   |   | 1 149                       | 4 260            | 4 191 290   |
| Augmentation de capital  | 26 830                    |  |                                     |  | 26 830  |   |   |   |   | 26 830           |   |   |   |                             |                  | 26 830  |
| Variation des titres autodétenus   |                           |  | 134                                 |  | 134   |   |   |   |   | 134              |   |   |   |                             |                  | 134   |
| Emissions d'instruments de capitaux propres  |                           |  |                                     |  |   |   |   |   |   |                  |   |   |   |                             |                  |   |
| Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres au 2nd semestre 2018  |                           |  |                                     |  |   |   |   |   |   |                  |   |   |   |                             |                  |   |
| Dividendes versés au 2nd semestre 2018   |                           |  |                                     |  |   |   |   |   |   |                  |   |   |   |                             |                  |   |
| Dividendes reçus des Caisses régionales et filiales  |                           |  |                                     |  |   |   |   |   |   |                  |   |   |   |                             |                  |   |
| Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle  |                           |  |                                     |  |   |   |   |   |   |                  |   |   |   |                             |                  |   |
| Mouvements liés aux paiements en actions   |                           | 82   |                                     |  | 82  |   |   |   |   | 82               |   |   |   |                             |                  | 82  |
| Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires   | 26 830                    | 82   | 134                                 |  | 27 046  |   |   |   |   | 27 046           |   |   |   |                             |                  | 27 046  |
| Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres  |                           | -151   |                                     |  | -151  | -1 079  | -61 978   | -63 057   |   | -63 208          |   |   |   |                             |                  | -63 208   |
| Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves |                           | -164   |                                     |  | -164  |   | 164   | 164   |   |                  |   |   |   |                             |                  |   |
| Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves   |                           |  |                                     |  |   |   | -62   | -62   |   | -62              |   |   |   |                             |                  | -62   |
| Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence                                  |                           |  |                                     |  |   |   |   |   |   |                  |   |   |   |                             |                  |   |
| Résultat du 2nd semestre 2018  |                           |  |                                     |  |   |   |   |   | 50 527                                    | 50 527           | 102   |   |   |                             | 102              | 50 629  |
| Autres variations  |                           | -41  |                                     |  | -41   |   |   |   |   | -41              |   |   |   |                             |                  | -41   |
| <b>Capitaux propres au 31 décembre 2018</b>  | 461 267                   | 3 327 388                                      | -15 206                             |  | 3 773 449   | 2 953   | 292 037   | 294 990   | 132 915                                   | 4 201 354        | 3 213   | 1 149   |   | 1 149                       | 4 362            | 4 205 716   |
| Affectation du résultat 2018   |                           | 132 915  |                                     |  | 132 915   |   |   |   | -132 915                                  |                  |   |   |   |                             |                  |   |
| <b>Capitaux propres au 1er janvier 2019</b>  | 461 267                   | 3 460 303                                      | -15 206                             |  | 3 906 364   | 2 953   | 292 037   | 294 990   |   | 4 201 354        | 3 213   | 1 149   |   | 1 149                       | 4 362            | 4 205 716   |
| Impacts nouvelles normes   |                           |  |                                     |  |   |   |   |   |   |                  |   |   |   |                             |                  |   |
| <b>Capitaux propres au 1er janvier 2019 Retraité</b>   | 461 267                   | 3 460 303                                      | -15 206                             |  | 3 906 364   | 2 953   | 292 037   | 294 990   |   | 4 201 354        | 3 213   | 1 149   |   | 1 149                       | 4 362            | 4 205 716   |
| Augmentation de capital  | 56 385                    |  |                                     |  | 56 385  |   |   |   |   | 56 385           |   |   |   |                             |                  | 56 385  |
| Variation des titres autodétenus   |                           |  | 43                                  |  | 43  |   |   |   |   | 43               |   |   |   |                             |                  | 43  |
| Emissions d'instruments de capitaux propres  |                           |  |                                     |  |   |   |   |   |   |                  |   |   |   |                             |                  |   |
| Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres au 1er semestre 2019  |                           |  |                                     |  |   |   |   |   |   |                  |   |   |   |                             |                  |   |
| Dividendes versés au 1er semestre 2019   |                           | -38 794  |                                     |  | -38 794   |   |   |   |   | -38 794          | -251  |   |   |                             | -251             | -39 045   |
| Dividendes reçus des Caisses régionales et filiales  |                           |  |                                     |  |   |   |   |   |   |                  |   |   |   |                             |                  |   |
| Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle  |                           |  |                                     |  |   |   |   |   |   |                  |   |   |   |                             |                  |   |
| Mouvements liés aux paiements en actions   |                           |  |                                     |  |   |   |   |   |   |                  |   |   |   |                             |                  |   |
| Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires   | 56 385                    | -38 794  | 43                                  |  | 17 634  |   |   |   |   | 17 634           | -251  |   |   |                             | -251             | 17 383  |
| Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres  |                           |  |                                     |  |   | 3 872   | 8 754   | 12 626  |   | 12 626           |   |   |   |                             |                  | 12 626  |
| Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves |                           |  |                                     |  |   |   |   |   |   |                  |   |   |   |                             |                  |   |
| Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves   |                           |  |                                     |  |   |   | -49   | -49   |   | -49              |   |   |   |                             |                  | -49   |
| Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence                                  |                           | 35   |                                     |  | 35  |   |   |   |   | 35               |   |   |   |                             |                  | 35  |
| Résultat du 1er semestre 2019  |                           |  |                                     |  |   |   |   |   | 82 786                                    | 82 786           | 71  |   |   |                             | 71               | 82 857  |
| Autres variations  |                           | 56   | -1                                  |  | 55  |   |   |   |   | 55               |   |   |   |                             |                  | 55  |
| <b>Capitaux propres au 30 juin 2019</b>  | 517 652                   | 3 421 600                                      | -15 164                             |  | 3 924 088   | 6 825   | 300 791   | 307 616   | 82 786                                    | 4 314 490        | 3 033   | 1 149   |   | 1 149                       | 4 182            | 4 318 672   |

Les capitaux propres, part du Groupe, s'élèvent à 4,32 milliards d'euros au 30 juin 2019 contre 4,20 milliards au 31 décembre 2018. Leur évolution (hors impact IFRS9) résulte principalement des mouvements opposés suivants :

- augmentation de capital des Caisses Locales (56,39 millions d'euros), résultat du 1<sup>er</sup> semestre 2019 (82,79 millions d'euros) et écarts de réévaluation (+ 12,63 millions d'euros),
- distribution des dividendes de l'exercice 2018 (31,45 millions d'euros par la Caisse régionale Nord de France et 7,34 millions d'euros par les Caisses Locales).

## **TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE**

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les **activités opérationnelles** sont représentatives des activités génératrices de produits du groupe Crédit Agricole Nord de France.

Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les **activités d'investissement** représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles. Les titres de participation stratégiques inscrits dans les rubriques "Juste valeur par résultat" ou "Juste valeur par capitaux propres non recyclables" sont compris dans cette rubrique.

Les **activités de financement** résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

La notion de **trésorerie nette** comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.



| <i>En milliers d'euros</i>   | Notes | 30/06/2019      | 31/12/2018       | 30/06/2018       |
|--|-------|-----------------|------------------|------------------|
| <b>Résultat avant impôt</b>  |       | <b>103 294</b>  | <b>174 804</b>   | <b>107 103</b>   |
| Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles  |       | 9 717           | 12 776           | 5 825            |
| Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations                                       | 6.8   |                 |                  |                  |
| Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions   |       | 16 911          | 23 620           | 4 898            |
| Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence  |       | -2 050          | -6 328           | -2 145           |
| Résultat net des activités d'investissement  |       | 578             | 983              | 668              |
| Résultat net des activités de financement  |       | 7 950           | 19 905           | 9 919            |
| Autres mouvements  |       | 24 644          | 8 931            | 19 588           |
| <b>Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements</b> |       | <b>57 750</b>   | <b>59 887</b>    | <b>38 753</b>    |
| Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit   |       | -301 860        | 858 114          | -509 919         |
| Flux liés aux opérations avec la clientèle   |       | 250 181         | -1 272 598       | -262 165         |
| Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers                                 |       | 96 902          | -170 562         | -2 396           |
| Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers                                    |       | -37 877         | 147 464          | 253 837          |
| Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence  |       |                 | 1 540            | 1 540            |
| Impôts versés  |       | -1 351          | -52 375          | -23 428          |
| <b>Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</b>                       |       | <b>5 995</b>    | <b>-488 417</b>  | <b>-542 531</b>  |
| <b>Flux provenant des activités abandonnées</b>  |       |                 |                  |                  |
| <b>Total Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)</b>                             |       | <b>167 039</b>  | <b>-253 726</b>  | <b>-396 675</b>  |
| Flux liés aux participations (1)   |       | -1 539          | -4 056           | -2 134           |
| Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles   |       | -15 747         | -47 483          | -20 154          |
| Flux provenant des activités abandonnées   |       |                 |                  |                  |
| <b>Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)</b>                              |       | <b>-17 286</b>  | <b>-51 539</b>   | <b>-22 288</b>   |
| Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (2)   |       | 17 812          | 25 346           | -1 831           |
| Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (3)                                  |       | -145 964        | -37 686          | 45 431           |
| Flux provenant des activités abandonnées   |       |                 |                  |                  |
| <b>Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)</b>                                |       | <b>-128 152</b> | <b>-12 340</b>   | <b>43 600</b>    |
| <b>Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)</b>          |       |                 |                  |                  |
| <b>AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (A + B + C + D)</b>   |       | <b>21 601</b>   | <b>-317 605</b>  | <b>-375 363</b>  |
| <b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</b>   |       | <b>729 675</b>  | <b>1 047 260</b> | <b>1 047 260</b> |
| Solde net des comptes de caisse et banques centrales *   |       | 124 263         | 122 478          | 122 478          |
| Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **                         |       | 605 412         | 924 782          | 924 782          |
| <b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>  |       | <b>751 254</b>  | <b>729 675</b>   | <b>671 947</b>   |
| Solde net des comptes de caisse et banques centrales *   |       | 135 458         | 124 263          | 142 511          |
| Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **                         |       | 615 796         | 605 412          | 529 436          |
| <b>VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE ET DES EQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>                                   |       | <b>21 579</b>   | <b>-317 585</b>  | <b>-375 313</b>  |

\* composé du solde net du poste "Caisses et banques centrales", hors intérêts courus (y compris trésorerie des entités reclassées en activités destinées à être cédées).

\*\* composé du solde des postes "Comptes ordinaires débiteurs non douteux" et "Comptes et prêts au jour le jour non douteux" tels que détaillés en note 6.3 et des postes "Comptes ordinaires créditeurs" et "Comptes et emprunts au jour le jour" tels que détaillés en note 6.5 (hors intérêts courus et y compris opérations internes au Crédit Agricole).

(1) Cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation. Pour le 1<sup>er</sup> semestre 2019, l'impact net sur la trésorerie du groupe est dû notamment :

- à la participation à l'augmentation de capital par le Crédit Agricole Nord de France des sociétés SACAM FIRECA pour 2,18 millions d'euros, dont 0,65 million d'euros libérés et CA Régions Développement pour 0,56 million d'euros correspondant à la part restant à libérer.

(2) Le flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires comprend notamment :

- le paiement :
  - des intérêts aux parts sociales aux sociétaires à hauteur de 7,34 millions d'euros,
  - des dividendes CCI aux détenteurs de CCI pour un montant de 16,43 millions d'euros,
  - des dividendes CCA à Crédit Agricole SA pour 2,12 millions d'euros et à SACAM Mutualisation pour 12,90 millions d'euros.
- la souscription de parts sociales pour 56,39 millions d'euros dans les Caisses Locales.

(3) Ces autres flux concernent notamment :

- le remboursement d'un BMTN de Juin 2009 pour un montant de 125 millions d'euros,
- les amortissements liés aux 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> titrisations FCT Crédit Agricole Habitat pour un montant de 6,49 millions d'euros,
- le règlement des charges d'intérêts liées aux dettes subordonnées pour 12,50 millions d'euros.

# NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMÉS

## 1. Principes et Méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisés

### 1.1 Normes applicables et comparabilité

Les comptes consolidés intermédiaires résumés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Nord de France au 30 juin 2019 ont été préparés et sont présentés en conformité avec la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire, qui définit le contenu minimum de l'information, et qui identifie les principes de comptabilisation et d'évaluation devant être appliqués à un rapport financier intermédiaire.

Les normes et interprétations utilisées pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées par le groupe Crédit Agricole sur l'élaboration des comptes consolidés au 31 décembre 2018 établis, en application du règlement CE n°1606/2002, conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite « *carve out* »), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Elles ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2019 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2019.

Celles-ci portent sur :

| Normes, Amendements ou Interprétations  | Date de publication par l'Union européenne | Date de 1ère application : exercices ouverts à compter du                                    | Applicable dans le Groupe |
|---|--|--|---------------------------|
| <b>IFRS 16 Contrats de location</b><br>Remplacement d'IAS 17 sur la comptabilisation des contrats de location et des interprétations liées (IFRIC 4 Déterminer si un accord contient un contrat de location, SIC 15 Avantages dans les contrats de location et SIC 27 Evaluation de la substance des transactions impliquant la forme juridique d'un contrat de location) | 31 octobre 2017<br>(UE 2017/1986)          | 1 <sup>er</sup> janvier 2019   | Oui                       |
| <b>Amendement à IFRS 9 Instruments financiers</b><br>Options de remboursement anticipé avec pénalité négative   | 22 mars 2018<br>(UE 2018/498)              | 1 <sup>er</sup> janvier 2019<br>(1)  | Oui                       |
| <b>Interprétation IFRIC 23 Positions fiscales incertaines</b><br>Clarifications à IAS 12 <i>Impôt sur le résultat</i>   | 24 octobre 2018<br>(UE 2018/1595)          | 1 <sup>er</sup> janvier 2019   | Oui                       |
| <b>Améliorations des IFRS cycle 2015-2017 :</b><br>- IAS 12 Impôt sur le résultat<br>- IAS 23 Coût d'emprunt<br>- IFRS 3/IFRS 11 Regroupement d'entreprises   | 15 mars 2019<br>(UE 2019/412)              | 1 <sup>er</sup> janvier 2019<br>1 <sup>er</sup> janvier 2019<br>1 <sup>er</sup> janvier 2019 | Oui<br>Oui<br>Oui         |

|   |   |                                    |            |
|---|---|------------------------------------|------------|
| <p><b>Amendement à IAS 28 Participations dans des entreprises associées et des coentreprises</b><br/>Précisions pour l'investisseur sur la comptabilisation des intérêts long terme accordés à une entreprise associée / coentreprise</p> | <p>8 février 2019<br/>(UE 2019/237)</p> | <p>1<sup>er</sup> janvier 2019</p> | <p>Oui</p> |
| <p><b>Amendement à IAS 19 Avantages au personnel</b><br/>Clarifications sur les conséquences d'une modification, réduction ou liquidation de régime sur la détermination du coût des services rendus et de l'intérêt net</p>              | <p>14 mars 2019<br/>(UE 2019/402)</p>   | <p>1<sup>er</sup> janvier 2019</p> | <p>Oui</p> |

(1) Le Groupe a décidé d'appliquer de manière anticipée l'amendement à IFRS 9 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018

Ainsi, le groupe Crédit Agricole publie pour la première fois à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 ses états financiers IFRS en application de la norme IFRS 16 Contrats de location.

La norme IFRS 16 *Contrats de location* remplace la norme IAS 17 et toutes les interprétations liées (IFRIC 4 Déterminer si un accord contient un contrat de location, SIC 15 Avantages dans les contrats de location et SIC 27 Evaluation de la substance des transactions impliquant la forme juridique d'un contrat de location).

La principale évolution apportée par la norme IFRS 16 concerne la comptabilité des locataires. IFRS 16 impose pour les locataires un modèle visant à comptabiliser au bilan tous les contrats de location, avec la reconnaissance au passif d'une dette locative représentative des engagements sur toute la durée du contrat, et à l'actif un droit d'utilisation à amortir.

Pour la première application de la norme IFRS 16, le Groupe a choisi d'appliquer la méthode rétrospective modifiée sans retraitement des informations comparatives 2019 conformément au paragraphe C5(b) de la norme IFRS 16 pour les contrats antérieurement classés en contrats de location simple en application d'IAS 17. Selon cette approche, le Groupe a comptabilisé au 1<sup>er</sup> janvier 2019 une obligation locative évaluée à la valeur actualisée des paiements de loyers restants et un actif au titre du droit d'utilisation évalué au montant de la dette locative ajusté, le cas échéant, du montant des loyers payés d'avance ou à payer qui étaient comptabilisés dans l'état de la situation financière immédiatement avant la date de première application.

Pour les contrats de location précédemment classés en tant que contrats de location-financement, l'entité a reclassé la valeur comptable de l'actif locatif et du passif locatif en tant que droit d'utilisation et passif locatif à la date de première application.

L'application de la norme IFRS 16 n'a pas d'impact sur les capitaux propres.

A la date de transition, le Groupe a choisi d'appliquer les mesures simplificatrices suivantes proposées par la norme :

- Absence d'ajustement au titre des contrats dont le terme de la durée se situe dans les douze mois suivant la date de première application. Cela concerne notamment les baux 3/6/9 qui sont en situation de tacite prolongation à la date de première application.
- Absence d'ajustement au titre des contrats de location dont les biens sous-jacents sont de faible valeur.
- Ajustement du droit d'utilisation du montant comptabilisé au 31 décembre 2018 dans l'état de la situation financière au titre de la provision pour contrats déficitaires.
- Exclusion des coûts directs initiaux de l'évaluation du droit d'utilisation.

Le Groupe a également choisi de ne pas réapprécier si un contrat est ou contient un contrat de location à la date de transition. Pour les contrats conclus avant la date de transition, le Groupe a appliqué la norme IFRS 16 aux contrats identifiés comme des contrats de location en application d'IAS 17 et IFRIC 4.

Le taux d'actualisation applicable pour le calcul du droit d'utilisation et du passif de location est le taux d'endettement marginal à la date d'application initiale d'IFRS 16, fondé sur la durée résiduelle du contrat au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Les droits d'utilisation constatés à la date de première application concernent essentiellement des baux immobiliers (agences bancaires, immeubles de bureaux).

Les normes et interprétations publiées par l'IASB au 30 juin 2019 mais non encore adoptées par l'Union européenne ne sont pas applicables par le Groupe. Elles n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de la date prévue par l'Union européenne et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 30 juin 2019.

Cela concerne en particulier la norme IFRS 17.

La norme IFRS 17 Contrats d'assurance publiée en mai 2017 remplacera IFRS 4. Lors de sa réunion du 14 novembre 2018, l'IASB a proposé plusieurs amendements dont le report de la date d'application d'un an soit au 1<sup>er</sup> janvier 2022. Ces propositions d'amendements devraient faire l'objet d'une consultation publique (Exposure Draft) courant 2019.

Elle définit de nouveaux principes en matière de valorisation, de comptabilisation des passifs des contrats d'assurance et d'appréciation de leur profitabilité, ainsi qu'en matière de présentation. Courant 2017 et 2018, un cadrage du projet de mise en œuvre a été réalisé afin d'identifier les enjeux et les impacts de la norme pour les filiales assurance du Groupe. Au cours de l'année 2019, les travaux d'analyse et de préparation de mise en œuvre se sont poursuivis.

Par ailleurs, l'amendement IAS 1/IAS 8 Présentation des états financiers, publié par l'IASB et applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2020 sous réserve de son adoption par l'Union européenne, est sans enjeu majeur pour le Groupe.

Les comptes consolidés intermédiaires résumés sont destinés à actualiser les informations fournies dans les comptes consolidés au 31 décembre 2018 de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Nord de France et doivent être lus en complément de ces derniers. Aussi, seules les informations les plus significatives sur l'évolution de la situation financière et des performances de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Nord de France sont mentionnées dans ces comptes semestriels.

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des comptes consolidés exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations réalisées pour les instruments financiers évalués à leur juste valeur, les participations non consolidées, la valorisation des entreprises mises en équivalence, les régimes de retraites et autres avantages sociaux futurs ainsi que les plans de stock-options, les dépréciations de créances irrécouvrables, les provisions, la dépréciation des écarts d'acquisition et les actifs d'impôts différés.

## 1.2 Principes et méthodes comptables

### ➤ Contrats de location (IFRS 16)

Le groupe peut être bailleur ou preneur d'un contrat de location.

#### ✓ Contrats de location dont le groupe est bailleur

Les opérations de location sont analysées selon leur substance et leur réalité financière. Elles sont comptabilisées selon les cas, soit en opérations de location-financement, soit en opérations de location simple.

- S'agissant d'opérations de location-financement, elles sont assimilées à une vente d'immobilisation au locataire financée par un crédit accordé par le bailleur. L'analyse de la substance économique des opérations de location-financement conduit le bailleur à :
  - a) Sortir du bilan l'immobilisation louée ;
  - b) Constater une créance financière sur le client parmi les « actifs financiers au coût amorti » pour une valeur égale à la valeur actualisée au taux implicite du contrat des paiements de location à recevoir par le bailleur au titre du contrat de location, majorée de toute valeur résiduelle non garantie revenant au bailleur ;
  - c) Comptabiliser des impôts différés au titre des différences temporelles portant sur la créance financière et la valeur nette comptable de l'immobilisation louée.
  - d) Décomposer les produits correspondant aux loyers entre d'une part les intérêts d'autre part l'amortissement du capital.
- S'agissant d'opérations de location simple, le bailleur comptabilise les biens loués parmi les « immobilisations corporelles » à l'actif de son bilan et enregistre les produits de location de manière linéaire parmi les « produits des autres activités » au compte de résultat.

#### ✓ Contrats de location dont le groupe est preneur

Les opérations de location sont comptabilisées dans le bilan à la date de mise à disposition de l'actif loué. Le preneur constate un actif représentatif du droit d'utilisation de l'actif loué parmi les immobilisations corporelles pendant la durée estimée du contrat et une dette au titre de l'obligation de paiement des loyers parmi les passifs divers sur cette même durée.

La durée de location d'un contrat correspond à la durée non résiliable du contrat de location ajustée des options de prolongation du contrat que le preneur est raisonnablement certain d'exercer et option de résiliation que le preneur est raisonnablement certain de ne pas exercer.

En France, la durée retenue pour les baux commerciaux dits « 3/6/9 » est généralement de 9 ans avec une période initiale non résiliable de 3 ans.

La dette locative est comptabilisée pour un montant égal à la valeur actualisée des paiements de loyers sur la durée du contrat. Les paiements de loyers comprennent les loyers fixes, les loyers variables basés sur un taux ou un indice et les paiements que le preneur s'attend à payer au titre des garanties de valeur résiduelle, d'option d'achat ou de pénalité de résiliation anticipée. Les loyers variables qui ne dépendent pas d'un indice ou d'un taux et la TVA non déductible sur les loyers sont exclus du calcul de la dette et sont comptabilisés en charges générales d'exploitation.

Le taux d'actualisation applicable pour le calcul du droit d'utilisation et du passif de location est par défaut le taux d'endettement marginal du locataire sur la durée du contrat à la date de signature du contrat, lorsque le taux implicite n'est pas aisément déterminable.

La charge correspondant aux loyers est décomposée entre d'une part les intérêts et d'autre part l'amortissement du capital.

Le droit d'utilisation de l'actif est évalué à la valeur initiale de la dette locative augmentée des coûts directs initiaux, des paiements d'avance et des coûts de remise en état. Il est amorti sur la durée estimée du contrat.

La dette locative et le droit d'utilisation peuvent être ajustés en cas de modification du contrat de location, de réestimation de la durée de location ou de révision des loyers liée à l'application d'indices ou de taux.

Des impôts différés sont comptabilisés au titre des différences temporelles des droits d'utilisation et des passifs de location chez le preneur.

Conformément à l'exception prévue par la norme, les contrats de location à court terme (durée initiale inférieure à douze mois) et les contrats de location dont la valeur à neuf du bien loué est de faible valeur ne sont pas comptabilisés au bilan, les charges de location correspondantes sont enregistrées de manière linéaire dans le compte de résultat parmi les charges générales d'exploitation.

Conformément aux dispositions prévues par la norme, le Groupe n'applique pas la norme IFRS 16 aux contrats de location d'immobilisations incorporelles.

## ***2. Principales opérations de structure et événements significatifs de la période***

Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 30 juin 2019 sont présentés de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 12 Périmètre de consolidation au 30 juin 2019.

Au 30/06/2019, une nouvelle entité (FCT Crédit Agricole Habitat 2019) a été consolidée au sein du groupe Crédit Agricole, née d'une opération de titrisation réalisée par les 39 Caisses régionales et LCL, le 23 mai 2019. Cette transaction est le second RMBS français auto-souscrit du Groupe.

Cette opération s'est traduite par une cession de crédits à l'habitat originés par les 39 Caisses régionales et LCL au FCT Crédit Agricole Habitat 2019 pour un montant de 15 milliards d'euros et une souscription le même jour par les établissements ayant cédé les crédits, des titres émis par le FCT.

Dans le cadre de cette titrisation interne au Groupe, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Nord de France a cédé, à l'origine, des crédits habitat pour un montant de 758 millions d'euros au FCT Crédit Agricole Habitat 2019. Elle a souscrit des obligations senior pour 648,1 millions d'euros et pour 109,9 millions d'euros de titres subordonnés.

### **3. Risque de crédit**

(Cf. Chapitre « Facteurs de risque – Risque de crédit »)

#### **Variation des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes sur la période**

Les corrections de valeur pour pertes correspondent aux dépréciations sur actifs et aux provisions sur engagement hors bilan comptabilisées en résultat net (Coût du risque) au titre du risque de crédit.

Les tableaux suivants présentent un rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des corrections de valeur pour perte comptabilisées en Coût du risque et des valeurs comptables associées, par catégorie comptable et type d'instruments.



**ACTIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI : TITRES DE DETTES**

|  | Actifs sains                               |                                  |   |                                  | Actifs dépréciés (Bucket 3) |                                  | Total                      |                                      |                                  |
|--|--|----------------------------------|---|----------------------------------|-----------------------------|----------------------------------|----------------------------|--------------------------------------|----------------------------------|
|  | Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1) |                                  | Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2) |                                  | Valeur comptable brute      | Correction de valeur pour pertes | Valeur comptable brute (a) | Correction de valeur pour pertes (b) | Valeur nette comptable (a) + (b) |
|  | Valeur comptable brute                     | Correction de valeur pour pertes | Valeur comptable brute                        | Correction de valeur pour pertes |                             |                                  |                            |                                      |                                  |
| <i>En milliers d'euros</i>   |  |                                  |   |                                  |                             |                                  |                            |                                      |                                  |
| <b>Au 1er janvier 2019</b>   | 340 663                                    | -97                              |   |                                  |                             |                                  | 340 663                    | -97                                  | 340 566                          |
| <b>Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre</b>   |  |                                  |   |                                  |                             |                                  |                            |                                      |                                  |
| Transferts de Bucket 1 vers Bucket 2   |  |                                  |   |                                  |                             |                                  |                            |                                      |                                  |
| Retour de Bucket 2 vers Bucket 1   |  |                                  |   |                                  |                             |                                  |                            |                                      |                                  |
| Transferts vers Bucket 3 (1)   |  |                                  |   |                                  |                             |                                  |                            |                                      |                                  |
| Retour de Bucket 3 vers Bucket 2 / Bucket 1  |  |                                  |   |                                  |                             |                                  |                            |                                      |                                  |
| <b>Total après transferts</b>  | 340 663                                    | -97                              |   |                                  |                             |                                  | 340 663                    | -97                                  | 340 566                          |
| <b>Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes</b>   | -16 443                                    | 9                                |   |                                  |                             |                                  | -16 443                    | 9                                    |                                  |
| Nouvelle production : achat, octroi, origination,...(2)  | 57 821                                     | -1                               |   |                                  |                             |                                  | 57 821                     | -1                                   |                                  |
| Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...   | -74 264                                    | 6                                |   |                                  |                             |                                  | -74 264                    | 6                                    |                                  |
| Passages à perte   |  |                                  |   |                                  |                             |                                  |                            |                                      |                                  |
| Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières   |  |                                  |   |                                  |                             |                                  |                            |                                      |                                  |
| Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période  |  | 3                                |   |                                  |                             |                                  |                            | 3                                    |                                  |
| Changements dans le modèle / méthodologie  |  |                                  |   |                                  |                             |                                  |                            |                                      |                                  |
| Variations de périmètre  |  |                                  |   |                                  |                             |                                  |                            |                                      |                                  |
| Transferts en actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées   |  |                                  |   |                                  |                             |                                  |                            |                                      |                                  |
| Autres   |  | 1                                |   |                                  |                             |                                  |                            | 1                                    |                                  |
| <b>Total</b>   | 324 220                                    | -88                              |   |                                  |                             |                                  | 324 220                    | -88                                  | 324 132                          |
| Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3) |  |                                  |   |                                  |                             |                                  |                            |                                      |                                  |
| <b>Au 30 juin 2019</b>   | 324 220                                    | -88                              |   |                                  |                             |                                  | 324 220                    | -88                                  | 324 132                          |
| Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution                                    |  |                                  |   |                                  |                             |                                  |                            |                                      |                                  |

(1) Les transferts vers le Bucket 3 correspondent à des encours classés initialement en Bucket 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Bucket 3, ou en Bucket 2 puis en Bucket 3.

(2) Les originations en Bucket 2 peuvent inclure des encours originés en Bucket 1 reclassés en Bucket 2 au cours de la période.

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif).

**ACTIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI : PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT (HORS OPÉRATIONS INTERNES AU CRÉDIT AGRICOLE)**

|  | Actifs sains                               |                                  |   |                                  | Actifs dépréciés (Bucket 3) |                                  | Total                      |                                      |                                  |
|--|--|----------------------------------|---|----------------------------------|-----------------------------|----------------------------------|----------------------------|--------------------------------------|----------------------------------|
|  | Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1) |                                  | Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2) |                                  | Valeur comptable brute      | Correction de valeur pour pertes | Valeur comptable brute (a) | Correction de valeur pour pertes (b) | Valeur nette comptable (a) + (b) |
|  | Valeur comptable brute                     | Correction de valeur pour pertes | Valeur comptable brute                        | Correction de valeur pour pertes |                             |                                  |                            |                                      |                                  |
| <i>En milliers d'euros</i>   |  |                                  |   |                                  |                             |                                  |                            |                                      |                                  |
| <b>Au 1er janvier 2019</b>   | <b>270 261</b>                             |                                  | <b>64</b>                                     |                                  |                             |                                  | <b>270 325</b>             |                                      | <b>270 325</b>                   |
| <b>Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre</b>   |  |                                  |   |                                  |                             |                                  |                            |                                      |                                  |
| Transferts de Bucket 1 vers Bucket 2   |  |                                  |   |                                  |                             |                                  |                            |                                      |                                  |
| Retour de Bucket 2 vers Bucket 1   |  |                                  |   |                                  |                             |                                  |                            |                                      |                                  |
| Transferts vers Bucket 3 (1)   |  |                                  |   |                                  |                             |                                  |                            |                                      |                                  |
| Retour de Bucket 3 vers Bucket 2 / Bucket 1  |  |                                  |   |                                  |                             |                                  |                            |                                      |                                  |
| <b>Total après transferts</b>  | <b>270 261</b>                             |                                  | <b>64</b>                                     |                                  |                             |                                  | <b>270 325</b>             |                                      | <b>270 325</b>                   |
| <b>Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes</b>   |  |                                  |   |                                  |                             |                                  |                            |                                      |                                  |
| Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)   |  |                                  |   |                                  |                             |                                  |                            |                                      |                                  |
| Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...   |  |                                  |   |                                  |                             |                                  |                            |                                      |                                  |
| Passages à perte   |  |                                  |   |                                  |                             |                                  |                            |                                      |                                  |
| Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières   |  |                                  |   |                                  |                             |                                  |                            |                                      |                                  |
| Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période  |  |                                  |   |                                  |                             |                                  |                            |                                      |                                  |
| Changements dans le modèle / méthodologie  |  |                                  |   |                                  |                             |                                  |                            |                                      |                                  |
| Variations de périmètre  |  |                                  |   |                                  |                             |                                  |                            |                                      |                                  |
| Transferts en actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées   |  |                                  |   |                                  |                             |                                  |                            |                                      |                                  |
| Autres   |  |                                  |   |                                  |                             |                                  |                            |                                      |                                  |
| <b>Total</b>   | <b>270 261</b>                             |                                  | <b>64</b>                                     |                                  |                             |                                  | <b>270 325</b>             |                                      | <b>270 325</b>                   |
| Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3) | -4 500                                     |                                  | -59   |                                  |                             |                                  | -4 559                     |                                      |                                  |
| <b>Au 30 juin 2019</b>   | <b>265 761</b>                             |                                  | <b>5</b>                                      |                                  |                             |                                  | <b>265 766</b>             |                                      | <b>265 766</b>                   |
| Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution                                    |  |                                  |   |                                  |                             |                                  |                            |                                      |                                  |

1) Les transferts vers le Bucket 3 correspondent à des encours classés initialement en Bucket 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Bucket 3, ou en Bucket 2 puis en Bucket 3.

(2) Les originations en Bucket 2 peuvent inclure des encours originés en Bucket 1 reclassés en Bucket 2 au cours de la période.

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurés (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées.

**ACTIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI : PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE**

|  | Actifs sains                               |                                  |   |                                  | Actifs dépréciés (Bucket 3) |                                  | Total                      |                                      |                                  |
|--|--|----------------------------------|---|----------------------------------|-----------------------------|----------------------------------|----------------------------|--------------------------------------|----------------------------------|
|  | Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1) |                                  | Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2) |                                  | Valeur comptable brute      | Correction de valeur pour pertes | Valeur comptable brute (a) | Correction de valeur pour pertes (b) | Valeur nette comptable (a) + (b) |
|  | Valeur comptable brute                     | Correction de valeur pour pertes | Valeur comptable brute                        | Correction de valeur pour pertes |                             |                                  |                            |                                      |                                  |
| <i>En milliers d'euros</i>   |  |                                  |   |                                  |                             |                                  |                            |                                      |                                  |
| <b>Au 1er janvier 2019</b>   | <b>21 899 392</b>                          | <b>-25 603</b>                   | <b>1 343 300</b>                              | <b>-75 368</b>                   | <b>459 177</b>              | <b>-269 181</b>                  | <b>23 701 869</b>          | <b>-370 152</b>                      | <b>23 331 717</b>                |
| <b>Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre</b>   | <b>-8 362</b>                              | <b>-5 192</b>                    | <b>-25 582</b>                                | <b>15 125</b>                    | <b>33 944</b>               | <b>-20 463</b>                   |                            | <b>-10 530</b>                       |                                  |
| Transferts de Bucket 1 vers Bucket 2   | -502 306                                   | 1 978                            | 502 306                                       | -9 114                           |                             |                                  |                            | -7 136                               |                                  |
| Retour de Bucket 2 vers Bucket 1   | 507 918                                    | -7 281                           | -507 918                                      | 22 220                           |                             |                                  |                            | 14 939                               |                                  |
| Transferts vers Bucket 3 (1)   | -26 246                                    | 169                              | -32 001                                       | 3 050                            | 58 247                      | -28 324                          |                            | -25 105                              |                                  |
| Retour de Bucket 3 vers Bucket 2 / Bucket 1  | 12 272                                     | -58                              | 12 031  | -1 031                           | -24 303                     | 7 861                            |                            | 6 772                                |                                  |
| <b>Total après transferts</b>  | <b>21 891 030</b>                          | <b>-30 795</b>                   | <b>1 317 718</b>                              | <b>-60 243</b>                   | <b>493 121</b>              | <b>-289 644</b>                  | <b>23 701 869</b>          | <b>-380 682</b>                      | <b>23 321 187</b>                |
| <b>Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes</b>   | <b>385 870</b>                             | <b>6 742</b>                     | <b>-46 318</b>                                | <b>-22 368</b>                   | <b>-53 501</b>              | <b>18 583</b>                    | <b>286 051</b>             | <b>2 957</b>                         |                                  |
| Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)   | 2 646 813                                  | -3 998                           | 86 290  | -8 690                           |                             |                                  | 2 733 103                  | -12 688                              |                                  |
| Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...   | -2 260 943                                 | 2 840                            | -132 243                                      | 6 542                            | -45 732                     | 26 417                           | -2 438 918                 | 35 799                               |                                  |
| Passages à perte   |  |                                  |   |                                  | -7 769                      | 6 411                            | -7 769                     | 6 411                                |                                  |
| Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières   |  |                                  | -365  | 3                                |                             | 164                              | -365                       | 167                                  |                                  |
| Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période  |  | 7 900                            |   | -20 223                          |                             | -16 377                          |                            | -28 700                              |                                  |
| Changements dans le modèle / méthodologie  |  |                                  |   |                                  |                             |                                  |                            |                                      |                                  |
| Variations de périmètre  |  |                                  |   |                                  |                             |                                  |                            |                                      |                                  |
| Transferts en actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées   |  |                                  |   |                                  |                             |                                  |                            |                                      |                                  |
| Autres   |  |                                  |   |                                  |                             | 1 968                            |                            | 1 968                                |                                  |
| <b>Total</b>   | <b>22 276 900</b>                          | <b>-24 053</b>                   | <b>1 271 400</b>                              | <b>-82 611</b>                   | <b>439 620</b>              | <b>-271 061</b>                  | <b>23 987 920</b>          | <b>-377 725</b>                      | <b>23 610 195</b>                |
| Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3) | 27 967                                     |                                  | -34   |                                  | 11 791                      |                                  | 39 724                     |                                      |                                  |
| <b>Au 30 juin 2019</b>   | <b>22 304 867</b>                          | <b>-24 053</b>                   | <b>1 271 366</b>                              | <b>-82 611</b>                   | <b>451 411</b>              | <b>-271 061</b>                  | <b>24 027 644</b>          | <b>-377 725</b>                      | <b>23 649 919</b>                |
| Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution                                    |  |                                  |   |                                  |                             |                                  |                            |                                      |                                  |

(1) Les transferts vers le Bucket 3 correspondent à des encours classés initialement en Bucket 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Bucket 3, ou en Bucket 2 puis en Bucket 3.

(2) Les originations en Bucket 2 peuvent inclure des encours originés en Bucket 1 reclassés en Bucket 2 au cours de la période.

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurés (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées.

## ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES : TITRES DE DETTES

|  | Actifs sains                               |                                  |   |                                  | Actifs dépréciés (Bucket 3) |                                  | Total            |                                  |
|--|--|----------------------------------|---|----------------------------------|-----------------------------|----------------------------------|------------------|----------------------------------|
|  | Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1) |                                  | Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2) |                                  | Valeur comptable            | Correction de valeur pour pertes | Valeur comptable | Correction de valeur pour pertes |
|  | Valeur comptable                           | Correction de valeur pour pertes | Valeur comptable                              | Correction de valeur pour pertes |                             |                                  |                  |                                  |
| <i>En milliers d'euros</i>   |  |                                  |   |                                  |                             |                                  |                  |                                  |
| <b>Au 1er janvier 2019</b>   | 484 677                                    | -281                             |   |                                  |                             |                                  | 484 677          | -281                             |
| <b>Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre</b>   |  |                                  |   |                                  |                             |                                  |                  |                                  |
| Transferts de Bucket 1 vers Bucket 2   |  |                                  |   |                                  |                             |                                  |                  |                                  |
| Retour de Bucket 2 vers Bucket 1   |  |                                  |   |                                  |                             |                                  |                  |                                  |
| Transferts vers Bucket 3 (3)   |  |                                  |   |                                  |                             |                                  |                  |                                  |
| Retour de Bucket 3 vers Bucket 2 / Bucket 1  |  |                                  |   |                                  |                             |                                  |                  |                                  |
| <b>Total après transferts</b>  | 484 677                                    | -281                             |   |                                  |                             |                                  | 484 677          | -281                             |
| <b>Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes</b>   | 1 033                                      | 73                               |   |                                  |                             |                                  | 1 033            | 73                               |
| Réévaluation de juste valeur sur la période  | 5 220                                      |                                  |   |                                  |                             |                                  | 5 220            |                                  |
| Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)   | 4 892                                      | -1                               |   |                                  |                             |                                  | 4 892            | -1                               |
| Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...   | -9 079                                     | 74                               |   |                                  |                             |                                  | -9 079           | 74                               |
| Passages à perte   |  |                                  |   |                                  |                             |                                  |                  |                                  |
| Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières   |  |                                  |   |                                  |                             |                                  |                  |                                  |
| Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période  |  |                                  |   |                                  |                             |                                  |                  |                                  |
| Changements dans le modèle / méthodologie  |  |                                  |   |                                  |                             |                                  |                  |                                  |
| Variations de périmètre  |  |                                  |   |                                  |                             |                                  |                  |                                  |
| Transferts en actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées   |  |                                  |   |                                  |                             |                                  |                  |                                  |
| Autres   |  |                                  |   |                                  |                             |                                  |                  |                                  |
| <b>Total</b>   | 485 710                                    | -208                             |   |                                  |                             |                                  | 485 710          | -208                             |
| Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3) |  |                                  |   |                                  |                             |                                  |                  |                                  |
| <b>Au 30 juin 2019</b>   | 485 710                                    | -208                             |   |                                  |                             |                                  | 485 710          | -208                             |
| Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution                                    |  |                                  |   |                                  |                             |                                  |                  |                                  |

(1) Les transferts vers le Bucket 3 correspondent à des encours classés initialement en Bucket 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Bucket 3, ou en Bucket 2 puis en Bucket 3.

(2) Les originations en Bucket 2 peuvent inclure des encours originés en Bucket 1 reclassés en Bucket 2 au cours de la période.

(3) Inclut les impacts relatifs à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes)

**ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT (HORS OPÉRATIONS INTERNES AU CRÉDIT AGRICOLE)**

|   | Engagements sains                               |                                  |  |                                  | Engagements dépréciés (Bucket 3) |                                  | Total                       |                                      |                                       |
|---|---|----------------------------------|--|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|-----------------------------|--------------------------------------|---------------------------------------|
|   | Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1) |                                  | Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2) |                                  | Montant de l'engagement          | Correction de valeur pour pertes | Montant de l'engagement (a) | Correction de valeur pour pertes (b) | Montant net de l'engagement (a) + (b) |
|   | Montant de l'engagement                         | Correction de valeur pour pertes | Montant de l'engagement                            | Correction de valeur pour pertes |                                  |                                  |                             |                                      |                                       |
| <i>En milliers d'euros</i>  |   |                                  |  |                                  |                                  |                                  |                             |                                      |                                       |
| <b>Au 1er janvier 2019</b>  | <b>2 125 132</b>                                | <b>-2 519</b>                    | <b>27 809</b>                                      | <b>-2 533</b>                    | <b>20 533</b>                    |                                  | <b>2 173 474</b>            | <b>-5 052</b>                        | <b>2 168 422</b>                      |
| <b>Transferts d'engagements en cours de vie d'un bucket à l'autre</b>                   | <b>-7 708</b>                                   | <b>-58</b>                       | <b>7 708</b>                                       | <b>-59</b>                       |                                  |                                  |                             | <b>-117</b>                          |                                       |
| Transferts de Bucket 1 vers Bucket 2  | -17 922   | 104                              | 17 922   | -421                             |                                  |                                  |                             | -317                                 |                                       |
| Retour de Bucket 2 vers Bucket 1  | 10 214  | -162                             | -10 214  | 362                              |                                  |                                  |                             | 200                                  |                                       |
| Transferts vers Bucket 3 (1)  |   |                                  |  |                                  |                                  |                                  |                             |                                      |                                       |
| Retour de Bucket 3 vers Bucket 2 / Bucket 1   |   |                                  |  |                                  |                                  |                                  |                             |                                      |                                       |
| <b>Total après transferts</b>   | <b>2 117 424</b>                                | <b>-2 577</b>                    | <b>35 517</b>                                      | <b>-2 592</b>                    | <b>20 533</b>                    |                                  | <b>2 173 474</b>            | <b>-5 169</b>                        | <b>2 168 305</b>                      |
| <b>Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes</b> | <b>47 313</b>                                   | <b>491</b>                       | <b>7 526</b>                                       | <b>-985</b>                      | <b>3 456</b>                     | <b>-6 602</b>                    | <b>58 295</b>               | <b>-7 096</b>                        |                                       |
| Nouveaux engagements donnés (2)   | 991 806   | -1 103                           | 25 796   | -1 771                           |                                  |                                  | 1 017 602                   | -2 874                               |                                       |
| Extinction des engagements  | -944 694  | 1 069                            | -18 071  | 1 118                            |                                  |                                  | -962 765                    | 2 187                                |                                       |
| Passages à perte  |   |                                  |  |                                  |                                  |                                  |                             |                                      |                                       |
| Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières        |   |                                  |  |                                  |                                  |                                  |                             |                                      |                                       |
| Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période                 |   | 525                              |  | -332                             |                                  | -878                             |                             | -685                                 |                                       |
| Changements dans le modèle / méthodologie   |   |                                  |  |                                  |                                  |                                  |                             |                                      |                                       |
| Transferts en actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées        |   |                                  |  |                                  |                                  |                                  |                             |                                      |                                       |
| Autres  | 201   |                                  | -199   |                                  | 3 456                            | -5 724                           | 3 458                       | -5 724                               |                                       |
| <b>Au 30 juin 2019</b>  | <b>2 164 737</b>                                | <b>-2 086</b>                    | <b>43 043</b>                                      | <b>-3 577</b>                    | <b>23 989</b>                    | <b>-6 602</b>                    | <b>2 231 769</b>            | <b>-12 265</b>                       | <b>2 219 504</b>                      |

(1) Les transferts vers le Bucket 3 correspondent à des engagements classés initialement en Bucket 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Bucket 3, ou en Bucket 2 puis en Bucket 3.

(2) Les nouveaux engagements donnés en Bucket 2 peuvent inclure des engagements originés en Bucket 1 reclassés en Bucket 2 au cours de la période.

## ENGAGEMENTS DE GARANTIE (HORS OPÉRATIONS INTERNES AU CRÉDIT AGRICOLE)

|   | Engagements sains                               |                                  |  |                                  | Engagements dépréciés (Bucket 3) |                                  | Total                       |                                      |                                       |
|---|---|----------------------------------|--|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|-----------------------------|--------------------------------------|---------------------------------------|
|   | Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1) |                                  | Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2) |                                  | Montant de l'engagement          | Correction de valeur pour pertes | Montant de l'engagement (a) | Correction de valeur pour pertes (b) | Montant net de l'engagement (a) + (b) |
|   | Montant de l'engagement                         | Correction de valeur pour pertes | Montant de l'engagement                            | Correction de valeur pour pertes |                                  |                                  |                             |                                      |                                       |
| <i>En milliers d'euros</i>  |   |                                  |  |                                  |                                  |                                  |                             |                                      |                                       |
| <b>Au 1er janvier 2019</b>  | <b>755 249</b>                                  | <b>-646</b>                      | <b>55 326</b>                                      | <b>-8 613</b>                    | <b>6 037</b>                     | <b>-2 878</b>                    | <b>816 612</b>              | <b>-12 137</b>                       | <b>804 475</b>                        |
| <b>Transferts d'engagements en cours de vie d'un bucket à l'autre</b>                   | <b>-776</b>                                     | <b>-14</b>                       | <b>776</b>   | <b>16</b>                        |                                  |                                  |                             | <b>2</b>                             |                                       |
| Transferts de Bucket 1 vers Bucket 2  | -2 122  | 9                                | 2 122  | -47                              |                                  |                                  |                             | -38                                  |                                       |
| Retour de Bucket 2 vers Bucket 1  | 1 346   | -23                              | -1 346   | 63                               |                                  |                                  |                             | 40                                   |                                       |
| Transferts vers Bucket 3 (1)  |   |                                  |  |                                  |                                  |                                  |                             |                                      |                                       |
| Retour de Bucket 3 vers Bucket 2 / Bucket 1   |   |                                  |  |                                  |                                  |                                  |                             |                                      |                                       |
| <b>Total après transferts</b>   | <b>754 473</b>                                  | <b>-660</b>                      | <b>56 102</b>                                      | <b>-8 597</b>                    | <b>6 037</b>                     | <b>-2 878</b>                    | <b>816 612</b>              | <b>-12 135</b>                       | <b>804 477</b>                        |
| <b>Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes</b> | <b>76 988</b>                                   | <b>208</b>                       | <b>1 790</b>                                       | <b>1 060</b>                     | <b>530</b>                       | <b>-552</b>                      | <b>79 308</b>               | <b>716</b>                           |                                       |
| Nouveaux engagements donnés (2)   | 226 342   | -51                              | 53 162   | -445                             |                                  |                                  | 279 504                     | -496                                 |                                       |
| Extinction des engagements  | -149 354  | 108                              | -51 372  | 63                               | -497                             | 497                              | -201 223                    | 668                                  |                                       |
| Passages à perte  |   |                                  |  |                                  |                                  |                                  |                             |                                      |                                       |
| Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières        |   |                                  |  |                                  |                                  |                                  |                             |                                      |                                       |
| Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période                 |   | 151                              |  | 1 442                            |                                  | -1 049                           |                             | 544                                  |                                       |
| Changements dans le modèle / méthodologie   |   |                                  |  |                                  |                                  |                                  |                             |                                      |                                       |
| Transferts en actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées        |   |                                  |  |                                  |                                  |                                  |                             |                                      |                                       |
| Autres  |   |                                  |  |                                  | 1 027                            |                                  | 1 027                       |                                      |                                       |
| <b>Au 30 juin 2019</b>  | <b>831 461</b>                                  | <b>-452</b>                      | <b>57 892</b>                                      | <b>-7 537</b>                    | <b>6 567</b>                     | <b>-3 430</b>                    | <b>895 920</b>              | <b>-11 419</b>                       | <b>884 501</b>                        |

(1) Les transferts vers le Bucket 3 correspondent à des engagements classés initialement en Bucket 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Bucket 3, ou en Bucket 2 puis en Bucket 3.

(2) Les nouveaux engagements donnés en Bucket 2 peuvent inclure des engagements originés en Bucket 1 reclassés en Bucket 2 au cours de la période.

## 4. Notes relatives au résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

### 4.1 Produits et Charges d'intérêts

| <i>En milliers d'euros</i>  | 30/06/2019      | 31/12/2018      | 30/06/2018      |
|---|-----------------|-----------------|-----------------|
| <b>Sur les actifs financiers au coût amorti</b>                         | <b>277 110</b>  | <b>597 842</b>  | <b>280 350</b>  |
| Opérations avec les établissements de crédit                            | 1 713           | 3 539           | 1 921           |
| Opérations internes au Crédit Agricole                                  | 23 896          | 95 559          | 31 538          |
| Opérations avec la clientèle  | 249 875         | 495 094         | 244 935         |
| Opérations de location-financement                                      |                 |                 |                 |
| Titres de dettes  | 1 626           | 3 650           | 1 956           |
| <b>Sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b> | <b>490</b>      | <b>1 352</b>    | <b>541</b>      |
| Opérations avec les établissements de crédit                            |                 |                 |                 |
| Opérations avec la clientèle  |                 |                 |                 |
| Titres de dettes  | 490             | 1 352           | 541             |
| <b>Intérêts courus et échus des instruments de couverture</b>           | <b>2 387</b>    | <b>8 147</b>    | <b>3 963</b>    |
| <b>Autres intérêts et produits assimilés</b>                            |                 |                 |                 |
| <b>Produits d'intérêts (1) (2)</b>                                      | <b>279 987</b>  | <b>607 341</b>  | <b>284 854</b>  |
| <b>Sur les passifs financiers au coût amorti</b>                        | <b>-132 750</b> | <b>-328 365</b> | <b>-136 865</b> |
| Opérations avec les établissements de crédit                            | -2 453          | -5 207          | -2 801          |
| Opérations internes au Crédit Agricole                                  | -85 768         | -169 887        | -81 698         |
| Opérations avec la clientèle  | -27 212         | -42 105         | -20 804         |
| Opérations de location-financement                                      |                 |                 |                 |
| Dettes représentées par un titre  | -9 477          | -91 343         | -21 664         |
| Dettes subordonnées   | -7 840          | -19 823         | -9 898          |
| <b>Intérêts courus et échus des instruments de couverture</b>           | <b>-22 681</b>  | <b>-54 020</b>  | <b>-26 672</b>  |
| <b>Autres intérêts et charges assimilées</b>                            | <b>-47</b>      |                 |                 |
| <b>Charges d'intérêts</b>   | <b>-155 478</b> | <b>-382 385</b> | <b>-163 537</b> |

(1) dont 3 371 milliers d'euros sur créances dépréciées (Bucket 3) au 30 juin 2019.

(2) dont 4 934 milliers d'euros correspondant à des bonifications reçues de l'Etat au 30 juin 2019.

### 4.2 Produits et charges de commissions

| <i>En milliers d'euros</i>   | 30/06/2019     |                |                | 31/12/2018     |                |                | 30/06/2018     |                |                |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
|  | Produits       | Charges        | Net            | Produits       | Charges        | Net            | Produits       | Charges        | Net            |
| Sur opérations avec les établissements de crédit                                 | 214            | -223           | -9             | 590            | -398           | 192            | 217            | -201           | 16             |
| Sur opérations internes au Crédit Agricole                                       | 14 936         | -15 022        | -86            | 27 319         | -29 444        | -2 125         | 12 953         | -14 935        | -1 982         |
| Sur opérations avec la clientèle   | 41 208         | -953           | 40 255         | 82 859         | -2 075         | 80 784         | 41 461         | -983           | 40 478         |
| Sur opérations sur titres  |                | -163           | -163           |                | -164           | -164           |                | -164           | -164           |
| Sur opérations de change   | 155            | -2             | 153            | 203            | -3             | 200            | 98             | -1             | 97             |
| Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan        | 397            |                | 397            | 1 282          |                | 1 282          | 302            |                | 302            |
| Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers | 88 201         | -9 594         | 78 607         | 174 331        | -19 539        | 154 792        | 86 091         | -9 433         | 76 658         |
| Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues                                  | 4 509          |                | 4 509          | 10 181         |                | 10 181         | 7 537          |                | 7 537          |
| <b>Total Produits nets et charges des commissions</b>                            | <b>149 620</b> | <b>-25 957</b> | <b>123 663</b> | <b>296 765</b> | <b>-51 623</b> | <b>245 142</b> | <b>148 659</b> | <b>-25 717</b> | <b>122 942</b> |

Les produits de commissions des opérations sont portés majoritairement par les activités de banque de proximité.

### 4.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

| <i>En milliers d'euros</i>   | 30/06/2019   | 31/12/2018    | 30/06/2018   |
|--|--------------|---------------|--------------|
| Dividendes reçus   | 939          | 1 407         | 874          |
| Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif détenus à des fins de transaction  | -2 886       | -668          | -521         |
| Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat  | 486          | 5 480         | 2 158        |
| Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de dette ne remplissant pas les critères SPPI   | 4 267        | 1 445         | 2 036        |
| Gains ou pertes nets sur actifs représentatifs de contrats en unités de compte   |              |               |              |
| Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option (1)  | -386         | 434           | 311          |
| Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger) | 1 165        | 2 525         | 1 395        |
| Résultat de la comptabilité de couverture  |              | -2            | -1           |
| <b>Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</b>  | <b>3 585</b> | <b>10 621</b> | <b>6 252</b> |

(1) Hors spread de crédit émetteur pour les passifs à la juste valeur par résultat sur option concernés

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

| <i>En milliers d'euros</i>  | 30/06/2019     |                 |          | 31/12/2018     |                 |           | 30/06/2018     |                 |           |
|---|----------------|-----------------|----------|----------------|-----------------|-----------|----------------|-----------------|-----------|
|   | Profits        | Pertes          | Net      | Profits        | Pertes          | Net       | Profits        | Pertes          | Net       |
| <b>Couverture de juste valeur</b>   | <b>163 995</b> | <b>-163 995</b> |          | <b>140 742</b> | <b>-140 743</b> | <b>-1</b> | <b>142 404</b> | <b>-142 404</b> |           |
| Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques   | 95 537         | -68 458         | 27 079   | 69 255         | -71 487         | -2 232    | 70 604         | -71 800         | -1 196    |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couverture)                                       | 68 458         | -95 537         | -27 079  | 71 487         | -69 256         | 2 231     | 71 800         | -70 604         | 1 196     |
| <b>Couverture de flux de trésorerie</b>   |                |                 |          |                |                 |           |                |                 |           |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace  |                |                 |          |                |                 |           |                |                 |           |
| <b>Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger</b>   |                |                 |          |                |                 |           |                |                 |           |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace  |                |                 |          |                |                 |           |                |                 |           |
| <b>Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers</b>     | <b>196 894</b> | <b>-196 894</b> |          | <b>109 420</b> | <b>-109 421</b> | <b>-1</b> | <b>113 338</b> | <b>-113 339</b> | <b>-1</b> |
| Variations de juste valeur des éléments couverts  | 154 549        | -42 345         | 112 204  | 54 611         | -54 809         | -198      | 53 991         | -59 347         | -5 356    |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture  | 42 345         | -154 549        | -112 204 | 54 809         | -54 612         | 197       | 59 347         | -53 992         | 5 355     |
| <b>Couverture de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt</b> |                |                 |          |                |                 |           |                |                 |           |
| Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace  |                |                 |          |                |                 |           |                |                 |           |
| <b>Total Résultat de la comptabilité de couverture</b>  | <b>360 889</b> | <b>-360 889</b> |          | <b>250 162</b> | <b>-250 164</b> | <b>-2</b> | <b>255 742</b> | <b>-255 743</b> | <b>-1</b> |



#### 4.4 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

| <i>En milliers d'euros</i>  | 30/06/2019    | 31/12/2018    | 30/06/2018    |
|---|---------------|---------------|---------------|
| Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables (1)                |               |               |               |
| Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes) | 48 016        | 55 341        | 42 308        |
| <b>Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>                   | <b>48 016</b> | <b>55 341</b> | <b>42 308</b> |

(1) Hors résultat de cession sur instruments de dettes dépréciés (Bucket 3) mentionné en note 4.8 « Coût du risque ».

#### 4.5 Produits (charges) nets des autres activités

| <i>En milliers d'euros</i>  | 30/06/2019    | 31/12/2018    | 30/06/2018    |
|---|---------------|---------------|---------------|
| Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation                         |               |               |               |
| Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrats d'assurance |               |               |               |
| Autres produits nets de l'activité d'assurance                                |               |               |               |
| Variation des provisions techniques des contrats d'assurance                  |               |               |               |
| Produits nets des immeubles de placement                                      | -2 854        | -4 548        | -2 451        |
| Autres produits (charges) nets  | 22 503        | 44 867        | 21 549        |
| <b>Produits (charges) des autres activités</b>                                | <b>19 649</b> | <b>40 319</b> | <b>19 098</b> |

#### 4.6 Charges générales d'exploitation

| <i>En milliers d'euros</i>                                     | 30/06/2019      | 31/12/2018      | 30/06/2018      |
|--|-----------------|-----------------|-----------------|
| Charges de personnel   | -113 512        | -217 948        | -113 930        |
| Impôts, taxes et contributions réglementaires (1)              | -13 058         | -18 276         | -14 433         |
| Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation | -63 007         | -134 657        | -65 365         |
| <b>Charges générales d'exploitation</b>                        | <b>-189 577</b> | <b>-370 881</b> | <b>-193 728</b> |

(1) Dont 5 387 milliers d'euros comptabilisés au titre du fonds de résolution.

## 4.7 Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

| <i>En milliers d'euros</i>  | 30/06/2019    | 31/12/2018     | 30/06/2018    |
|---|---------------|----------------|---------------|
| <b>Dotations aux amortissements</b>   | <b>-9 717</b> | <b>-13 257</b> | <b>-6 308</b> |
| Immobilisations corporelles (1)   | -9 644        | -13 141        | -6 256        |
| Immobilisations incorporelles   | -73           | -116           | -52           |
| <b>Dotations (reprises) aux dépréciations</b>   |               | <b>483</b>     | <b>483</b>    |
| Immobilisations corporelles   |               | 125            | 125           |
| Immobilisations incorporelles   |               | 358            | 358           |
| <b>Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles</b> | <b>-9 717</b> | <b>-12 774</b> | <b>-5 825</b> |

(1) Dont 3 007 milliers d'euros comptabilisés au titre de l'amortissement du droit d'utilisation au 30 juin 2019.

## 4.8 Coût du risque

| <i>En milliers d'euros</i>   | 30/06/2019     | 31/12/2018     | 30/06/2018    |
|--|----------------|----------------|---------------|
| <b>Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan sains (Bucket 1 et Bucket 2)</b> | <b>-4 954</b>  | <b>2 632</b>   | <b>2 024</b>  |
| <b>Bucket 1 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir</b>                                   | <b>2 257</b>   | <b>1 464</b>   | <b>-1 173</b> |
| Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables   | 73             | 425            | 40            |
| Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti   | 1 558          | 1 299          | -1 213        |
| Engagements par signature  | 626            | -260           |               |
| <b>Bucket 2 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour la durée de vie</b>                                       | <b>-7 211</b>  | <b>1 168</b>   | <b>3 197</b>  |
| Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables   |                |                |               |
| Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti   | -7 242         | 554            | 3 197         |
| Engagements par signature  | 31             | 614            |               |
| <b>Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan dépréciés (Bucket 3)</b>         | <b>-11 569</b> | <b>-20 808</b> | <b>-9 121</b> |
| Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables   |                |                |               |
| Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti   | -10 139        | -20 603        | -9 163        |
| Engagements par signature  | -1 430         | -205           | 42            |
| Autres actifs  | 3              | -13            | -215          |
| Risques et charges   | -1 247         | -2 690         | 1 645         |
| <b>Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions</b>  | <b>-17 767</b> | <b>-20 879</b> | <b>-5 667</b> |
| Plus ou moins-values de cessions réalisées sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables dépréciés           |                |                |               |
| Gains ou pertes réalisés sur instruments de dettes comptabilisés au coût amorti dépréciés  |                |                |               |
| Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés  | -1 358         | -3 180         | -1 651        |
| Récupérations sur prêts et créances  | 1 184          | 1 984          | 1 052         |
| comptabilisés au coût amorti   | 1 184          | 1 984          | 1 052         |
| comptabilisés en capitaux propres recyclables  |                |                |               |
| Décotes sur crédits restructurés   | -365           | -1 190         | -472          |
| Pertes sur engagements par signature   |                |                |               |
| Autres pertes  |                |                |               |
| Autres produits  |                |                |               |
| <b>Coût du risque</b>  | <b>-18 306</b> | <b>-23 265</b> | <b>-6 738</b> |

## 4.9 Gains ou pertes nets sur autres actifs

| <i>En milliers d'euros</i>   | 30/06/2019  | 31/12/2018  | 30/06/2018  |
|--|-------------|-------------|-------------|
| <b>Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation</b> | <b>-578</b> | <b>-983</b> | <b>-668</b> |
| Plus-values de cession   |             | 103         | 1           |
| Moins-values de cession  | -578        | -1 086      | -669        |
| <b>Titres de capitaux propres consolidés</b>                       |             |             |             |
| Plus-values de cession   |             |             |             |
| Moins-values de cession  |             |             |             |
| <b>Produits (charges) nets sur opérations de regroupement</b>      |             |             |             |
| <b>Gains ou pertes nets sur autres actifs</b>                      | <b>-578</b> | <b>-983</b> | <b>-668</b> |

## 4.10 Impôts

### ➤ Charge d'impôt

| <i>En milliers d'euros</i>  | 30/06/2019     | 31/12/2018     | 30/06/2018     |
|-----------------------------|----------------|----------------|----------------|
| Charge d'impôt courant      | -26 332        | -37 531        | -24 299        |
| Charge d'impôt différé      | 5 895          | -4 164         | -324           |
| <b>Total Charge d'impôt</b> | <b>-20 437</b> | <b>-41 695</b> | <b>-24 623</b> |

### RÉCONCILIATION DU TAUX D'IMPÔTS THÉORIQUE AVEC LE TAUX D'IMPÔT CONSTATÉ

#### ✓ AU 30 JUIN 2019

| <i>En milliers d'euros</i>  | Base    | Taux d'impôt  | Impôt          |
|---|---------|---------------|----------------|
| Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence | 101 244 | 34,43%        | -34 858        |
| Effet des différences permanentes   |         |               | 11 933         |
| Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères   |         |               |                |
| Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires                            |         |               | -1 359         |
| Effet de l'imposition à taux réduit   |         |               | 2 476          |
| Changement de taux  |         |               |                |
| Effet des autres éléments   |         |               | 1 371          |
| <b>Taux et charge effectifs d'impôt</b>   |         | <b>20,19%</b> | <b>-20 437</b> |

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéficiaires taxables en France au 30 juin 2019, prévu par le projet de loi portant sur la modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés, pour les groupes dont le chiffre d'affaires excède 250 millions d'euros.

✓ **AU 31 DÉCEMBRE 2018**

| <i>En milliers d'euros</i>  | <b>Base</b> | <b>Taux d'impôt</b> | <b>Impôt</b>   |
|---|-------------|---------------------|----------------|
| Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence | 168 476     | 34,43%              | -58 006        |
| Effet des différences permanentes   |             |                     | 10 633         |
| Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères   |             |                     |                |
| Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires                            |             |                     | -1 299         |
| Effet de l'imposition à taux réduit   |             |                     | 5 967          |
| Changement de taux  |             |                     |                |
| Effet des autres éléments   |             |                     | 1 010          |
| <b>Taux et charge effectifs d'impôt</b>   |             | <b>24,75%</b>       | <b>-41 695</b> |

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2018.

✓ **AU 30 JUIN 2018**

| <i>En milliers d'euros</i>  | <b>Base</b> | <b>Taux d'impôt</b> | <b>Impôt</b>   |
|---|-------------|---------------------|----------------|
| Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence | 104 958     | 34,43%              | -36 137        |
| Effet des différences permanentes   |             |                     | 10 601         |
| Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères   |             |                     |                |
| Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires                            |             |                     | -615           |
| Effet de l'imposition à taux réduit   |             |                     | 4 601          |
| Changement de taux  |             |                     |                |
| Effet des autres éléments   |             |                     | -3 073         |
| <b>Taux et charge effectifs d'impôt</b>   |             | <b>-23,46%</b>      | <b>-24 623</b> |

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 30 juin 2018.

## 4.11 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période :

### DÉTAIL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

| <i>En milliers d'euros</i>   | 30/06/2019    | 31/12/2018      | 30/06/2018     |
|--|---------------|-----------------|----------------|
| <b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>  |               |                 |                |
| <b>Gains et pertes sur écarts de conversion</b>  |               |                 |                |
| Ecart de réévaluation de la période  |               |                 |                |
| Transferts en résultat   |               |                 |                |
| Autres variations  |               |                 |                |
| <b>Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables</b>   | <b>5 219</b>  | <b>-506</b>     | <b>948</b>     |
| Ecart de réévaluation de la période  | 5 291         | -81             | 988            |
| Transferts en résultat   |               |                 |                |
| Autres variations  | -72           | -425            | -40            |
| <b>Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture</b>   |               |                 |                |
| Ecart de réévaluation de la période  |               |                 |                |
| Transferts en résultat   |               |                 |                |
| Autres variations  |               |                 |                |
| <b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence</b>        |               |                 |                |
| <b>Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>     | <b>-1 347</b> | <b>130</b>      | <b>-245</b>    |
| <b>Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence</b>      |               |                 |                |
| <b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées</b>                          |               |                 |                |
| <b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>  | <b>3 872</b>  | <b>-376</b>     | <b>703</b>     |
| <b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>  |               |                 |                |
| Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi   | -2 177        | -304            |                |
| <b>Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre</b>                                     | <b>-65</b>    | <b>149</b>      | <b>83</b>      |
| Ecart de réévaluation de la période  | -65           | 149             | 83             |
| Transferts en réserves   |               |                 |                |
| Autres variations  |               |                 |                |
| <b>Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables</b>                             | <b>11 037</b> | <b>-138 565</b> | <b>-74 767</b> |
| Ecart de réévaluation de la période  | 11 037        | -138 674        | -74 726        |
| Transferts en réserves   |               | 109             | -41            |
| Autres variations  |               |                 |                |
| <b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence</b>    |               |                 |                |
| <b>Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence</b> | <b>-41</b>    | <b>4 586</b>    | <b>2 528</b>   |
| <b>Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence</b>  |               |                 |                |
| <b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées</b>                      |               |                 |                |
| <b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>  | <b>8 754</b>  | <b>-134 134</b> | <b>-72 156</b> |
| <b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres</b>  | <b>12 626</b> | <b>-134 510</b> | <b>-71 453</b> |
| Dont part du Groupe  | 12 626        | -134 510        | -71 453        |
| Dont participations ne donnant pas le contrôle   |               |                 |                |

## VARIATION DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES ET EFFETS D'IMPÔTS

|   | 31/12/2018     |               |                |                      | Variation     |               |               |                      | 30/06/2019     |               |                |                      |
|---|----------------|---------------|----------------|----------------------|---------------|---------------|---------------|----------------------|----------------|---------------|----------------|----------------------|
|   | Brut           | Impôt         | Net d'impôt    | Net dont part Groupe | Brut          | Impôt         | Net d'impôt   | Net dont part Groupe | Brut           | Impôt         | Net d'impôt    | Net dont part Groupe |
| <i>En milliers d'euros</i>  |                |               |                |                      |               |               |               |                      |                |               |                |                      |
| <b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>                                    |                |               |                |                      |               |               |               |                      |                |               |                |                      |
| Gains et pertes sur écarts de conversion  |                |               |                |                      |               |               |               |                      |                |               |                |                      |
| Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables                             | 3 982          | -1 029        | 2 953          | 2 953                | 5 219         | -1 347        | 3 872         | 3 872                | 9 201          | -2 376        | 6 825          | 6 825                |
| Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture   |                |               |                |                      |               |               |               |                      |                |               |                |                      |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence     | 3 982          | -1 029        | 2 953          | 2 953                | 5 219         | -1 347        | 3 872         | 3 872                | 9 201          | -2 376        | 6 825          | 6 825                |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence      |                |               |                |                      |               |               |               |                      |                |               |                |                      |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées                 |                |               |                |                      |               |               |               |                      |                |               |                |                      |
| <b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>                                    | <b>3 982</b>   | <b>-1 029</b> | <b>2 953</b>   | <b>2 953</b>         | <b>5 219</b>  | <b>-1 347</b> | <b>3 872</b>  | <b>3 872</b>         | <b>9 201</b>   | <b>-2 376</b> | <b>6 825</b>   | <b>6 825</b>         |
| <b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>                                |                |               |                |                      |               |               |               |                      |                |               |                |                      |
| Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi  | -11 009        | 3 269         | -7 740         | -7 740               | -2 177        | 562           | -1 615        | -1 615               | -13 186        | 3 831         | -9 355         | -9 355               |
| Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre                       | 489            | -126          | 363            | 363                  | -65           | 16            | -49           | -49                  | 424            | -110          | 314            | 314                  |
| Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables               | 309 703        | -10 289       | 299 414        | 299 414              | 11 037        | -619          | 10 418        | 10 418               | 320 740        | -10 908       | 309 832        | 309 832              |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence | 299 183        | -7 146        | 292 037        | 292 037              | 8 795         | -41           | 8 754         | 8 754                | 307 978        | -7 187        | 300 791        | 300 791              |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence  |                |               |                |                      |               |               |               |                      |                |               |                |                      |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées             |                |               |                |                      |               |               |               |                      |                |               |                |                      |
| <b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>                                | <b>299 183</b> | <b>-7 146</b> | <b>292 037</b> | <b>292 037</b>       | <b>8 795</b>  | <b>-41</b>    | <b>8 754</b>  | <b>8 754</b>         | <b>307 978</b> | <b>-7 187</b> | <b>300 791</b> | <b>300 791</b>       |
| <b>GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES</b>  | <b>303 165</b> | <b>-8 175</b> | <b>294 990</b> | <b>294 990</b>       | <b>14 014</b> | <b>-1 388</b> | <b>12 626</b> | <b>12 626</b>        | <b>317 179</b> | <b>-9 563</b> | <b>307 616</b> | <b>307 616</b>       |

## 5. Informations sectorielles

### ➤ Définition des secteurs opérationnels

En application d'IFRS 8, les informations présentées sont fondées sur le reporting interne utilisé par la Direction générale pour le pilotage du groupe Crédit Agricole Nord de France, l'évaluation des performances et l'affectation des ressources aux secteurs opérationnels identifiés.

Les secteurs opérationnels présentés dans le reporting interne correspondant aux métiers du groupe Crédit Agricole Nord de France et conformes à la nomenclature en usage au sein du groupe Crédit Agricole, sont les suivants :

- le groupe Crédit Agricole Nord de France relève du secteur « Banque de proximité ». Ce secteur représente la banque des particuliers, des agriculteurs, des professionnels, des entreprises et des collectivités locales, à fort ancrage local.

- le groupe Crédit Agricole Nord de France commercialise toute la gamme de services bancaires et financiers : support d'épargne (monétaire, obligataire, titres), placement d'assurance vie, distribution de crédits, notamment à l'habitat et à la consommation, offre de moyens de paiements.

Le groupe Crédit Agricole Nord de France distribue également une gamme très large de produits d'assurance IARD et de prévoyance, s'ajoutant à la gamme d'assurance vie.

### 5.1 Information sectorielle par secteur opérationnel

Les transactions entre les secteurs opérationnels sont conclues à des conditions de marché.

| (en milliers d'euros)  | 30.06.2019          | 31.12.2018          | 30.06.2018          |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|
|  | Banque de proximité | Banque de proximité | Banque de proximité |
| <b>Produit net bancaire total</b>                                    | <b>319 422</b>      | <b>576 379</b>      | <b>311 917</b>      |
| Charges d'exploitation   | -199 294            | -383 655            | -199 553            |
| <b>Résultat brut d'exploitation</b>                                  | <b>120 128</b>      | <b>192 724</b>      | <b>112 364</b>      |
| Coût du risque   | -18 306             | -23 265             | -6 738              |
| <b>Résultat d'exploitation</b>                                       | <b>101 822</b>      | <b>169 459</b>      | <b>105 626</b>      |
| Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence | 2 050               | 6 328               | 2 145               |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs                               | -578                | -983                | -668                |
| Variation de valeur des écarts d'acquisition                         |                     |                     |                     |
| <b>Résultat avant impôt</b>  | <b>103 294</b>      | <b>174 804</b>      | <b>107 103</b>      |
| Impôts sur les bénéfices   | -20 437             | -41 695             | -24 623             |
| Gains ou pertes nets des activités arrêtées                          |                     |                     |                     |
| <b>Résultat net de l'exercice</b>                                    | <b>82 857</b>       | <b>133 109</b>      | <b>82 480</b>       |
| Intérêts minoritaires  | -71                 | 194                 | -92                 |
| <b>Résultat Net part du groupe</b>                                   | <b>82 786</b>       | <b>132 915</b>      | <b>82 388</b>       |
| <b>Actifs sectoriels</b>   | <b>30 372 961</b>   | <b>29 966 242</b>   | <b>29 914 208</b>   |
| <b>Passifs sectoriels</b>  | <b>25 975 685</b>   | <b>25 631 973</b>   | <b>25 644 790</b>   |

## 6. Notes relatives au bilan

### 6.1 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

#### Actifs financiers à la juste valeur par résultat

| <i>En milliers d'euros</i>                                  | <b>30/06/2019</b> | <b>31/12/2018</b> |
|---|-------------------|-------------------|
| Actifs financiers détenus à des fins de transaction         | 50 739            | 37 728            |
| Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat     | 713 864           | 839 959           |
| Instruments de capitaux propres                             | 89 171            | 88 846            |
| Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI  | 598 265           | 725 027           |
| Actifs représentatifs de contrats en unités de compte       |                   |                   |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option | 26 428            | 26 086            |
| <b>Valeur au bilan</b>                                      | <b>764 603</b>    | <b>877 687</b>    |
| Dont Titres prêtés  |                   |                   |

#### Actifs financiers détenus à des fins de transaction

| <i>En milliers d'euros</i>                 | <b>30/06/2019</b> | <b>31/12/2018</b> |
|--|-------------------|-------------------|
| <b>Instruments de capitaux propres</b>     |                   |                   |
| Actions et autres titres à revenu variable |                   |                   |
| <b>Titres de dettes</b>                    |                   |                   |
| Effets publics et valeurs assimilées       |                   |                   |
| Obligations et autres titres à revenu fixe |                   |                   |
| OPCVM                                      |                   |                   |
| <b>Prêts et créances</b>                   |                   |                   |
| Créances sur les établissements de crédit  |                   |                   |
| Créances sur la clientèle                  |                   |                   |
| Titres reçus en pension livrée             |                   |                   |
| Valeurs reçues en pension                  |                   |                   |
| <b>Instruments dérivés</b>                 | <b>50 739</b>     | <b>37 728</b>     |
| <b>Valeur au bilan</b>                     | <b>50 739</b>     | <b>37 728</b>     |

Les montants relatifs aux titres reçus en pension livrée comprennent ceux que l'entité est autorisée à redonner en garantie.

#### Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat

| <i>En milliers d'euros</i>  | <b>30/06/2019</b> | <b>31/12/2018</b> |
|---|-------------------|-------------------|
| Actions et autres titres à revenu variable                                  | 88 052            | 87 839            |
| Titres de participation non consolidés                                      | 1 119             | 1 007             |
| <b>Total instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat</b> | <b>89 171</b>     | <b>88 846</b>     |



## Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI

| <i>En milliers d'euros</i>   | 30/06/2019     | 31/12/2018     |
|--|----------------|----------------|
| <b>Titres de dettes</b>  | <b>598 265</b> | <b>725 027</b> |
| Effets publics et valeurs assimilées   |                |                |
| Obligations et autres titres à revenu fixe   | 10 063         | 30 198         |
| OPCVM  | 588 202        | 694 829        |
| <b>Prêts et créances</b>   |                |                |
| Créances sur les établissements de crédit  |                |                |
| Créances sur la clientèle  |                |                |
| Titres reçus en pension livrée   |                |                |
| Valeurs reçues en pension  |                |                |
| <b>Total instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI à la juste valeur par résultat</b> | <b>598 265</b> | <b>725 027</b> |

## Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

| <i>En milliers d'euros</i>   | 30/06/2019    | 31/12/2018    |
|--|---------------|---------------|
| <b>Prêts et créances</b>   |               |               |
| Créances sur les établissements de crédit                                |               |               |
| Créances sur la clientèle  |               |               |
| <b>Titres de dettes</b>  | <b>26 428</b> | <b>26 086</b> |
| Effets publics et valeurs assimilées                                     |               |               |
| Obligations et autres titres à revenu fixe                               | 26 428        | 26 086        |
| <b>Total Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b> | <b>26 428</b> | <b>26 086</b> |

## Passifs financiers à la juste valeur par résultat

| <i>En milliers d'euros</i>                                   | 30/06/2019     | 31/12/2018     |
|--|----------------|----------------|
| Passifs financiers détenus à des fins de transaction         | 59 657         | 46 696         |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option | 86 037         | 84 358         |
| <b>Valeur au bilan</b>                                       | <b>145 694</b> | <b>131 054</b> |

## Passifs financiers détenus à des fins de transaction

| <i>En milliers d'euros</i>                 | 30/06/2019    | 31/12/2018    |
|--|---------------|---------------|
| Titres vendus à découvert                  |               |               |
| Titres donnés en pension livrée            |               |               |
| Dettes représentées par un titre           |               |               |
| Dettes envers la clientèle                 |               |               |
| Dettes envers les établissements de crédit |               |               |
| Instruments dérivés                        | 59 657        | 46 696        |
| <b>Valeur au bilan</b>                     | <b>59 657</b> | <b>46 696</b> |

Une information détaillée sur les instruments dérivés de transaction est fournie dans la note 3.2 relative au risque de marché, notamment sur taux d'intérêt.

## Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

- ✓ **Passifs financiers dont les variations du spread émetteur sont comptabilisées en capitaux propres non recyclables**

|                                      | 30/06/2019       |  |  |  |   |
|--------------------------------------|------------------|--|--|--|---|
|                                      | Valeur comptable | Différence entre valeur comptable et montant dû à l'échéance | Montant cumulé de variation de juste valeur liée aux variations du risque de crédit propre | Montant de variation de juste valeur sur la période liée aux variations du risque de crédit propre | Montant réalisé lors de la décomptabilisation (1) |
| <i>En milliers d'euros</i>           |                  |  |  |  |   |
| <b>Dépôts et passifs subordonnés</b> |                  |  |  |  |   |
| Dépôts                               |                  |  |  |  |   |
| Passifs subordonnés                  |                  |  |  |  |   |
| <b>Titres de dettes</b>              | <b>86 037</b>    | <b>1 037</b>   | <b>-424</b>  | <b>65</b>  |   |
| <b>Autres passifs financiers</b>     |                  |  |  |  |   |
| <b>Total</b>                         | <b>86 037</b>    | <b>1 037</b>   | <b>-424</b>  | <b>65</b>  |   |

(1) Le montant réalisé lors de la décomptabilisation est transféré en réserves consolidées au moment de la décomptabilisation de l'instrument concerné.

|                                      | 31/12/2018       |  |  |  |   |
|--------------------------------------|------------------|--|--|--|---|
|                                      | Valeur comptable | Différence entre valeur comptable et montant dû à l'échéance | Montant cumulé de variation de juste valeur liée aux variations du risque de crédit propre | Montant de variation de juste valeur sur la période liée aux variations du risque de crédit propre | Montant réalisé lors de la décomptabilisation (1) |
| <i>En milliers d'euros</i>           |                  |  |  |  |   |
| <b>Dépôts et passifs subordonnés</b> |                  |  |  |  |   |
| Dépôts                               |                  |  |  |  |   |
| Passifs subordonnés                  |                  |  |  |  |   |
| <b>Titres de dettes</b>              | <b>84 358</b>    | <b>-642</b>  | <b>-489</b>  | <b>-148</b>  |   |
| <b>Autres passifs financiers</b>     |                  |  |  |  |   |
| <b>Total</b>                         | <b>84 358</b>    | <b>-642</b>  | <b>-489</b>  | <b>-148</b>  |   |

(1) Le montant réalisé lors de la décomptabilisation est transféré en réserves consolidées au moment de la décomptabilisation de l'instrument concerné.

En application de la norme IFRS9, le groupe Crédit Agricole Nord de France calcule les variations de juste valeur imputables aux variations du risque de crédit propre en utilisant une méthodologie permettant de les isoler des variations de valeur attribuables à des variations *des conditions de marché*.

- *Base de calcul du risque de crédit propre*

La source prise en compte pour le calcul du risque de crédit propre peut varier d'un émetteur à l'autre. Au sein du groupe Crédit Agricole Nord de France, il est matérialisé par la variation de son coût de refinancement sur le marché en fonction du type d'émission.

- *Calcul du résultat latent induit par le risque de crédit propre (enregistré en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres)*

L'approche privilégiée par le groupe Crédit Agricole Nord de France est celle se basant sur la composante liquidité des émissions. En effet, l'ensemble des émissions est répliqué par un ensemble de prêts/emprunts vanille. Les variations de juste valeur imputables aux variations du risque de crédit propre de l'ensemble des émissions correspondent donc à celles des prêts-emprunts. Elles sont égales à la variation de juste valeur du portefeuille de prêts/emprunts générée par la variation du coût de refinancement.

- *Calcul du résultat réalisé induit par le risque de crédit propre (enregistré en réserves consolidées)*

Le choix du groupe Crédit Agricole Nord de France est de transférer la variation de juste valeur imputable aux variations du risque de crédit propre lors du dénouement en réserves consolidées. Ainsi lorsqu'un remboursement anticipé total ou partiel intervient, un calcul basé sur les sensibilités est effectué. Il consiste à mesurer la variation de juste valeur imputable aux variations du risque de crédit propre d'une émission donnée comme étant la somme des sensibilités au *spread* de crédit multipliée par la variation de ce *spread* entre la date d'émission et celle du remboursement.

## 6.2 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

| <i>En milliers d'euros</i>   | 30/06/2019       |                |                 | 31/12/2018       |                |                 |
|--|------------------|----------------|-----------------|------------------|----------------|-----------------|
|  | Valeur au bilan  | Gains latents  | Pertes latentes | Valeur au bilan  | Gains latents  | Pertes latentes |
| Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables               | 485 710          | 9 201          |                 | 484 677          | 4 040          | -57             |
| Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables | 2 099 210        | 340 439        | -19 699         | 2 085 231        | 326 543        | -16 839         |
| <b>Total</b>   | <b>2 584 920</b> | <b>349 640</b> | <b>-19 699</b>  | <b>2 569 908</b> | <b>330 583</b> | <b>-16 896</b>  |

### Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables

| <i>En milliers d'euros</i>   | 30/06/2019      |               |                 | 31/12/2018      |               |                 |
|--|-----------------|---------------|-----------------|-----------------|---------------|-----------------|
|  | Valeur au bilan | Gains latents | Pertes latentes | Valeur au bilan | Gains latents | Pertes latentes |
| Effets publics et valeurs assimilées   | 79 899          | 2 068         |                 | 79 091          | 1 336         |                 |
| Obligations et autres titres à revenu fixe   | 405 811         | 7 133         |                 | 405 586         | 2 704         | -57             |
| <b>Total des titres de dettes</b>  | <b>485 710</b>  | <b>9 201</b>  |                 | <b>484 677</b>  | <b>4 040</b>  | <b>-57</b>      |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit   |                 |               |                 |                 |               |                 |
| Prêts et créances sur la clientèle   |                 |               |                 |                 |               |                 |
| <b>Total des prêts et créances</b>   |                 |               |                 |                 |               |                 |
| <b>Total Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables</b>  | <b>485 710</b>  | <b>9 201</b>  |                 | <b>484 677</b>  | <b>4 040</b>  | <b>-57</b>      |
| Impôts   |                 | -2 377        |                 |                 | -1 046        | 18              |
| <b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt)</b> |                 | <b>6 824</b>  |                 |                 | <b>2 994</b>  | <b>-39</b>      |

## Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables

Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres non recyclables

| En milliers d'euros   | 30/06/2019       |                |                 | 31/12/2018       |                |                 |
|---|------------------|----------------|-----------------|------------------|----------------|-----------------|
|   | Valeur au bilan  | Gains latents  | Pertes latentes | Valeur au bilan  | Gains latents  | Pertes latentes |
| Actions et autres titres à revenu variable  | 14 626           | 943            | -29             | 14 532           | 850            | -29             |
| Titres de participation non consolidés  | 2 084 584        | 339 496        | -19 670         | 2 070 699        | 325 693        | -16 810         |
| <b>Total Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables</b>   | <b>2 099 210</b> | <b>340 439</b> | <b>-19 699</b>  | <b>2 085 231</b> | <b>326 543</b> | <b>-16 839</b>  |
| Impôts  |                  | -11 081        | 173             |                  | -10 461        | 172             |
| <b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (net d'impôt)</b> |                  | <b>329 358</b> | <b>-19 526</b>  |                  | <b>316 082</b> | <b>-16 667</b>  |

Instruments de capitaux propres ayant été décomptabilisés au cours de la période

| En milliers d'euros   | 30/06/2019                                   |                            |                               | 31/12/2018                                   |                                     |  |
|---|--|----------------------------|-------------------------------|--|-------------------------------------|--|
|   | Juste Valeur à la date de décomptabilisation | Gains cumulés réalisés (1) | Pertes cumulées réalisées (1) | Juste Valeur à la date de décomptabilisation | Gains cumulés réalisés <sup>1</sup> | Pertes cumulées réalisées <sup>1</sup> |
| Actions et autres titres à revenu variable  |  |                            |                               | 118  | 42                                  |  |
| Titres de participation non consolidés  | 3  |                            |                               | 45   |                                     | -151                                   |
| <b>Total Placements dans des instruments de capitaux propres</b>  | <b>3</b>                                     |                            |                               | <b>163</b>                                   | <b>42</b>                           | <b>-151</b>                            |
| Impôts  |  |                            |                               |  | -14                                 |  |
| <b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (net d'impôt) (1)</b> |  |                            |                               |  | <b>28</b>                           | <b>-151</b>                            |

(1) Les profits et pertes réalisés sont transférés en réserves consolidées au moment de la décomptabilisation de l'instrument concerné.

## 6.3 Actifs financiers au coût amorti

| En milliers d'euros                                | 30/06/2019        | 31/12/2018        |
|--|-------------------|-------------------|
| Prêts et créances sur les établissements de crédit | 1 814 398         | 1 837 228         |
| Prêts et créances sur la clientèle                 | 23 649 919        | 23 331 717        |
| Titres de dettes                                   | 324 132           | 340 566           |
| <b>Valeur au bilan</b>                             | <b>25 788 449</b> | <b>25 509 511</b> |

## Prêts et créances sur les établissements de crédit

| <i>En milliers d'euros</i>  | <b>30/06/2019</b> | <b>31/12/2018</b> |
|---|-------------------|-------------------|
| <b>Etablissements de crédit</b>   |                   |                   |
| Comptes et prêts  | 80 846            | 32 653            |
| dont comptes ordinaires débiteurs non douteux (1)                             | 23 336            | 32 251            |
| dont comptes et prêts au jour le jour non douteux (1)                         |                   |                   |
| Valeurs reçues en pension   |                   |                   |
| Titres reçus en pension livrée  | 181 768           | 233 254           |
| Prêts subordonnés   | 3 152             | 4 418             |
| Autres prêts et créances  |                   |                   |
| <b>Valeur brute</b>   | <b>265 766</b>    | <b>270 325</b>    |
| Dépréciations   |                   |                   |
| <b>Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit</b> | <b>265 766</b>    | <b>270 325</b>    |
| <b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>                                 |                   |                   |
| Comptes ordinaires  | 596 610           | 576 588           |
| Titres reçus en pension livrée  |                   |                   |
| Comptes et avances à terme  | 952 022           | 990 315           |
| Prêts subordonnés   |                   |                   |
| <b>Total prêts et créances internes au Crédit Agricole</b>                    | <b>1 548 632</b>  | <b>1 566 903</b>  |
| <b>Valeur au bilan</b>  | <b>1 814 398</b>  | <b>1 837 228</b>  |

(1) Ces opérations composent pour partie la rubrique "Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit" du Tableau des flux de trésorerie

## Prêts et créances sur la clientèle

| <i>En milliers d'euros</i>  | <b>30/06/2019</b> | <b>31/12/2018</b> |
|---|-------------------|-------------------|
| <b>Opérations avec la clientèle</b>                                     |                   |                   |
| Créances commerciales   | 6 267             | 5 506             |
| Autres concours à la clientèle  | 23 796 248        | 23 377 914        |
| Valeurs reçues en pension   |                   |                   |
| Titres reçus en pension livrée  |                   |                   |
| Prêts subordonnés   |                   |                   |
| Avances en comptes courants d'associés                                  | 85 419            | 86 701            |
| Comptes ordinaires débiteurs  | 139 710           | 231 748           |
| <b>Valeur brute</b>   | <b>24 027 644</b> | <b>23 701 869</b> |
| Dépréciations   | -377 725          | -370 152          |
| <b>Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle</b>        | <b>23 649 919</b> | <b>23 331 717</b> |
| <b>Opérations de location-financement</b>                               |                   |                   |
| Location-financement immobilier   |                   |                   |
| Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées |                   |                   |
| <b>Valeur brute</b>   |                   |                   |
| Dépréciations   |                   |                   |
| <b>Valeur nette des opérations de location-financement</b>              |                   |                   |
| <b>Valeur au bilan</b>  | <b>23 649 919</b> | <b>23 331 717</b> |

## Titres de dettes

| <i>En milliers d'euros</i>                 | <b>30/06/2019</b> | <b>31/12/2018</b> |
|--|-------------------|-------------------|
| Effets publics et valeurs assimilées       | 267 360           | 268 551           |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 56 860            | 72 112            |
| <b>Total</b>                               | <b>324 220</b>    | <b>340 663</b>    |
| Dépréciations                              | -88               | -97               |
| <b>Valeur au bilan</b>                     | <b>324 132</b>    | <b>340 566</b>    |

## 6.4 Exposition au risque souverain

Le périmètre des expositions souveraines recensées couvre les expositions à l'État, hors collectivités locales. Les créances fiscales sont exclues du recensement

L'exposition aux dettes souveraines correspond à une exposition nette de dépréciation (valeur au bilan) présentée à la fois brute et nette de couverture.

Les expositions du groupe Crédit Agricole Nord de France au risque souverain sont les suivantes :

### Activité bancaire

| <b>30/06/2019</b>          | <b>Expositions nettes de dépréciations</b>              |   |  |                                  |   |             |  |
|----------------------------|---|---|--|----------------------------------|---|-------------|--|
|                            | <b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat</b> |   | Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables | Actifs financiers au coût amorti | Total activité banque brut de couvertures | Couvertures | Total activité banque net de couvertures |
|                            | Actifs financiers détenus à des fins de transaction     | Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat |  |                                  |   |             |  |
| <i>En milliers d'euros</i> |   |   |  |                                  |   |             |  |
| Belgique                   |   |   | 46 501   | 50 661                           | 97 162                                    |             | 97 162                                   |
| France                     |   |   | 33 397   | 216 629                          | 250 026                                   |             | 250 026                                  |
| <b>Total</b>               |   |   | <b>79 898</b>  | <b>267 290</b>                   | <b>347 188</b>                            |             | <b>347 188</b>                           |

| <b>31/12/2018</b>          | <b>Expositions nettes de dépréciations</b>              |   |  |                                  |   |             |  |
|----------------------------|---|---|--|----------------------------------|---|-------------|--|
|                            | <b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat</b> |   | Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables | Actifs financiers au coût amorti | Total activité banque brut de couvertures | Couvertures | Total activité banque net de couvertures |
|                            | Actifs financiers détenus à des fins de transaction     | Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat |  |                                  |   |             |  |
| <i>En milliers d'euros</i> |   |   |  |                                  |   |             |  |
| Belgique                   |   |   | 46 094   | 50 583                           | 96 677                                    |             | 96 677                                   |
| France                     |   |   | 32 997   | 217 892                          | 250 889                                   |             | 250 889                                  |
| <b>Total</b>               |   |   | <b>79 091</b>  | <b>268 475</b>                   | <b>347 566</b>                            |             | <b>347 566</b>                           |

## 6.5 Passifs financiers au coût amorti

| <i>En milliers d'euros</i>                 | <b>30/06/2019</b> | <b>31/12/2018</b> |
|--|-------------------|-------------------|
| Dettes envers les établissements de crédit | 16 082 275        | 16 416 548        |
| Dettes envers la clientèle                 | 8 057 063         | 7 505 496         |
| Dettes représentées par un titre           | 737 207           | 792 932           |
| <b>Valeur au bilan</b>                     | <b>24 876 545</b> | <b>24 714 976</b> |

## DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

| <i>En milliers d'euros</i>                    | <b>30/06/2019</b> | <b>31/12/2018</b> |
|---|-------------------|-------------------|
| <b>Etablissements de crédit</b>               |                   |                   |
| Comptes et emprunts                           | 14 947            | 13 189            |
| dont comptes ordinaires créditeurs (1)        | 3 149             | 3 005             |
| dont comptes et emprunts au jour le jour (1)  |                   |                   |
| Valeurs données en pension                    |                   |                   |
| Titres donnés en pension livrée               | 181 925           | 233 299           |
| <b>Total</b>                                  | <b>196 872</b>    | <b>246 488</b>    |
| <b>Opérations internes au Crédit Agricole</b> |                   |                   |
| Comptes ordinaires créditeurs                 | 1 138             | 611               |
| Comptes et avances à terme                    | 15 884 265        | 16 169 449        |
| Titres donnés en pension livrée               |                   |                   |
| <b>Total</b>                                  | <b>15 885 403</b> | <b>16 170 060</b> |
| <b>Valeur au bilan</b>                        | <b>16 082 275</b> | <b>16 416 548</b> |

(1) Ces opérations composent pour partie la rubrique "Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit" du Tableau des flux de trésorerie.

## DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE

| <i>En milliers d'euros</i>         | <b>30/06/2019</b> | <b>31/12/2018</b> |
|------------------------------------|-------------------|-------------------|
| Comptes ordinaires créditeurs      | 6 144 073         | 5 708 265         |
| Comptes d'épargne à régime spécial | 133 620           | 104 387           |
| Autres dettes envers la clientèle  | 1 779 370         | 1 692 844         |
| Titres donnés en pension livrée    |                   |                   |
| <b>Valeur au bilan</b>             | <b>8 057 063</b>  | <b>7 505 496</b>  |

## DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE

| <i>En milliers d'euros</i>              | <b>30/06/2019</b> | <b>31/12/2018</b> |
|---|-------------------|-------------------|
| Bons de caisse                          |                   |                   |
| Titres du marché interbancaire          |                   |                   |
| Titres de créances négociables          | 630 530           | 680 702           |
| Emprunts obligataires                   | 106 677           | 112 230           |
| Autres dettes représentées par un titre |                   |                   |
| <b>Valeur au bilan</b>                  | <b>737 207</b>    | <b>792 932</b>    |

## 6.6 Immeubles de placement

| <i>En milliers d'euros</i>      | <b>31/12/2018</b> | <b>Variations de périmètre</b> | <b>Augmentations (acquisitions)</b> | <b>Diminutions (cessions)</b> | <b>Ecart de conversion</b> | <b>Autres mouvements</b> | <b>30/06/2019</b> |
|---------------------------------|-------------------|--------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------|----------------------------|--------------------------|-------------------|
| Valeur brute                    | 187 093           |                                | 12 007                              | -1 416                        |                            |                          | 197 684           |
| Amortissements et dépréciations | -60 337           |                                | -2 800                              | 724                           |                            |                          | -62 413           |
| <b>Valeur au bilan (1)</b>      | <b>126 756</b>    |                                | <b>9 207</b>                        | <b>-692</b>                   |                            |                          | <b>135 271</b>    |

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple

| <i>En milliers d'euros</i>      | 31/12/2017     | 01/01/2018     | Variations de périmètre | Augmentations (acquisitions) | Diminutions (cessions) | Ecart de conversion | Autres mouvements | 31/12/2018     |
|---------------------------------|----------------|----------------|-------------------------|------------------------------|------------------------|---------------------|-------------------|----------------|
| Valeur brute                    | 179 620        | 179 620        |                         | 11 837                       | -4 364                 |                     |                   | 187 093        |
| Amortissements et dépréciations | -57 463        | -57 463        |                         | -5 192                       | 2 318                  |                     |                   | -60 337        |
| <b>Valeur au bilan (1)</b>      | <b>122 157</b> | <b>122 157</b> |                         | <b>6 645</b>                 | <b>-2 046</b>          |                     |                   | <b>126 756</b> |

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple

## 6.7 Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

| <i>En milliers d'euros</i>                        | 31/12/2018     | 01/01/2019     | Variations de périmètre | Augmentations (acquisitions) | Diminutions (cessions) | Ecart de conversion | Autres mouvements | 30/06/2019     |
|---|----------------|----------------|-------------------------|------------------------------|------------------------|---------------------|-------------------|----------------|
| <b>Immobilisations corporelles d'exploitation</b> |                |                |                         |                              |                        |                     |                   |                |
| Valeur brute                                      | 417 599        | 417 599        |                         | 15 601                       | -6 191                 |                     | 23 502            | 450 511        |
| Amortissements et dépréciations (1)               | -285 977       | -285 977       |                         | -9 644                       | 5 591                  |                     | -3 364            | -293 394       |
| <b>Valeur au bilan</b>                            | <b>131 622</b> | <b>131 622</b> |                         | <b>5 957</b>                 | <b>-600</b>            |                     | <b>20 138</b>     | <b>157 117</b> |
| <b>Immobilisations incorporelles</b>              |                |                |                         |                              |                        |                     |                   |                |
| Valeur brute                                      | 16 751         | 16 751         |                         | 212                          |                        |                     | -3 877            | 13 086         |
| Amortissements et dépréciations                   | -8 979         | -8 979         |                         | -73                          |                        |                     | 3 364             | -5 688         |
| <b>Valeur au bilan</b>                            | <b>7 772</b>   | <b>7 772</b>   |                         | <b>139</b>                   |                        |                     | <b>-513</b>       | <b>7 398</b>   |

(1) Y compris les amortissements sur immobilisations données en location simple.

| <i>En milliers d'euros</i>           | 31/12/2017    | 01/01/2018    | Variations de périmètre | Augmentations (acquisitions) | Diminutions (cessions) | Ecart de conversion | Autres mouvements | 31/12/2018     |
|--------------------------------------|---------------|---------------|-------------------------|------------------------------|------------------------|---------------------|-------------------|----------------|
| <b>Immobilisations corporelles</b>   |               |               |                         |                              |                        |                     |                   |                |
| Valeur brute                         | 378 715       | 378 715       |                         | 45 834                       | -6 950                 |                     |                   | 417 599        |
| Amortissements et dépréciations (1)  | -278 835      | -278 835      |                         | -13 143                      | 6 001                  |                     |                   | -285 977       |
| <b>Valeur au bilan</b>               | <b>99 880</b> | <b>99 880</b> |                         | <b>32 691</b>                | <b>-949</b>            |                     |                   | <b>131 622</b> |
| <b>Immobilisations incorporelles</b> |               |               |                         |                              |                        |                     |                   |                |
| Valeur brute                         | 15 157        | 15 157        |                         | 2 161                        | -567                   |                     |                   | 16 751         |
| Amortissements et dépréciations      | -9 367        | -9 367        |                         | -116                         | 504                    |                     |                   | -8 979         |
| <b>Valeur au bilan</b>               | <b>5 790</b>  | <b>5 790</b>  |                         | <b>2 045</b>                 | <b>-63</b>             |                     |                   | <b>7 772</b>   |

(1) Y compris les amortissements sur immobilisations données en location simple.

## 6.8 Écarts d'acquisition

| <i>En milliers d'euros</i>        | 31/12/2018 | Augmentations (Acquisitions) | Diminutions (Cessions) | Pertes de valeur de la période | Ecart de conversion | Autres mouvements | 30/06/2019 |
|-----------------------------------|------------|------------------------------|------------------------|--------------------------------|---------------------|-------------------|------------|
| <u>Valeur brute</u>               |            |                              |                        |                                |                     |                   |            |
| SAS SQUARE HABITAT NDF            | 8 930      |                              |                        |                                |                     |                   | 8 930      |
| <u>Cumul des pertes de valeur</u> |            |                              |                        |                                |                     |                   |            |
| SAS SQUARE HABITAT NDF            | - 8 930    |                              |                        |                                |                     |                   | - 8 930    |
| <b>Total</b>                      | <b>0</b>   |                              |                        |                                |                     |                   | <b>0</b>   |



Dans le cadre de l'arrêté des comptes semestriels au 30 juin 2019, conformément aux principes du Groupe, compte tenu de l'absence d'indices objectifs de perte de valeur, les écarts d'acquisition n'ont fait l'objet d'aucun test de dépréciation.

## 6.9 Provisions

| <i>En milliers d'euros</i>                        | 31/12/2018     | Variations de périmètre | Dotations     | Reprises utilisées | Reprises non utilisées | Ecart de conversion | Autres mouvements | 30/06/2019     |
|---|----------------|-------------------------|---------------|--------------------|------------------------|---------------------|-------------------|----------------|
| Risques sur les produits épargne-logement         | 22 927         |                         | 4 184         |                    | -21                    |                     |                   | 27 091         |
| Risques d'exécution des engagements par signature | 17 189         |                         | 16 253        |                    | -15 482                |                     | 5 724             | 23 684         |
| Risques opérationnels                             | 2 283          |                         | 129           |                    |                        |                     |                   | 2 412          |
| Engagements sociaux (retraites) et assimilés      | 10 251         |                         | 103           | -3                 |                        |                     | 2 176             | 12 527         |
| Litiges divers                                    | 26 137         |                         | 1 477         | -78                | -1 089                 |                     |                   | 26 447         |
| Participations                                    |                |                         |               |                    |                        |                     |                   |                |
| Restructurations                                  |                |                         |               |                    |                        |                     |                   |                |
| Autres risques                                    | 33 122         |                         | 2 770         | -7 540             | -1 629                 |                     | -5 724            | 20 999         |
| <b>TOTAL</b>                                      | <b>111 909</b> |                         | <b>24 916</b> | <b>-7 621</b>      | <b>-18 221</b>         |                     | <b>2 176</b>      | <b>113 160</b> |

(1) Dont 10 238 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4, dont 2 289 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

| <i>En milliers d'euros</i>                        | 31/12/2017    | 01/01/2018    | Variations de périmètre | Dotations     | Reprises utilisées | Reprises non utilisées | Ecart de conversion | Autres mouvements | 31/12/2018     |
|---|---------------|---------------|-------------------------|---------------|--------------------|------------------------|---------------------|-------------------|----------------|
| Risques sur les produits épargne-logement         | 22 219        | 22 219        |                         | 709           |                    |                        |                     |                   | 22 927         |
| Risques d'exécution des engagements par signature | 2 672         | 2 672         |                         | 11 496        |                    | -11 642                |                     | 14 663            | 17 189         |
| Risques opérationnels                             | 1 915         | 1 915         |                         | 419           |                    | -51                    |                     |                   | 2 283          |
| Engagements sociaux (retraites) et assimilés      | 14 149        | 14 149        |                         | 39            | -3 686             | -45                    |                     | -206              | 10 251         |
| Litiges divers                                    | 26 894        | 26 894        |                         | 4 371         | -578               | -4 831                 |                     | 281               | 26 137         |
| Participations                                    |               |               |                         |               |                    |                        |                     |                   |                |
| Restructurations                                  | 432           | 432           |                         |               |                    | -432                   |                     |                   |                |
| Autres risques                                    | 26 979        | 26 979        |                         | 20 068        | -6 920             | -6 724                 |                     | -281              | 33 122         |
| <b>TOTAL</b>                                      | <b>95 260</b> | <b>95 260</b> |                         | <b>37 102</b> | <b>-11 184</b>     | <b>-23 725</b>         |                     | <b>14 457</b>     | <b>111 909</b> |

(1) Dont 8 062 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4, dont 2 189 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

## 6.10 Dettes subordonnées

| <i>En milliers d'euros</i>               | 30/06/2019     | 31/12/2018     |
|--|----------------|----------------|
| Dettes subordonnées à durée déterminée   | 183 814        | 313 355        |
| Dettes subordonnées à durée indéterminée | 791            | 786            |
| Dépôts de garantie à caractère mutuel    |                |                |
| Titres et emprunts participatifs         |                |                |
| <b>Valeur au bilan</b>                   | <b>184 605</b> | <b>314 141</b> |

## 6.11 Capitaux propres

### Composition du capital au 30 juin 2019

|  | Nombre de titres au 30/06/2019 | % du capital   | % des droits de vote |
|--|--------------------------------|----------------|----------------------|
| <i>Répartition du capital de la Caisse Régionale</i>   |                                |                |                      |
| <b>Certificats Coopératifs d'investissements (CCI)</b> | <b>17 109 818</b>              |                |                      |
| Dont part du Public                                    | 16 219 958                     | 27,59%         |                      |
| Dont part Sacam Mutualisation                          | 11 287                         | 0,02%          |                      |
| Dont part autodétenue                                  | 878 573                        | 1,50%          |                      |
| <b>Certificats Coopératifs d'associés (CCA)</b>        | <b>14 300 815</b>              |                |                      |
| Dont part du Public                                    |                                |                |                      |
| Dont part Crédit Agricole S.A.                         | 2 019 390                      | 3,44%          |                      |
| Dont part Sacam Mutualisation                          | 12 281 425                     | 20,89%         |                      |
| <b>Part sociales</b>                                   | <b>27 371 804</b>              |                |                      |
| Dont 70 Caisses Locales                                | 27 371 505                     | 46,56%         | 95,53%               |
| Dont 19 administrateurs de la Caisse régionale         | 289                            | NS             | 2,93%                |
| Dont Crédit Agricole S.A.                              | 9                              | NS             | 0,77%                |
| Dont Sacam Mutualisation                               | 1                              | NS             | 0,77%                |
| <b>Total</b>   | <b>58 782 437</b>              | <b>100,00%</b> | <b>100,00%</b>       |

La valeur nominale des titres est de 3,05 euros et le montant du capital est de 179 286 milliers d'euros.

### Dividendes

Au titre de l'exercice 2018, l'Assemblée générale du 23 avril 2019 de la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France a approuvé le versement d'un dividende net de 1,05 euros par CCI et CCA, et 0,09 euros par part sociale.

| Année de rattachement du dividende | Par CCI     | Par CCA     | Par part sociale |
|------------------------------------|-------------|-------------|------------------|
|                                    | Montant Net | Montant Net | Montant Net      |
| 2015                               | 0,85        | 0,85        | 0,05             |
| 2016                               | 1,00        | 1,00        | 0,07             |
| 2017                               | 1,05        | 1,05        | 0,07             |
| 2018                               | 1,05        | 1,05        | 0,09             |

Le plafond de rémunération des parts sociales émises par les coopératives correspond à la moyenne du TMO, sur les 3 dernières années civiles précédant la date de l'Assemblée Générale annuelle, majorée de 200 points de base (loi "Sapin 2" du 9 décembre 2016).

### Dividendes payés au cours de l'exercice

Les montants relatifs aux dividendes figurent dans le tableau de variation des capitaux propres. Ils s'élèvent à 38 794 milliers d'euros en 2019.

## 7. Engagements de financement et de garantie et autres garanties

### Engagements donnés et reçus

| <i>En milliers d'euros</i>                                   | <b>30/06/2019</b> | <b>31/12/2018</b> |
|--|-------------------|-------------------|
| <b>Engagements donnés</b>                                    | <b>3 500 229</b>  | <b>3 363 203</b>  |
| <b>Engagements de financement</b>                            | <b>2 231 769</b>  | <b>2 173 474</b>  |
| Engagements en faveur des établissements de crédit           |                   |                   |
| Engagements en faveur de la clientèle                        | 2 231 769         | 2 173 474         |
| Ouverture de crédits confirmés                               | 1 280 676         | 1 213 702         |
| <i>Ouverture de crédits documentaires</i>                    | 20 738            | 23 300            |
| <i>Autres ouvertures de crédits confirmés</i>                | 1 259 938         | 1 190 402         |
| Autres engagements en faveur de la clientèle                 | 951 093           | 959 772           |
| <b>Engagements de garantie</b>                               | <b>1 268 460</b>  | <b>1 189 729</b>  |
| Engagements d'ordre des établissements de crédit             | 363 154           | 362 781           |
| Confirmations d'ouverture de crédits documentaires           | 373               |                   |
| Autres garanties (1)   | 362 781           | 362 781           |
| Engagements d'ordre de la clientèle                          | 905 306           | 826 948           |
| Cautions immobilières  | 274 578           | 298 403           |
| Autres garanties d'ordre de la clientèle                     | 630 728           | 528 545           |
| <b>Engagements sur titres</b>                                |                   |                   |
| Titres à livrer  |                   |                   |
| <b>Engagements reçus</b>                                     | <b>7 279 384</b>  | <b>6 984 081</b>  |
| <b>Engagements de financement</b>                            | <b>63 779</b>     | <b>63 779</b>     |
| Engagements reçus des établissements de crédit               | 63 779            | 63 779            |
| Engagements reçus de la clientèle                            |                   |                   |
| <b>Engagements de garantie</b>                               | <b>7 215 605</b>  | <b>6 920 302</b>  |
| Engagements reçus des établissements de crédit               | 1 571 143         | 1 689 271         |
| Engagements reçus de la clientèle                            | 5 644 462         | 5 231 031         |
| Garanties reçues des administrations publiques et assimilées | 290 279           | 331 658           |
| Autres garanties reçues                                      | 5 354 183         | 4 899 373         |
| <b>Engagements sur titres</b>                                |                   |                   |
| Titres à recevoir  |                   |                   |

(1) Dont 351 681 milliers d'euros relatifs à la garantie Switch Assurance mise en place le 1er juillet 2016, en amendement de la garantie précédente octroyée depuis le 2 janvier 2014 pour 913 607 milliers d'euros.

## Instruments financiers remis et reçus en garantie

| <i>En milliers d'euros</i>   | <b>30/06/2019</b> | <b>31/12/2018</b> |
|--|-------------------|-------------------|
| <b>Valeur comptable des actifs financiers remis en garantie (dont actifs transférés)</b>               |                   |                   |
| Titres et créances apportées en garanties des dispositifs de refinancement (Banque de France, CRH ...) | 6 177 579         | 6 221 806         |
| Titres prêtés  |                   |                   |
| Dépôts de garantie sur opérations de marché  |                   |                   |
| Autres dépôts de garantie (1)  | 119 044           | 119 044           |
| Titres et valeurs donnés en pension  | 181 925           | 233 299           |
| <b>Total de la valeur comptable des actifs financiers remis en garantie</b>                            | <b>6 478 548</b>  | <b>6 574 149</b>  |
| <b>Valeur comptable des actifs financiers reçus en garantie</b>  |                   |                   |
| Autres dépôts de garantie  |                   |                   |
| <b>Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés</b>                      |                   |                   |
| Titres empruntés   |                   |                   |
| Titres et valeurs reçus en pension   | 191 075           | 233 350           |
| Titres vendus à découvert  |                   |                   |
| <b>Total Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés</b>                | <b>191 075</b>    | <b>233 350</b>    |

(1) Dans le cadre de la garantie Switch Assurance mise en place le 1er juillet 2016, le Crédit Agricole Nord de France a versé un dépôt de 119 044 milliers d'euros en amendement des précédents dépôts versés depuis le 2 janvier 2014 pour 308 507 milliers d'euros.

Au 30 juin 2019, le Crédit Agricole Nord de France a utilisé les titres souscrits auprès des FCT Crédit Agricole Habitat comme dispositif de refinancement en pension de titres.

### Créances apportées en garantie

Au cours du premier semestre 2019, le Crédit Agricole Nord de France a apporté 6 177,58 millions d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 6 221,81 millions d'euros au 31 décembre 2018. Le Crédit Agricole Nord de France conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, le Crédit Agricole Nord de France a apporté :

- 2 839,24 millions d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 2 923,52 millions d'euros au 31 décembre 2018;
- 804,1 millions d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 944,01 millions d'euros au 31 décembre 2018;
- 2 366,19 millions d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 2 354,28 millions d'euros au 31 décembre 2018.

## 8. Reclassements d'instruments financiers

Le Crédit Agricole Nord de France n'a pas opéré en 2019 de reclassement au titre du paragraphe 4.4.1 d'IFRS 9.

## 9. Juste valeur des instruments financiers

### 9.1 Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

#### Actifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan valorisés à la juste valeur

|   | Valeur au bilan<br>au 30/06/2019 | Juste valeur au<br>30/06/2019 | Prix cotés sur<br>des marchés<br>actifs pour des<br>instruments<br>identiques<br>Niveau 1 | Valorisation<br>fondée sur<br>des<br>données<br>observables<br>Niveau 2 | Valorisation<br>fondée sur<br>des données<br>non<br>observables<br>Niveau 3 |
|---|----------------------------------|-------------------------------|---|---|---|
| <i>En milliers d'euros</i>  |                                  |                               |   |   |   |
| <b>Instruments de dettes non évalués à la juste valeur au bilan</b> |                                  |                               |   |   |   |
| <b>Prêts et créances</b>  | <b>25 464 317</b>                | <b>26 552 794</b>             |   | <b>2 096 431</b>  | <b>24 456 363</b>   |
| <b>Prêts et créances sur les établissements de crédit</b>           | <b>1 814 398</b>                 | <b>1 864 059</b>              |   | <b>1 864 059</b>  |   |
| Comptes ordinaires et prêts JJ                                      | 619 946                          | 619 946                       |   | 619 946   |   |
| Comptes et prêts à terme  | 1 009 532                        | 1 049 898                     |   | 1 049 898   |   |
| Valeurs reçues en pension   |                                  |                               |   |   |   |
| Titres reçus en pension livrée                                      | 181 768                          | 191 075                       |   | 191 075   |   |
| Prêts subordonnés   | 3 152                            | 3 140                         |   | 3 140   |   |
| Autres prêts et créances  |                                  |                               |   |   |   |
| <b>Prêts et créances sur la clientèle</b>                           | <b>23 649 919</b>                | <b>24 688 735</b>             |   | <b>232 372</b>  | <b>24 456 363</b>   |
| Créances commerciales   | 6 267                            | 8 065                         |   | 8 065   |   |
| Autres concours à la clientèle                                      | 23 440 981                       | 24 456 363                    |   |   | 24 456 363  |
| Valeurs reçues en pension   |                                  |                               |   |   |   |
| Titres reçus en pension livrée                                      |                                  |                               |   |   |   |
| Prêts subordonnés   |                                  |                               |   |   |   |
| Avances en comptes courants d'associés                              | 77 908                           | 85 082                        |   | 85 082  |   |
| Comptes ordinaires débiteurs  | 124 763                          | 139 225                       |   | 139 225   |   |
| <b>Titres de dettes</b>   | <b>324 132</b>                   | <b>337 407</b>                | <b>335 540</b>  | <b>1 867</b>  |   |
| Effets publics et valeurs assimilées                                | 267 289                          | 279 659                       | 279 659   |   |   |
| Obligations et autres titres à revenu fixe                          | 56 843                           | 57 748                        | 55 881  | 1 867   |   |
| <b>Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée</b>    | <b>25 788 449</b>                | <b>26 890 201</b>             | <b>335 540</b>  | <b>2 098 298</b>  | <b>24 456 363</b>   |

|   | Valeur au bilan<br>au 31/12/2018 | Juste valeur au<br>31/12/2018 | Prix cotés sur<br>des marchés<br>actifs pour des<br>instruments<br>identiques<br>Niveau 1 | Valorisation<br>fondée sur<br>des<br>données<br>observables<br>Niveau 2 | Valorisation<br>fondée sur<br>des données<br>non<br>observables<br>Niveau 3 |
|---|----------------------------------|-------------------------------|---|---|---|
| <i>En milliers d'euros</i>  |                                  |                               |   |   |   |
| <b>Instruments de dettes non évalués à la juste valeur au bilan</b> |                                  |                               |   |   |   |
| <b>Prêts et créances</b>  | <b>25 168 945</b>                | <b>25 551 898</b>             |   | <b>2 157 017</b>  | <b>23 394 881</b>   |
| <b>Prêts et créances sur les établissements de crédit</b>           | <b>1 837 228</b>                 | <b>1 833 956</b>              |   | <b>1 833 956</b>  |   |
| Comptes ordinaires et prêts JJ                                      | 608 839                          | 608 839                       |   | 608 839   |   |
| Comptes et prêts à terme  | 990 717                          | 987 354                       |   | 987 354   |   |
| Valeurs reçues en pension   |                                  |                               |   |   |   |
| Titres reçus en pension livrée                                      | 233 254                          | 233 350                       |   | 233 350   |   |
| Prêts subordonnés   | 4 418                            | 4 413                         |   | 4 413   |   |
| Autres prêts et créances  |                                  |                               |   |   |   |
| <b>Prêts et créances sur la clientèle</b>                           | <b>23 331 717</b>                | <b>23 717 942</b>             |   | <b>323 061</b>  | <b>23 394 881</b>   |
| Créances commerciales   | 5 506                            | 5 506                         |   | 5 506   |   |
| Autres concours à la clientèle                                      | 23 030 118                       | 23 394 881                    |   |   | 23 394 881  |
| Valeurs reçues en pension   |                                  |                               |   |   |   |
| Titres reçus en pension livrée                                      |                                  |                               |   |   |   |
| Prêts subordonnés   |                                  |                               |   |   |   |
| Créances nées d'opérations d'assurance directe                      |                                  |                               |   |   |   |
| Créances nées d'opérations de réassurance                           |                                  |                               |   |   |   |
| Avances en comptes courants d'associés                              | 79 219                           | 86 238                        |   | 86 238  |   |
| Comptes ordinaires débiteurs  | 216 874                          | 231 317                       |   | 231 317   |   |
| <b>Titres de dettes</b>   | <b>340 566</b>                   | <b>349 428</b>                | <b>343 158</b>  | <b>6 270</b>  |   |
| Effets publics et valeurs assimilées                                | 268 475                          | 276 983                       | 276 983   |   |   |
| Obligations et autres titres à revenu fixe                          | 72 091                           | 72 445                        | 66 175  | 6 270   |   |
| <b>Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée</b>    | <b>25 509 511</b>                | <b>25 901 326</b>             | <b>343 158</b>  | <b>2 163 287</b>  | <b>23 394 881</b>   |

**Passifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan valorisés à la juste valeur**

|  | Valeur au bilan<br>au 30/06/2019 | Juste valeur au<br>30/06/2019 | Prix cotés sur<br>des marchés<br>actifs pour des<br>instruments<br>identiques<br>Niveau 1 | Valorisation<br>fondée sur<br>des<br>données<br>observables<br>Niveau 2 | Valorisation<br>fondée sur<br>des données<br>non<br>observables<br>Niveau 3 |
|--|----------------------------------|-------------------------------|---|---|---|
| <i>En milliers d'euros</i>   |                                  |                               |   |   |   |
| <b>Passifs financiers non<br/>évalués à la juste valeur au<br/>bilan</b> |                                  |                               |   |   |   |
| <b>Dettes envers les<br/>établissements de crédit</b>                    | <b>16 082 275</b>                | <b>16 600 068</b>             |   | <b>16 600 068</b>   |   |
| Comptes ordinaires et emprunts<br>JJ                                     | 4 287                            | 4 150                         |   | 4 150   |   |
| Comptes et emprunts à terme  | 15 896 063                       | 16 394 618                    |   | 16 394 618  |   |
| Valeurs données en pension   |                                  |                               |   |   |   |
| Titres donnés en pension livrée  | 181 925                          | 201 300                       |   | 201 300   |   |
| <b>Dettes envers la clientèle</b>  | <b>8 057 063</b>                 | <b>8 025 727</b>              |   | <b>8 025 727</b>  |   |
| Comptes ordinaires créditeurs  | 6 144 073                        | 6 143 807                     |   | 6 143 807   |   |
| Comptes d'épargne à régime<br>spécial                                    | 133 620                          | 133 620                       |   | 133 620   |   |
| Autres dettes envers la clientèle  | 1 779 370                        | 1 748 300                     |   | 1 748 300   |   |
| Titres donnés en pension livrée  |                                  |                               |   |   |   |
| <b>Dettes représentées par un<br/>titre</b>                              | <b>737 207</b>                   | <b>745 452</b>                | <b>106 109</b>  | <b>639 343</b>  |   |
| <b>Dettes subordonnées</b>   | <b>184 605</b>                   | <b>180 786</b>                |   | <b>180 786</b>  |   |
| <b>Total passifs financiers dont<br/>la juste valeur est indiquée</b>    | <b>25 061 150</b>                | <b>25 552 033</b>             | <b>106 109</b>  | <b>25 445 924</b>   |   |

|   | Valeur au bilan au<br>31/12/2018 | Juste valeur au<br>31/12/2018 | Prix cotés sur<br>des marchés<br>actifs pour des<br>instruments<br>identiques<br>Niveau 1 | Valorisation<br>fondée sur<br>des<br>données<br>observables<br>Niveau 2 | Valorisation<br>fondée sur<br>des données<br>non<br>observables<br>Niveau 3 |
|---|----------------------------------|-------------------------------|---|---|---|
| <i>En milliers d'euros</i>  |                                  |                               |   |   |   |
| <b>Passifs financiers non<br/>évalués à la juste valeur au<br/>bilan</b>  |                                  |                               |   |   |   |
| <b>Dettes envers les<br/>établissements de crédit</b>   | <b>16 416 548</b>                | <b>16 359 404</b>             |   | <b>16 359 404</b>   |   |
| Comptes ordinaires et<br>emprunts JJ  | 3 616                            | 3 427                         |   | 3 427   |   |
| Comptes et emprunts à terme   | 16 179 633                       | 16 104 640                    |   | 16 104 640  |   |
| Valeurs données en pension  |                                  |                               |   |   |   |
| Titres donnés en pension livrée   | 233 299                          | 251 337                       |   | 251 337   |   |
| <b>Dettes envers la clientèle</b>   | <b>7 505 496</b>                 | <b>7 469 622</b>              |   | <b>7 469 622</b>  |   |
| Comptes ordinaires créditeurs   | 5 708 265                        | 5 707 981                     |   | 5 707 981   |   |
| Comptes d'épargne à régime<br>spécial   | 104 387                          | 104 387                       |   | 104 387   |   |
| Autres dettes envers la<br>clientèle  | 1 692 844                        | 1 657 254                     |   | 1 657 254   |   |
| Titres donnés en pension livrée   |                                  |                               |   |   |   |
| Dettes nées d'opérations<br>d'assurance directe   |                                  |                               |   |   |   |
| Dettes nées d'opérations de<br>réassurance  |                                  |                               |   |   |   |
| Dettes pour dépôts d'espèces<br>reçus des cessionnaires et<br>rétrocessionnaires en<br>représentation d'engagements<br>techniques |                                  |                               |   |   |   |
| <b>Dettes représentées par un<br/>titre</b>   | <b>792 932</b>                   | <b>803 062</b>                | <b>111 454</b>  | <b>691 608</b>  |   |
| <b>Dettes subordonnées</b>  | <b>314 141</b>                   | <b>305 774</b>                |   | <b>305 774</b>  |   |
| <b>Total passifs financiers dont<br/>la juste valeur est indiquée</b>   | <b>25 029 117</b>                | <b>24 937 862</b>             | <b>111 454</b>  | <b>24 826 408</b>   |   |

## 9.2 Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

### Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.



## Actifs financiers valorisés à la juste valeur

|  | 30/06/2019       | Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1 | Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2 | Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3 |
|--|------------------|--|--|--|
| <i>En milliers d'euros</i>   |                  |  |  |  |
| <b>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</b>                                       | <b>50 739</b>    |  | <b>50 739</b>  |  |
| Créances sur les établissements de crédit  |                  |  |  |  |
| Créances sur la clientèle  |                  |  |  |  |
| Titres reçus en pension livrée   |                  |  |  |  |
| Valeurs reçues en pension  |                  |  |  |  |
| Titres détenus à des fins de transaction   |                  |  |  |  |
| Effets publics et valeurs assimilées   |                  |  |  |  |
| Obligations et autres titres à revenu fixe   |                  |  |  |  |
| OPCVM  |                  |  |  |  |
| Actions et autres titres à revenu variable   |                  |  |  |  |
| Instruments dérivés  | 50 739           |  | 50 739   |  |
| <b>Autres actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat</b>                     | <b>713 864</b>   | <b>3 360</b>   | <b>705 846</b>   | <b>4 658</b>   |
| <b>Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat</b>                            | <b>89 171</b>    | <b>3 360</b>   | <b>85 811</b>  |  |
| Actions et autres titres à revenu variable   | 88 052           | 3 360  | 84 692   |  |
| Titres de participation non consolidés   | 1 119            |  | 1 119  |  |
| <b>Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI</b>                                | <b>598 265</b>   |  | <b>593 607</b>   | <b>4 658</b>   |
| Créances sur les établissements de crédit  |                  |  |  |  |
| Créances sur la clientèle  |                  |  |  |  |
| Titres de dettes   | 598 265          |  | 593 607  | 4 658  |
| Effets publics et valeurs assimilées   |                  |  |  |  |
| Obligations et autres titres à revenu fixe   | 10 063           |  | 5 405  | 4 658  |
| OPCVM  | 588 202          |  | 588 202  |  |
| <b>Actifs représentatifs de contrats en unités de compte</b>                                     |                  |  |  |  |
| Effets publics et valeurs assimilées   |                  |  |  |  |
| Obligations et autres titres à revenu fixe   |                  |  |  |  |
| Actions et autres titres à revenu variable   |                  |  |  |  |
| OPCVM  |                  |  |  |  |
| <b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b>                               | <b>26 428</b>    |  | <b>26 428</b>  |  |
| Créances sur les établissements de crédit  |                  |  |  |  |
| Créances sur la clientèle  |                  |  |  |  |
| Titres à la juste valeur par résultat sur option   | 26 428           |  | 26 428   |  |
| Effets publics et valeurs assimilées   |                  |  |  |  |
| Obligations et autres titres à revenu fixe   | 26 428           |  | 26 428   |  |
| <b>Actifs financiers comptabilisés en capitaux propres</b>                                       | <b>2 584 920</b> | <b>486 079</b>   | <b>2 098 841</b>   |  |
| Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables                | 2 099 210        | 369  | 2 098 841  |  |
| Actions et autres titres à revenu variable   | 14 626           |  | 14 626   |  |
| Titres de participation non consolidés   | 2 084 584        | 369  | 2 084 215  |  |
| Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables                              | 485 710          | 485 710  |  |  |
| Créances sur les établissements de crédit  |                  |  |  |  |
| Créances sur la clientèle  |                  |  |  |  |
| Titres de dettes   | 485 710          | 485 710  |  |  |
| Effets publics et valeurs assimilées   | 79 899           | 79 899   |  |  |
| Obligations et autres titres à revenu fixe   | 405 811          | 405 811  |  |  |
| <b>Instruments dérivés de couverture</b>   | <b>204</b>       |  | <b>204</b>   |  |
| <b>TOTAL ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR</b>                                       | <b>3 349 727</b> | <b>489 439</b>   | <b>2 855 630</b>   | <b>4 658</b>   |
| Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques |                  |  |  |  |
| Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables                   |                  |  |  |  |
| Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables               |                  |  |  |  |
| <b>TOTAL DES TRANSFERTS VERS CHACUN DES NIVEAUX</b>  |                  |  |  |  |

|  | 31/12/2018       | Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1 | Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2 | Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3 |
|--|------------------|--|--|--|
| <i>En milliers d'euros</i>   |                  |  |  |  |
| <b>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</b>                                       | <b>37 728</b>    |  | <b>37 728</b>  |  |
| Créances sur les établissements de crédit  |                  |  |  |  |
| Créances sur la clientèle  |                  |  |  |  |
| Titres reçus en pension livrée   |                  |  |  |  |
| Valeurs reçues en pension  |                  |  |  |  |
| Titres détenus à des fins de transaction   |                  |  |  |  |
| Effets publics et valeurs assimilées   |                  |  |  |  |
| Obligations et autres titres à revenu fixe   |                  |  |  |  |
| OPCVM  |                  |  |  |  |
| Actions et autres titres à revenu variable   |                  |  |  |  |
| Instruments dérivés  | 37 728           |  | 37 728   |  |
| <b>Autres actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat</b>                     |                  |  |  |  |
| <b>  Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat</b>                          | <b>88 846</b>    | <b>3 571</b>   | <b>85 275</b>  |  |
| Actions et autres titres à revenu variable   | 87 839           | 3 571  | 84 268   |  |
| Titres de participation non consolidés   | 1 007            |  | 1 007  |  |
| <b>  Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI</b>                              | <b>725 027</b>   |  | <b>720 509</b>   | <b>4 518</b>   |
| Créances sur les établissements de crédit  |                  |  |  |  |
| Créances sur la clientèle  |                  |  |  |  |
| Titres de dettes   | 725 027          |  | 720 509  | 4 518  |
| Effets publics et valeurs assimilées   |                  |  |  |  |
| Obligations et autres titres à revenu fixe   | 30 198           |  | 25 680   | 4 518  |
| OPCVM  | 694 829          |  | 694 829  |  |
| <b>  Actifs représentatifs de contrats en unités de compte</b>                                   |                  |  |  |  |
| Effets publics et valeurs assimilées   |                  |  |  |  |
| Obligations et autres titres à revenu fixe   |                  |  |  |  |
| Actions et autres titres à revenu variable   |                  |  |  |  |
| OPCVM  |                  |  |  |  |
| <b>  Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b>                             | <b>26 086</b>    |  | <b>26 086</b>  |  |
| Créances sur les établissements de crédit  |                  |  |  |  |
| Créances sur la clientèle  |                  |  |  |  |
| Titres à la juste valeur par résultat sur option   | 26 086           |  | 26 086   |  |
| Effets publics et valeurs assimilées   |                  |  |  |  |
| Obligations et autres titres à revenu fixe   | 26 086           |  | 26 086   |  |
| <b>  Actifs financiers comptabilisés en capitaux propres</b>                                     | <b>2 569 908</b> | <b>485 025</b>   | <b>2 084 883</b>   |  |
| Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables                | 2 085 231        | 348  | 2 084 883  |  |
| Actions et autres titres à revenu variable   | 14 532           |  | 14 532   |  |
| Titres de participation non consolidés   | 2 070 699        | 348  | 2 070 351  |  |
| Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables                              | 484 677          | 484 677  |  |  |
| Créances sur les établissements de crédit  |                  |  |  |  |
| Créances sur la clientèle  |                  |  |  |  |
| Titres de dettes   | 484 677          | 484 677  |  |  |
| Effets publics et valeurs assimilées   | 79 091           | 79 091   |  |  |
| Obligations et autres titres à revenu fixe   | 405 586          | 405 586  |  |  |
| <b>Instruments dérivés de couverture</b>   | <b>6 755</b>     |  | <b>6 755</b>   |  |
| <b>TOTAL ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR</b>                                       | <b>3 454 350</b> | <b>488 596</b>   | <b>2 961 236</b>   | <b>4 518</b>   |
| Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques |                  |  |  |  |
| Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables                   |                  |  |  |  |
| Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables               |                  |  |  |  |
| <b>TOTAL DES TRANSFERTS VERS CHACUN DES NIVEAUX</b>  |                  |  |  |  |

## Passifs financiers valorisés à la juste valeur

|  | 30/06/2019     | Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1 | Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2 | Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3 |
|--|----------------|--|--|--|
| <i>En milliers d'euros</i>   |                |  |  |  |
| <b>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</b>                                      | <b>59 657</b>  |  | <b>59 657</b>  |  |
| Titres vendus à découvert  |                |  |  |  |
| Titres donnés en pension livrée  |                |  |  |  |
| Dettes représentées par un titre   |                |  |  |  |
| Dettes envers les établissements de crédit   |                |  |  |  |
| Dettes envers la clientèle   |                |  |  |  |
| Instruments dérivés  | 59 657         |  | 59 657   |  |
| <b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b>                              | <b>86 037</b>  |  | <b>86 037</b>  |  |
| <b>Instruments dérivés de couverture</b>   | <b>264 915</b> |  | <b>264 915</b>   |  |
| <b>Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur</b>                                      | <b>410 609</b> |  | <b>410 609</b>   |  |
| Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques |                |  |  |  |
| Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables                   |                |  |  |  |
| Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables               |                |  |  |  |
| <b>Total des transferts vers chacun des niveaux</b>  |                |  |  |  |

|  | 31/12/2018     | Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1 | Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2 | Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3 |
|--|----------------|--|--|--|
| <i>En milliers d'euros</i>   |                |  |  |  |
| <b>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</b>                                      | <b>46 696</b>  |  | <b>46 696</b>  |  |
| Titres vendus à découvert  |                |  |  |  |
| Titres donnés en pension livrée  |                |  |  |  |
| Dettes représentées par un titre   |                |  |  |  |
| Dettes envers les établissements de crédit   |                |  |  |  |
| Dettes envers la clientèle   |                |  |  |  |
| Instruments dérivés  | 46 696         |  | 46 696   |  |
| <b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b>                              | <b>84 358</b>  |  | <b>84 358</b>  |  |
| <b>Instruments dérivés de couverture</b>   | <b>116 807</b> |  | <b>116 807</b>   |  |
| <b>Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur</b>                                      | <b>247 861</b> |  | <b>247 861</b>   |  |
| Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques |                |  |  |  |
| Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables                   |                |  |  |  |
| Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables               |                |  |  |  |
| <b>Total des transferts vers chacun des niveaux</b>  |                |  |  |  |

➤ Variation du solde des instruments financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

✓ Actifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

|   | Total        | Actifs financiers détenus à des fins de transaction |                           |                                |                           |  |  |       |  | Instruments dérivés |  |
|---|--------------|---|---------------------------|--------------------------------|---------------------------|--|--|-------|--|---------------------|--|
|   |              | Créances sur les établissements de crédit           | Créances sur la clientèle | Titres reçus en pension livrée | Valeurs reçues en pension | Titres détenus à des fins de transaction |  |       |  |                     |  |
|   |              |   |                           |                                |                           | Effets publics et valeurs assimilées     | Obligations et autres titres à revenu fixe | OPCVM | Actions et autres titres à revenu variable |                     | Titres détenus à des fins de transaction |
| <i>En milliers d'euros</i>                  |              |   |                           |                                |                           |  |  |       |  |                     |  |
| <b>Solde d'ouverture (01/01/2019)</b>       | <b>4 518</b> |   |                           |                                |                           |  |  |       |  |                     |  |
| Gains /pertes de la période (1)             | 140          |   |                           |                                |                           |  |  |       |  |                     |  |
| Comptabilisés en résultat                   | 140          |   |                           |                                |                           |  |  |       |  |                     |  |
| Comptabilisés en capitaux propres           |              |   |                           |                                |                           |  |  |       |  |                     |  |
| Achats de la période                        |              |   |                           |                                |                           |  |  |       |  |                     |  |
| Ventes de la période                        |              |   |                           |                                |                           |  |  |       |  |                     |  |
| Emissions de la période                     |              |   |                           |                                |                           |  |  |       |  |                     |  |
| Dénouements de la période                   |              |   |                           |                                |                           |  |  |       |  |                     |  |
| Reclassements de la période                 |              |   |                           |                                |                           |  |  |       |  |                     |  |
| Variations liées au périmètre de la période |              |   |                           |                                |                           |  |  |       |  |                     |  |
| Transferts                                  |              |   |                           |                                |                           |  |  |       |  |                     |  |
| Transferts vers niveau 3                    |              |   |                           |                                |                           |  |  |       |  |                     |  |
| Transferts hors niveau 3                    |              |   |                           |                                |                           |  |  |       |  |                     |  |
| <b>Solde de clôture (30/06/2019)</b>        | <b>4 658</b> |   |                           |                                |                           |  |  |       |  |                     |  |

|   | Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat        |  |  |                           |                                |                           |                                      |   |       |                  |                                      |   |  |       |   |                           |                                      |  |                  |
|---|--|--|--|---------------------------|--------------------------------|---------------------------|--------------------------------------|---|-------|------------------|--------------------------------------|---|--|-------|---|---------------------------|--------------------------------------|--|------------------|
|   | Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat |  | Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI |                           |                                |                           |                                      | Actifs représentatifs de contrats en unités de compte |       |                  |                                      | Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option |  |       |   |                           |                                      |  |                  |
|   | Actions et autres titres à revenu variable                     | Titres de participation non consolidés | Créances sur les établissements de crédit                  | Créances sur la clientèle | Titres reçus en pension livrée | Valeurs reçues en pension | Titres de dettes                     |   |       |                  | Effets publics et valeurs assimilées | Obligations et autres titres à revenu fixe                  | Actions et autres titres à revenu variable | OPCVM | Créances sur les établissements de crédit | Créances sur la clientèle | Titres de dettes                     |  |                  |
|   |  |  |  |                           |                                |                           | Effets publics et valeurs assimilées | Obligations et autres titres à revenu fixe            | OPCVM | Titres de dettes |                                      |   |  |       |   |                           | Effets publics et valeurs assimilées | Obligations et autres titres à revenu fixe | Titres de dettes |
| <i>En milliers d'euros</i>                  |  |  |  |                           |                                |                           |                                      |   |       |                  |                                      |   |  |       |   |                           |                                      |  |                  |
| Solde d'ouverture (01/01/2019)              |  |  |  |                           |                                |                           |                                      | 4 518   |       |                  |                                      |   |  |       |   |                           |                                      |  | 4 518            |
| Gains /pertes de la période (1)             |  |  |  |                           |                                |                           |                                      |   |       |                  |                                      |   |  |       |   |                           |                                      |  | 140              |
| Comptabilisés en résultat                   |  |  |  |                           |                                |                           |                                      |   |       |                  |                                      |   |  |       |   |                           |                                      |  | 140              |
| Comptabilisés en capitaux propres           |  |  |  |                           |                                |                           |                                      |   |       |                  |                                      |   |  |       |   |                           |                                      |  |                  |
| Achats de la période                        |  |  |  |                           |                                |                           |                                      |   |       |                  |                                      |   |  |       |   |                           |                                      |  |                  |
| Ventes de la période                        |  |  |  |                           |                                |                           |                                      |   |       |                  |                                      |   |  |       |   |                           |                                      |  |                  |
| Emissions de la période                     |  |  |  |                           |                                |                           |                                      |   |       |                  |                                      |   |  |       |   |                           |                                      |  |                  |
| Dénouements de la période                   |  |  |  |                           |                                |                           |                                      |   |       |                  |                                      |   |  |       |   |                           |                                      |  |                  |
| Reclassements de la période                 |  |  |  |                           |                                |                           |                                      |   |       |                  |                                      |   |  |       |   |                           |                                      |  |                  |
| Variations liées au périmètre de la période |  |  |  |                           |                                |                           |                                      |   |       |                  |                                      |   |  |       |   |                           |                                      |  |                  |
| Transferts                                  |  |  |  |                           |                                |                           |                                      |   |       |                  |                                      |   |  |       |   |                           |                                      |  |                  |
| Transferts vers niveau 3                    |  |  |  |                           |                                |                           |                                      |   |       |                  |                                      |   |  |       |   |                           |                                      |  |                  |
| Transferts hors niveau 3                    |  |  |  |                           |                                |                           |                                      |   |       |                  |                                      |   |  |       |   |                           |                                      |  |                  |
| Solde de clôture (30/06/2019)               |  |  |  |                           |                                |                           |                                      | 4 658   |       |                  |                                      |   |  |       |   |                           |                                      |  | 4 658            |

(1) ce solde inclut les gains et pertes de la période provenant des actifs détenus au bilan à la date de la clôture pour les montants suivants :

|   |           |
|---|-----------|
| <b>Gains/ pertes de la période provenant des actifs de niveau 3 détenus au bilan en date de clôture</b> | <b>72</b> |
| Comptabilisés en résultat   | 72        |
| Comptabilisés en capitaux propres   |           |

## 10. Impacts des évolutions comptables ou autres événements

### Bilan Actif

Impacts : IFRS 16 1er Janvier 2019

| <i>(en milliers d'euros)</i>  | 01/01/2019<br>Retraité | Impact<br>IFRS 16 | 01/01/2019<br>Publié |
|---|------------------------|-------------------|----------------------|
| Caisse, banques centrales   | 124 263                |                   | 124 263              |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat  | 877 687                |                   | 877 687              |
| <i>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</i>  | 37 728                 |                   | 37 728               |
| <i>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</i>  | 839 959                |                   | 839 959              |
| Instruments dérivés de couverture   | 6 755                  |                   | 6 755                |
| Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres  | 2 569 908              |                   | 2 569 908            |
| <i>Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables</i>               | 484 677                |                   | 484 677              |
| <i>Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables</i> | 2 085 231              |                   | 2 085 231            |
| Actifs financiers au coût amorti  | 25 509 511             |                   | 25 509 511           |
| <i>Prêts et créances sur les établissements de crédit</i>   | 1 837 228              |                   | 1 837 228            |
| <i>Prêts et créances sur la clientèle</i>   | 23 331 717             |                   | 23 331 717           |
| <i>Titres de dettes</i>   | 340 566                |                   | 340 566              |
| Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux  | 41 902                 |                   | 41 902               |
| Actifs d'impôts courants et différés  | 26 165                 | 5 069             | 21 096               |
| Comptes de régularisation et actifs divers  | 471 377                |                   | 471 377              |
| Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées  |                        |                   |                      |
| Participations dans les entreprises mises en équivalence  | 77 592                 |                   | 77 592               |
| Immeubles de placement  | 126 756                |                   | 126 756              |
| Immobilisations corporelles   | 151 759                | 20 138            | 131 621              |
| Immobilisations incorporelles   | 7 259                  | -513              | 7 772                |
| Ecarts d'acquisition  |                        |                   |                      |
| <b>TOTAL DE L'ACTIF</b>   | <b>29 990 936</b>      | <b>24 694</b>     | <b>29 966 242</b>    |

**Bilan Passif**  
**Impacts IFRS 16 au 1<sup>er</sup> Janvier 2019**

| <i>(en milliers d'euros)</i>  | <b>01/01/2019</b><br><b>Retraité</b> | <b>Impact</b><br><b>IFRS 16</b> | <b>01/01/2019</b><br><b>Publié</b> |
|---|--------------------------------------|---------------------------------|------------------------------------|
| Banques centrales   |                                      |                                 |                                    |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat                                       | 131 054                              |                                 | 131 054                            |
| <i>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</i>                             | 46 696                               |                                 | 46 696                             |
| <i>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</i>                     | 84 358                               |                                 | 84 358                             |
| Instruments dérivés de couverture   | 116 807                              |                                 | 116 807                            |
| Passifs financiers au coût amorti   | 24 714 976                           |                                 | 24 714 976                         |
| <i>Dettes envers les établissements de crédit</i>                                       | 16 416 548                           |                                 | 16 416 548                         |
| <i>Dettes envers la clientèle</i>   | 7 505 496                            |                                 | 7 505 496                          |
| <i>Dettes représentées par un titre</i>   | 792 932                              |                                 | 792 932                            |
| Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux                                | 4 024                                |                                 | 4 024                              |
| Passifs d'impôts courants et différés   | 27 931                               | 5 069                           | 22 862                             |
| Comptes de régularisation et passifs divers   | 364 378                              | 19 625                          | 344 753                            |
| Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées     |                                      |                                 |                                    |
| Provisions  | 111 909                              |                                 | 111 909                            |
| Dettes subordonnées   | 314 141                              |                                 | 314 141                            |
| <b>Total dettes</b>   | <b>25 785 221</b>                    | <b>24 694</b>                   | <b>25 760 527</b>                  |
| <b>Capitaux propres</b>   | <b>4 205 716</b>                     |                                 | <b>4 205 716</b>                   |
| <b>Capitaux propres part du Groupe</b>  | <b>4 201 354</b>                     |                                 | <b>4 201 354</b>                   |
| Capital et réserves liées   | 870 782                              |                                 | 870 782                            |
| Réserves consolidées  | 2 902 667                            |                                 | 2 902 667                          |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres                           | 294 990                              |                                 | 294 990                            |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur activités abandonnées |                                      |                                 |                                    |
| Résultat de l'exercice  | 132 915                              |                                 | 132 915                            |
| <b>Participations ne donnant pas le contrôle</b>  | <b>4 362</b>                         |                                 | <b>4 362</b>                       |
| <b>TOTAL DU PASSIF</b>  | <b>29 990 936</b>                    | <b>24 694</b>                   | <b>29 966 242</b>                  |

## **11. Parties liées**

Sont décrites ci-après les transactions conclues avec les parties liées au cours du premier semestre 2019 :

Le Crédit Agricole Nord de France a participé à l'augmentation de capital de SACAM FIRECA pour un montant de 2.18 millions d'euros, portant le pourcentage de détention à 5,04% du capital.

Les intérêts 2018 de l'avance en compte courant consentie à la SA Foncière de l'Erable, ont été capitalisés pour 0,39 millions d'euros. Le solde du compte courant s'élève ainsi à 39,61 millions d'euros.

Au 30 juin 2019, l'encours des comptes courants d'associés des Caisses Locales auprès du Crédit Agricole Nord de France s'élève à 112,56 millions d'euros. Les intérêts du 1er semestre 2019 se sont élevés à 0,18 millions d'euros.

L'encours de TNMT des Caisses Locales s'élève à 311,47 millions d'euros au 30 juin 2019.

Le Crédit Agricole Nord de France a constaté les dividendes suivants :

- un acompte de 44,58 millions d'euros de la SAS Rue la Boétie,
- 7,01 millions d'euros de la SA Nord Capital Investissement,
- 2 millions d'euros de la SA Foncière de l'Erable,
- 0,86 millions d'euros de la SAS SACAM Développement,
- 0,54 millions d'euros de la SAS SACAM International,
- 0,51 millions d'euros de la SCI Sainte Croix,
- 0,3 millions d'euros de IM2,
- 0,21 millions d'euros de la SAS SACAM Immobilier.

La SA Foncière de l'Erable a encaissé un dividende de 1,38 millions d'euros de la SCI Crystal, 1,22 millions d'euros de la SCI Euralliance et 0,57 millions d'euros de la SCI Quartz.



## 12. Périmètre de consolidation au 30 juin 2019

| Périmètre de consolidation du groupe Crédit Agricole Nord de France | Modification de périmètre | Implantation | Type d'entité et nature du contrôle | Méthode de consolidation au 30 juin 2019 | % de contrôle |            | % d'intérêt |            |
|---|---------------------------|--------------|-------------------------------------|--|---------------|------------|-------------|------------|
|   |                           |              |                                     |  | 30/06/2019    | 31/12/2018 | 30/06/2019  | 31/12/2018 |
| <b>Établissements bancaires et financiers</b>                       |                           |              |                                     |  |               |            |             |            |
| Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France                  |                           | France       | Mère                                | Société mère                             | 100           | 100        | 100         | 100        |
| Caisses Locales (70)  |                           | France       | Filiale                             | Intégration globale                      | 100           | 100        | 100         | 100        |
| FCT Crédit Agricole Habitat 2015 - 2017 – 2018 - 2019               |                           | France       | Filiale                             | Intégration globale                      | 100           | 100        | 100         | 100        |
| <b>Sociétés d'investissement</b>                                    |                           |              |                                     |  |               |            |             |            |
| SA Nord Capital Investissement                                      |                           | France       | Filiale                             | Intégration globale                      | 96,5          | 96,5       | 96,5        | 96,5       |
| SA Groupe Rossel-La Voix  |                           | France       | Entreprise Associée                 | Mise en équivalence                      | 25,2          | 25,2       | 25,2        | 25,2       |
| <b>Pôle Immobilier</b>  |                           |              |                                     |  |               |            |             |            |
| SA Foncière de l'Erable   |                           | France       | Filiale                             | Intégration globale                      | 99,9          | 99,9       | 99,9        | 99,9       |
| SCI Quartz Europe   |                           | France       | Filiale                             | Intégration globale                      | 100           | 100        | 99,9        | 99,9       |
| SCI Euralliance Europe  |                           | France       | Filiale                             | Intégration globale                      | 100           | 100        | 99,9        | 99,9       |
| SCI Crystal Europe  |                           | France       | Filiale                             | Intégration globale                      | 100           | 100        | 99,9        | 99,9       |
| SAS Square Habitat Nord de France                                   |                           | France       | Filiale                             | Intégration globale                      | 100           | 100        | 100         | 100        |
| SAS Nacarat   |                           | France       | Entreprise Associée                 | Mise en équivalence                      | 30,8          | 30,8       | 30,8        | 30,8       |

Au 30 juin 2019, Le Crédit Agricole Nord de France ayant participé aux opérations de titrisation Crédit Agricole Habitat a consolidé ses quotes-parts (analyse par silo) de chacun des FCT, le complément de prix de cession, le mécanisme de garantie ainsi que la convention de remboursement interne limitant in fine la responsabilité de chaque cédant à hauteur des « gains et pertes » réellement constatés sur les créances qu'il a cédées au FCT.

### **13. Événements postérieurs au 30 juin 2019**

Aucun évènement postérieur n'est à signaler.

## Attestation du responsable de l'information

---

### Responsable de l'information relative à la Caisse régionale

Monsieur Christian Valette, Directeur Général de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord de France

### Attestation du Responsable

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et que le rapport semestriel d'activité figurant ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Lille,

Le 30 août 2019

Le Directeur Général

Christian Valette



**KPMG AUDIT FS I**  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris la Défense Cedex  
France



**MAZARS**  
61, rue Henri Regnault  
92400 Courbevoie

## **Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord de France**

Siège social : 10, avenue Foch 59000 LILLE  
Capitaux propres : K€.4 318 672

### **Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2019**

Période du 1er janvier au 30 juin 2019

Aux Sociétaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord de France, relatifs à la période du 1er janvier 2019 au 30 juin 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

#### **I – Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le

changement de méthode comptable relatif à l'application à compter du 1er janvier 2019 de la nouvelle norme IFRS 16 « Contrats de location » exposé dans la note 1.1 « Normes applicables et comparabilité » et le paragraphe « Contrats de location » de la note 1.2 « Principes et méthodes comptables » ainsi que dans les autres notes de l'annexe présentant des données chiffrées liées aux incidences de ce changement.

## **II – Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris La Défense, le 30 août 2019

Courbevoie, le 30 août 2019

KPMG Audit FS I

Mazars

Christophe Coquelin  
Associé

Franck Boyer  
Associé